

Empires coloniaux

Robert Aldrich
Pascale Barthélémy
Hélène Blais
Raphaëlle Branche
Alain Chatriot
Alice Conklin
Frederick Cooper
Florence Deprest
Laurent Dubois
Sophie Dulucq
Armelle Enders
Anne-Julie Etter
Delphine Gardey
Reine-Claude Grondin
William Guéraiche
Mouloud Haddad
Caroline Herbelin
Anne Hugon
Jean-François Klein
Guillaume Lachenal
Syliane Larcher
Sylvain Laurens
Catarina Madeira Santos
Anthony Mangeon
Gregory Mann
Henri Médard
Sarah Mohamed-Gaillard
Sylvain Pattieu
Malika Rahal
Yannick Ripa
Emmanuelle Saada
Oissila Saaïdia
Marie Salaün
Emmanuelle Sibeud
Pierre Singaravélou
John Strachan
Marie-Albane de Suremain
Sylvie Thénault
Chantal Verdeil
Cécile Vidal

**Patrick Weil
et Stéphane Dufoix (dir.)**

L'esclavage, la colonisation, et après...

France, États-Unis, Grande-Bretagne

Paris, Presses universitaires de France,
2005, 628 p.

L'ensemble des contributions de ce volume tente de comprendre d'une part pourquoi la fin de l'esclavage et du colonialisme ne marque pas « la fin des inégalités et des hiérarchies » (p. 2) et en quoi elle imprègne les politiques publiques menées aujourd'hui à l'égard des immigrants et des minorités ethniques d'autre part. En introduction, Patrick Weil et Stéphane Dufoix, tout en critiquant les ouvrages récents traitant de la question coloniale, précisent les deux exigences qui ont présidé au choix des textes : ne pas se limiter au cas français et ne pas simplifier la réalité des pratiques esclavagistes et/ou coloniales.

Les trois articles de la première partie relient « l'idéologie de la colonisation » à la pensée issue des Lumières. Sankar Muthu rappelle comment Denis Diderot a eu très tôt une vision ambivalente du commerce mondialisé, qu'il considérait à la fois comme le « principal catalyseur des arts, des sciences, et de la civilisation moderne [et comme un] ensemble de pratiques et d'institutions le plus souvent dirigées par des régimes despotiques se donnant pour but d'en faire profiter une petite élite » (p. 28-29). Jennifer Pitts compare la pensée de deux philosophes libéraux favorables à l'entreprise coloniale : le français Alexis de Tocqueville et l'anglais John Stuart Mill. À travers ces deux théoriciens, ce sont deux conceptions du colonialisme, mises en œuvre en Algérie et aux Indes, qui s'affirment : une conception nationaliste pour laquelle l'exploitation des colonies sert à affirmer et à renforcer la puissance et

la grandeur de la France et une conception impériale pour laquelle la colonisation permet d'apporter la civilisation aux peuples inférieurs. Enfin, l'article de Gillian Weiss nous explique comment le récit de Pierre-Joseph Dumont, le dernier esclave français prisonnier pendant 34 ans à Alger et libéré en 1816, sert de prétexte humanitaire et idéologique à l'expédition française de 1830 contre la régence turque.

Concepts idéologiques, l'esclave et le colonisé se trouvent être également des catégories juridiques qui permettent, comme le suggère le titre de la deuxième partie, une gestion rationnelle des différences. Pour Frédéric Régent, l'exemple de la Guadeloupe à la fin du XVIII^e siècle illustre comment une minorité de propriétaires est parvenue à dominer et à exploiter l'immense majorité de la population de l'île (80 à 90 % d'esclaves) en créant des hiérarchies, en termes de division du travail et de « races » : plus la couleur de l'esclave est claire, plus sa qualification est importante et plus son prix d'achat est élevé. En ce qui concerne les colonies du Nouveau Monde, Robin Blackburn montre que la plupart des études sur le mouvement abolitionniste américain mettent en avant le rôle joué par la bourgeoisie industrielle blanche, opposée aux grands propriétaires du Sud, tandis que celui des Noirs libres et esclaves est largement occulté. Dans l'Algérie coloniale, la dissociation entre citoyenneté et nationalité pose la question de la place des indigènes au sein du système colonial français. Alors qu'en métropole, entre 1848 et 1944, « on assiste au resserrement de la figure nationale sur celle du citoyen », dans la colonie on assiste au processus inverse qui soumet des nationaux « privés de droits du citoyen » à « un régime disciplinaire spécifique et extrêmement répressif »

(p. 193). Examinant les différents textes législatifs qui, entre 1848 et 1946, ont constitué le fameux « Code de l'Indigénat », Emmanuelle Saada met en lumière le fait que la « race », absente en tant que telle du droit, est en réalité au centre de la doctrine juridique de la nationalité. Véronique Hélénon montre enfin comment la « machine » administrative coloniale française a établi une hiérarchie raciale parmi ses propres fonctionnaires. En Afrique française à partir des années 1880, les administrateurs d'origine africaine se retrouvent pratiquement systématiquement au plus bas de l'échelle administrative, juste en dessous des Antillais, alors que les Blancs métropolitains sont généralement nommés aux plus hauts postes de responsabilité.

C'est sur l'article de Loïc Wacquant consacré à « la question noire » aux États-Unis que débute la troisième partie sur « l'inertie des hiérarchies ». Pour l'auteur, esclavage, ségrégation, ghettoïsation et incarcération de masse sont autant « d'institutions particulières » utilisées au cours de l'histoire par les gouvernements étasuniens pour contrôler la population afro-américaine. La contribution de Dalton Conley et Timothy Baldwin relate l'échec économique de l'émancipation des Noirs du Sud américain. En effet, la décision d'accorder un demi-hectare de terre et une mule à chaque affranchi se heurta au refus des grands propriétaires blancs de vendre des terres à une population considérée comme inférieure et donc indigne de cette terre. De même, la tradition statistique américaine, née lors de la période esclavagiste, a continué jusqu'en 2000 à suggérer une hiérarchie entre les groupes, suivant Paul Schor. La contribution de Jean-Philippe Dedieu apporte quant à elle un éclairage inédit sur la condition précaire des comédiens noirs issus des colonies françaises. Le plus souvent obligés d'immigrer en France pour pouvoir exercer leur métier, ils peinent à se faire reconnaître comme comédiens à part entière et se voient confrontés à deux difficultés majeures apparemment contradictoires : d'une part leur présence sur scène se doit d'être justifiée et, d'autre part, les pièces dans lesquelles ils pourraient prétendre à des rôles importants se montent quasi exclusivement avec des comédiens blancs.

La quatrième partie, qui s'intéresse à l'immigration provenant des colonies, s'ouvre avec l'article de Mae Ngai sur les Philippins venus s'installer aux États-Unis entre 1920 et 1940. Cette colonie ne fut jamais regardée comme un futur État et le Congrès inventa pour ses habitants un statut juridique spécial : le national américain. L'immigration philippine, qui fut d'abord une immigration d'étudiants puis, à partir des années 1920, de travailleurs saisonniers, provoqua dès le début des années 1930 et la crise économique la multiplication d'émeutes raciales et l'adoption par le Congrès d'un *Philippines Independence Act*. Cette disposition, prise afin d'encourager le retour des Philippins chômeurs ou sans-abri, bénéficia peu aux Philippins qui accédèrent à l'indépendance effective après le second conflit mondial. Les Philippins restés alors aux États-Unis s'intégrèrent sans bruit dans les basses classes d'une société qui réussit à occulter un passé colonial pourtant très proche. La contribution d'Alexis Spire, qui traite de l'immigration algérienne en France après 1945, fait le lien entre le statut de colonisés et celui d'immigrés en décrivant comment certaines structures de contrôle de la population dépendant du ministère de l'Intérieur se sont reconverties après 1962, et parfois en collaboration avec les nouvelles autorités algériennes, en organes de contrôle de cette main-d'œuvre devenue étrangère. Le texte de Gregory Mann analyse la façon dont la mémoire des tirailleurs sénégalais est régulièrement convoquée lors des différentes crises qui mettent en scène, depuis 1996 et l'affaire de l'église Saint-Bernard, les revendications par des sans-papiers d'une dette de sang à l'égard des descendants de soldats s'étant sacrifiés pour la patrie non reconnaissante. Erik Bleich montre quant à lui comment la France et la Grande-Bretagne ont acquis une culture de la gestion de sociétés multiethniques dans leurs colonies, avant de se l'appliquer, étant devenues elles-mêmes multiethniques, à partir des années 1950.

La dernière et la plus volumineuse partie de l'ouvrage consacrée aux « politiques de la mémoire et de la réparation » s'ouvre sur l'article de Gary Wilder sur l'héritage de l'émancipation à travers l'œuvre de deux figures majeures de la « négritude », Aimé

Césaire et Frantz Fanon qui ont su montrer dans leurs écrits « la relation intrinsèque entre racisme et rationalité qui caractérise le colonialisme français » (p. 477). La contribution de Mickaëlla Périna porte sur la difficile construction d'une identité politique à partir des vestiges de l'esclavage. Prenant pour cadre les Antilles françaises, l'auteur révèle que les anciens esclaves devenus français n'ont eu de cesse de réclamer une assimilation juridique à la République qui était pour eux synonyme d'émancipation. La départementalisation, la régionalisation puis l'intégration européenne sont donc perçues par la majorité des Antillais comme autant d'étapes parachevant l'abolition de 1848. De même, la mémoire commémorée de l'esclavage peut correspondre à une volonté d'intégration citoyenne à la République, comme le souligne Michel Giraud. Christine Chivallon s'intéresse ensuite à la résurgence du passé négrier de deux villes importantes, Bordeaux et Bristol. Benjamin Stora, tout en rappelant que « le phénomène de retour de mémoires proches, douloureuses » (p. 585) touche actuellement un grand nombre de pays (États-Unis, Israël, Allemagne, Japon), aborde quant à lui la question de la mémoire de la guerre d'Algérie en France, réactivée par le débat sur la torture lors de l'automne 2002. Pour l'historien, cette mémoire recoupe en réalité plusieurs « mémoires particulières » cloisonnées et qui ne se rencontrent que très rarement : pieds-noirs, juifs d'Algérie, harkis, travailleurs immigrés... et leurs enfants. Enfin, le texte proposé par Claire Andrieu montre comment l'instauration en 1993 par François Mitterrand d'une journée commémorant la persécution des juifs et la reconnaissance par Jacques Chirac en 1995 d'une faute collective de la nation française dans le génocide des juifs ont constitué deux tournants importants dans la gestion des traumatismes historiques. Jusque-là communes, les différentes mémoires liées à cette période sombre ont désormais tendance à se différencier. La Shoah, dorénavant placée au centre de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, est l'exemple même de cette mémoire particulière qui s'impose pourtant comme universelle, tant elle est édifiante.

Si nous pouvons regretter l'absence d'un index des noms propres et d'une bibliographie

générale qui auraient contribué à la fois à une meilleure lisibilité des contributions et à leur donner plus de liens entre elles, le « pari » des éditeurs a dans l'ensemble été tenu, même s'il leur a été difficile de se démarquer du débat franco-français. Il nous faut également souligner la grande place accordée à l'Algérie et aux Algériens. Mais pouvait-il en aller autrement ? Il ressort finalement de la lecture de cet ouvrage que l'essentiel des enjeux de cet « après » esclavage et colonisation se situe autour des questions de mémoires.

MOULOUH HADDAD

Frederick Cooper

Colonialism in question:

Theory, knowledge, history

Berkeley, University of California Press, 2005, 327 p.

Avec cet ouvrage dense, destiné plus aux spécialistes qu'aux étudiants, Frederick Cooper livre ses réflexions sur la nature du colonialisme mais aussi sur la façon d'écrire l'histoire. Disons d'emblée qu'il ne s'agit pas d'une synthèse sur le colonialisme, contrairement à ce que pourrait laisser entendre le titre. En effet, on a moins affaire à un essai homogène qu'à une série de chapitres indépendants les uns des autres, regroupés en trois parties et essentiellement reliés par une solide introduction et par une conclusion incisive.

La première partie, « Colonial studies and interdisciplinary scholarship », débute par une introduction en forme de profession de foi intellectuelle et méthodologique. F. Cooper y dénonce quatre erreurs de méthode à son sens trop courantes, notamment (mais pas seulement) parmi les tenants du courant « postcolonial » qui, à force de théorisation, tomberaient dans les pièges de l'anachronisme, et aboutiraient à écrire une histoire « a-historique ». Pour bienvenu qu'il soit, ce rappel à l'ordre sonne surtout comme un avertissement destiné à une partie des historiens anglophones, leurs collègues francophones s'étant moins aventurés, au cours des trente dernières années, sur le terrain glissant de la théorie à tout prix¹.

Le chapitre suivant porte sur le destin des « études coloniales » depuis une cinquantaine d'années. F. Cooper souligne d'abord un paradoxe : le « boom » des études coloniales depuis les années 1980, époque où les empires coloniaux avaient disparu non seulement de la carte mais également – et de ce fait – des débats politiques et intellectuels. On peut discuter le postulat de départ : peut-être s'agit-il moins d'un paradoxe que d'un processus banal par lequel une question, ayant perdu de son acuité idéologique, est réinvestie par des recherches à vocation scientifique ? Cette réserve mise à part, le chapitre est un stimulant bilan critique des études sur la colonisation depuis l'article fondateur de Georges Balandier². F. Cooper montre comment les tendances, contradictoires mais se chevauchant parfois, de ces études successives sont à mettre en lien avec l'histoire même du processus de décolonisation. On a donc là une sorte d'histoire intellectuelle des « études coloniales », dans laquelle, tout en reconnaissant des mérites à certains apports de la pensée postcoloniale, l'auteur estime que les développements les plus récents de la recherche ne sont pas toujours les plus éclairants.

La partie suivante (« Concepts in question ») est constituée de trois chapitres thématiques portant respectivement sur les concepts d'identité, de globalisation et de modernité. F. Cooper s'attelle à la critique successive de ces concepts en démontrant d'une part la récente inflation de leur usage (dans les ouvrages en anglais) et d'autre part leur caractère inopérant, dû à leur polysémie (ainsi, « modernité » s'applique soit à un état de choses soit à l'idée que l'on s'en fait, mêlant l'ordre du matériel et celui des représentations). L'auteur déplore que la différence entre l'usage courant d'un terme et son usage scientifique, où en principe il a valeur de catégorie d'analyse rigoureuse, se soit étioyée sous l'effet des modes intellectuelles. Ces concepts créant finalement plus de confusion que de clarté et aboutissant à une réification/essentialisation des groupes sociaux ou des processus historiques, F. Cooper – dans une perspective constructive – propose parfois de les remplacer par des expressions plus précises. Certes, ses suggestions lexicales ne sont pas toujours

faciles à traduire en français. Mais elles ont plus valeur d'exemple que vocation à être adoptées comme telles et l'on ne peut qu'être sensible à l'exigence de rigueur dont il fait preuve dans la promotion de nouveaux outils d'analyse. D'autant plus que l'auteur souligne les enjeux idéologiques à l'œuvre : abuser du terme d'identité revient à insinuer qu'on tient là la clé universelle des problèmes actuels du continent africain...

La dernière partie de l'ouvrage (« The possibilities of History »), plus empirique, comprend deux études de cas et la conclusion générale. F. Cooper y applique avec bonheur les conseils qu'il distillait dans les pages précédentes. Il s'attelle d'abord à une tâche ambitieuse : une comparaison, à travers l'espace et le temps, entre des unités politiques aussi différentes que la Rome antique, les empires mongol, ottoman, napoléonien ou russe, sans omettre les États-Unis. C'est pour l'auteur l'occasion d'un essai sur ce que cela signifie de « penser en empire » et sur les points communs aux différents empires – forme politique longtemps plus répandue que celle des États-nations.

F. Cooper revient ensuite à l'un des terrains qu'il connaît le mieux, celui de l'empire colonial français d'Afrique occidentale. Il montre que la décolonisation fut le fruit de « fissures du système impérial » (p. 204) et rappelle l'importance de la dimension économique dans les voies de la décolonisation : « le gouvernement français ne pouvait pas se permettre de supporter le fardeau d'un empire fait de citoyens » (p. 228) – c'est-à-dire de gens disposant de droits sociaux et économiques autant que politiques. Enfin, voilà un chapitre où les agents de l'histoire (ici, essentiellement, les forces syndicales ouest-africaines et leurs leaders) sont visibles, clairement identifiés, et où l'analyse porte sur les tensions et interactions entre leurs exigences et les politiques de la métropole coloniale.

Au total, F. Cooper livre un ouvrage critique et constructif. Retenons son appel à se méfier des abstractions, des concepts englobants censés tout expliquer, des théories qui omettent fort opportunément tout ce qui les contredirait. Il rappelle l'importance des acteurs et agents de l'histoire et souligne le

caractère irréductiblement désordonné, voire contingent, du passé. Dans une conclusion programmatique, véritable leçon sur comment faire de l'histoire, il pose une ultime pierre dans le jardin postcolonial avec cette semence : « une approche a-historique du passé reflète et encourage une approche apolitique du présent » (p. 234).

ANNE HUGON

1 - Ainsi que le soulignait Pierre Boilley dans la rubrique « Autour d'un livre », *Politique Africaine*, 105, 2007, p. 241-245. Emmanuelle Saada montrait néanmoins que les remarques de F. Cooper pouvaient aussi s'appliquer à certains prolongements français du courant postcolonial (*ibid.*, p. 245-249).

2 - Georges BALANDIER, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 9, 1951, p. 44-79.

Marie-Claude Smouts (dir.)

La situation postcoloniale.

Les « postcolonial studies »
dans le débat français

Paris, Presses de Sciences Po, 2007,
451 p.

Cet ouvrage s'inscrit dans un ensemble de publications qui, depuis quelques années, s'attachent à faire connaître au public français la nébuleuse de travaux produits dans le domaine des *postcolonial studies*, pour la grande majorité d'entre eux en anglais. Mais comme le suggère le titre, l'ambition, plus large, est également d'apporter une contribution originale à la compréhension du phénomène postcolonial dans le cas de la France.

Saluons tout d'abord l'extrême richesse de ce recueil qui rassemble 24 contributeurs venus d'horizons très divers. Soulignons également la diversité des positions représentées, des plus favorables aux plus critiques à l'égard des principales positions et thèses des *postcolonial studies*, et la grande vivacité des échanges, jamais édulcorés dans la retranscription. Ce qui constitue sans doute le principal pari du volume, à savoir une présentation de toute la gamme des lectures possibles des *postcolonial studies*, est réussi.

Et, dans le même mouvement, l'un des constats à l'origine de l'entreprise, à savoir l'ignorance dans laquelle sont tenus en France ces travaux, est infirmé non seulement par l'existence même de ce fort ouvrage mais aussi par les très riches références bibliographiques qu'il contient. Tout particulièrement, l'introduction de Marie-Claude Smouts permet au néophyte de se repérer dans le « dédale des *postcolonial studies* » en distinguant très clairement quatre grands ensembles de références : « la littérature comparée postcoloniale », « la déconstruction du discours colonial », « les *subaltern studies* » et « les lectures 'postcoloniales' de la mondialisation ». Pourtant, la principale question avancée par la maîtresse d'œuvre de l'ouvrage, « les *postcolonial studies*, pour quoi faire ? », reste largement ouverte. Et on perçoit mal le lien entre les questions méthodologiques et épistémologiques posées par les *postcolonial studies*, longuement débattues dans les contributions, et ce que la directrice du volume appelle le « théorème postcolonial à la française » (p. 25). En d'autres termes, on saisit mal à la lecture de l'ouvrage ce que les *postcolonial studies* peuvent apporter aux débats sur la colonisation et ses effets sur la longue durée dans le cas français.

En grande partie, cette difficulté peut être mise sur le compte des tensions qui traversent l'entreprise. Celles-ci sont au nombre de trois. Tout d'abord, l'ouvrage hésite entre une présentation générale des *postcolonial studies* et une réflexion plus limitée sur leur rôle dans les sciences politiques, très fortement représentées ici. Ainsi la conclusion de l'ouvrage par Astrid von Busekist souligne-t-elle de façon extrêmement intéressante la proximité entre les interrogations centrales de la discipline, comme la question de la domination et de la justice, et les études postcoloniales. Une autre hésitation notable concerne la définition de l'objet même des études postcoloniales. Nombre de contributeurs, suivant d'ailleurs l'indétermination qui caractérise les *postcolonial studies*, évitent de le préciser. D'autres, moins précautionneux ou plus conséquents, affirment qu'il s'agit d'analyser les « retombées de tous ordres (économiques, sociales, politiques, tout autant que culturelles) de la colonisation » comme le fait Jacques Chevallier

(p. 360), ou encore les « conséquences du traumatisme colonial » à l'instar de Philippe Braud (p. 407), définitions restrictives qui sont en porte-à-faux avec le projet bien plus ambitieux d'une analyse générale des formes de la domination impérialiste, défendu aujourd'hui par la plupart des auteurs des *postcolonial studies*.

Enfin, alors que la plupart des contributeurs insistent sur la multiplicité des questions postcoloniales, variables selon les contextes, tel que l'a constaté Georges Balandier dès sa préface, d'autres tendent à réduire cette diversité. Certains entrent dès lors dans la logique d'une confrontation entre une « situation postcoloniale » considérée au singulier et un « républicanisme » non moins unifié et donc fort abstrait.

L'ouvrage se compose de trois grandes parties : suivant la généalogie des *postcolonial studies* dont on sait qu'elles ont d'abord émergé dans les études littéraires, il commence avec une présentation des littératures postcoloniales comparées, dont on retiendra l'excellente contribution d'Alexis Tadié sur le roman indien de langue anglaise. Une deuxième partie, malencontreusement intitulée « l'importation des *postcolonial studies* », constitue en réalité une présentation critique du courant, très informée, avec deux précieuses contributions de Jacques Pouchepadass et Jackie Assayag qui ont le mérite de le « prendre au sérieux » et de montrer ce que le projet de déconstruction peut apporter aux sciences sociales, notamment en pointant l'existence d'une pluralité « d'universels compétitifs » (p. 252). Giovanni Levi, bien plus critique d'une démarche qui s'apaise selon lui la possibilité même des sciences sociales, reconnaît pourtant le mérite de la critique d'une « nature humaine » et la « défense du fragment », caractéristiques centrales du champ. Jean-François Bayart, dans une veine très polémique, ironise sur la « novlangue » des auteurs des *postcolonial studies*. Il les considère cependant comme « utiles » parce qu'elles ont « défriché la colonisation et le nationalisme 'par le bas' », « ouvert un débat sur l'idée d'hégémonie coloniale » et posé « la question des réverbérations des expériences coloniales vers les métropoles » (p. 269).

La troisième partie, relativement autonome, revient sur « la situation postcoloniale »

de la société française, sans malheureusement la mettre en regard des questions évoquées précédemment. Le lien est rétabli de manière indirecte par certains des contributeurs qui, à l'instar des tenants des *postcolonial studies*, se placent résolument à l'extérieur de la perspective des sciences sociales et considèrent comme illusoire la séparation, même provisoire, entre « enjeux politiques » et « intellectuels », telle que la pose M.-C. Smouts dès son introduction (p. 64). Christine Chivallon va plus loin en déplorant que « les *postcolonial studies* [...] opèrent [leur] travail de dévoilement à l'intérieur d'un dispositif qui reste celui de la science » (p. 396), caractérisation qui ne serait sans doute pas du goût des principaux acteurs du champ.

Finalement, en ne cherchant en rien à gommer les divergences entre les contributeurs ou à fixer un objet et une démarche, cet ouvrage reflète bien le caractère fondamentalement ouvert des *postcolonial studies* et l'intensité des débats qui les traversent aujourd'hui.

EMMANUELLE SAADA

Benjamin Stora et Daniel Hémerly (dir.)

Histoires coloniales.

Héritages et transmissions

Paris, Bibliothèque publique
d'information, 2007, 318 p.

Histoires coloniales se compose de courtes présentations proposées par les meilleurs spécialistes de l'histoire coloniale et de la transcription d'un débat organisé à la Bibliothèque publique d'information en novembre 2005. Ce débat s'inscrivait dans une actualité doublement conflictuelle : immédiatement après les émeutes qui ont éclaté dans les « quartiers difficiles » à travers toute la France en octobre 2005 et au cœur de la controverse autour de la loi du 23 février 2005 demandant que soient enseignés à l'école les « aspects positifs » de la colonisation. On devine aisément que ce colloque a permis des mises au point dont le livre rend plus difficilement compte. En revanche, les textes imprimés permettent de bien saisir la diversité des approches retenues par les historiens et par les intellectuels français pour

penser le passé colonial, la mémoire historique et la pertinence des liens entre le passé, les mémoires et l'actualité. Tous les participants du colloque partagent manifestement la conviction que la domination coloniale a influencé de façon importante l'histoire de la France et se montrent soucieux de mieux intégrer cet aspect dans une histoire trop souvent écrite sur un mode étroitement métropolitain. Ce qui ne les a pas empêchés d'entrer dans une vigoureuse controverse sur l'interprétation de l'histoire coloniale française. Ainsi, plusieurs intervenants se sont demandés si le retour en grâce de l'histoire coloniale et le rejet de toute histoire apologétique du colonialisme (en insistant au contraire sur les massacres, l'asservissement, le travail forcé, l'arbitraire et les répressions brutales) ne pouvaient pas produire une histoire finalement aussi franco-française que les stéréotypes qu'elle combat.

Les spécialistes présents ont souligné que leurs points de vue comme historiens ne se confondent pas avec leurs positions comme citoyens, formulant de la sorte des questions complexes sur le rôle que peuvent éventuellement jouer les interprétations savantes du passé dans les débats politiques du présent. Cependant, les textes individuels sont très courts et ne vont pas au bout des arguments proposés, les débats qui suivent chaque intervention sont brefs, et l'ensemble a tendance à laisser le lecteur sur sa faim.

Globalement, le volume suggère qu'il y a eu des colonialismes français multiples et divergents auxquels on peut opposer des « idéaux républicains » tout aussi divergents. Quelques contributions individuelles défendent pourtant l'hypothèse inverse : pour mieux combattre toute vision positive du colonialisme, Olivier Le Cour Grandmaison, par exemple, se contente d'une évocation manichéenne opposant l'injustice et les préjugés coloniaux à une « métropole républicaine » (p. 87). Rejetant également toute vision positive, Emmanuelle Saada rappelle, néanmoins, que les structures et l'idéologie coloniales ont continuellement été remises en cause par les sujets colonisés autant que par différents acteurs politiques en France, ce qui les rend beaucoup moins claires et statiques que ne le suggèrent nombre de descriptions du « fait colonial ». Daniel

Hémery revient sur ce point dans sa conclusion lorsqu'il affirme : « Nous disons 'colonisation', 'colonialisme', 'impérialisme' etc. ; je trouve qu'ils nous conduisent à penser que la colonisation est immuable, immobile, unifiée, alors que la colonisation est divisée, profondément divisée, clivée » (p. 285). Ces divergences ont suscité des remarques sur les dangers opposés d'une histoire qui serait trop complexe pour répondre aux attentes d'un public à la recherche d'une interprétation claire du passé ou d'« une vision univoque et hypercritique de la colonisation » (p. 105). Cette question est reprise de façon très convaincante, bien des pages plus loin, par l'éminent historien algérien Mohammed Harbi qui souligne que la repentance coloniale est loin d'être le seul discours monolithique et tronqué à propos de l'histoire des ex-colonies françaises. Les inversions nationalistes du discours colonial, dit-il, « évacuent les ambiguïtés et l'ambivalence du fait colonial. Inconciliables par nature, ils visent à prolonger un passé mort en s'appuyant sur la négation de l'autre et sur la xénophobie dans le but de légitimer ou d'imposer une politique » (p. 222). L'une des conséquences néfastes de l'incapacité à transmettre une interprétation plus complète de l'histoire coloniale française, avertit Benjamin Stora, est de produire « une série de discours fantasmés, identitaires, qui ont occupé l'espace laissé vacant » (p. 273).

Les participants disent clairement que les historiens français ont fort à faire, pas seulement pour poursuivre et approfondir les enquêtes sur la colonisation et la décolonisation entreprises par une nouvelle génération de chercheurs, mais également pour éviter que leurs travaux ne soient enfermés dans une spécialité ghetto coupée des histoires nationales plus conventionnelles des États européens, tout en développant des collaborations plus équilibrées avec les universitaires des territoires français dont les travaux risquent eux aussi de se trouver confinés dans leurs perspectives nationales respectives. Le fossé entre la recherche et l'histoire enseignée dans le primaire et le secondaire est encore plus important. Mais sur ce dernier point, les discussions se contentent de formuler une mise en garde sans analyser en détail les programmes et les réformes envisageables.

Les présentations et interventions sont trop nombreuses pour qu'il soit possible de leur rendre justice à toutes dans le cadre de ce compte rendu, on se contentera de signaler que ce livre regorge de commentaires stimulants et pose des questions qui devront être reprises ailleurs. Le volume s'organise autour de cinq thèmes : « Histoires coloniales : les 'deux mémoires', quel enseignement aujourd'hui ? », « L'histoire coloniale au regard des idéaux de la République », « Histoires coloniales et mondialisation », « De la colonisation à la décolonisation : entretien avec Albert Memmi » et « Colonisations, histoires coloniales, temps présent : quelle réconciliation des mémoires ? ».

Si l'ensemble du volume constitue un dialogue pertinent et soutenu sur les liens passé/présent, la partie centrée sur l'interview d'A. Memmi occupe une place à part parce qu'elle rend hommage à un écrivain qui a beaucoup apporté à cette réflexion et parce qu'elle rappelle ainsi que ces questions sont depuis longtemps un enjeu important pour un petit nombre d'intellectuels. La partie sur la « mondialisation » essaie d'aller au-delà de la relation binaire entre la France et ses colonies, mais le souci de chaque intervenant de montrer que « sa » partie du monde participe à la mondialisation fait obstacle à une mise à distance critique de cette notion, qui n'est pas toujours la plus pertinente pour saisir les limites autant que la pérennité des liens construits par la colonisation française. Manque en particulier une analyse systématique de la place du colonialisme français dans l'ensemble des constructions impériales et des dominations qui ont précédé ou concurrencé l'empire colonial français aux XIX^e et XX^e siècles. Il est clairement dit que la colonisation n'a pas été une entreprise exclusivement républicaine, mais le fait que le siècle qui a suivi la Révolution a connu aussi deux empires et deux monarchies est vite enfoui sous l'idée convenue que les questions se posent essentiellement à propos de la France républicaine.

B. Stora conclut qu'un « républicanisme abstrait », même s'il devenait réellement inclusif, ne pourrait pas apporter de solution au malaise sensible des banlieues françaises (p. 278). Mais, comme le font remarquer plu-

sieurs intervenants, on peut faire le même reproche à une dénonciation du colonialisme français détachée des histoires singulières d'affrontement et d'interaction en situations coloniales ou à une politique identitaire qui considère les mémoires de la colonisation comme la propriété privée de certaines communautés. Daniel Rivet souligne que l'histoire des peuples du Maghreb ou d'Afrique ne commence pas avec la colonisation et que la décolonisation n'a pas fait disparaître toutes les formes d'oppression et d'inégalité. Le volume nous laisse donc face à un défi majeur : les chercheurs peuvent-ils, comme le demande Pap Ndiaye, dépasser la simple critique du colonialisme pour s'émanciper des catégories analytiques induites par l'histoire du colonialisme, tout en évitant de tomber dans le piège signalé par Jacques Pouchepadass, une critique de l'eurocentrisme qui devient « un schéma simplificateur et stérilisant de pensée binaire, qui essentialise l'Europe en bloc comme l'antithèse radicale de toutes les sociétés colonisées de l'âge moderne, et ferme la porte à l'exploration des connexions, des réseaux, des métissages dont la trame de l'histoire est faite » (p. 34) ? Au-delà, se profile un autre défi : explorer et expliquer (et pas seulement aux autres chercheurs) les trajectoires historiques des populations de ce qui fut « la plus grande France », et admettre qu'il est impossible de comprendre ces trajectoires sans faire référence aux situations coloniales dans leur diversité mais sans pour autant expliquer toutes les difficultés actuelles par le colonialisme. Le relever est loin d'être simple.

FREDERICK COOPER

**Sébastien Jahan
et Alain Ruscio (dir.)**

Histoire de la colonisation. Réhabilitations, falsifications et instrumentalisation
Paris, Les Indes savantes, 2007, 355 p.

Ce riche volume collectif se présente comme une mise en garde destinée autant aux citoyens et aux militants qu'aux historiens professionnels. Répondant, au moins en partie, à la demande exorbitante, et d'ailleurs annulée

depuis, d'une recherche et d'un enseignement plus attentifs aux « aspects positifs » du colonialisme français (article 4 de la loi du 23 février 2005) et bien que deux années se soient écoulées entre sa conception et sa publication, cet ouvrage constitue à la fois une intervention pertinente dans le débat et un objet d'étude à part entière. Prise dans son ensemble et compte tenu du fait qu'elle réunit des militants des droits de l'homme, des journalistes, historiens et autres chercheurs, cette *Histoire de la colonisation* propose une contribution relativement pondérée dans un débat sur le passé colonial français où la passion l'emporte souvent sur la connaissance des faits (même si cette passion n'est pas totalement absente, en particulier dans la contribution d'Alain Ruscio). Sur bien des plans, cet ouvrage est autant un plaidoyer militant qu'un travail de recherche, mais cet équilibre est constamment menacé par la très grande diversité des thèmes et des approches.

Le volume est divisé en trois parties et s'achève par un épilogue très engagé d'A. Ruscio qui déclare la République en danger. La première partie, la plus abstraite, s'interroge sur les enjeux des récents débats sur l'histoire et la mémoire en France. Les contributions d'historien(ne)s, comme Catherine Coquery-Vidrovitch, et de philosophes travaillant sur l'histoire, comme Mickaëlla Périna, sont indispensables pour apprécier la signification potentielle (pas toujours effective cependant) du reste de l'ouvrage. La deuxième partie, la plus inégale, est un ensemble d'études de cas concernant surtout l'Algérie et l'Indochine. Cette attention accordée à l'Indochine est d'ailleurs l'une des qualités de l'ouvrage, tandis qu'à l'inverse, l'absence de l'Afrique subsaharienne, pour ne pas parler de celle des Dom-Tom, est l'une de ses faiblesses. Les contributions sur les récits historiques à propos de l'Algérie et de l'Indochine sont complétées par deux études comparatives sur l'histoire coloniale en Belgique et en Italie. On regrettera cependant que la Grande-Bretagne, le Portugal et l'Allemagne ne soient pas évoqués, alors que chacun de ces pays a un passé colonial complexe et qui a récemment fait l'objet de revendications. On peut signaler une lacune plus significative encore, même si elle

est partagée par bien d'autres ouvrages : aucune contribution ne s'interroge sur les débats à propos du passé colonial dans les ex-colonies ou dans une perspective postcoloniale (le texte d'Odile Tobner qui oppose de façon caricaturale la figure héroïque de Cheikh Anta Diop et celle, déclarée négative, d'Olivier Pétré-Grenouilleau ne comble pas cette lacune). Au total, on peut regretter que le lecteur soit privé d'éclairages sur le contexte international des débats qu'on est pourtant en droit d'attendre d'un tel ouvrage et on peut remarquer que celui-ci est en réalité plus post-impérial que réellement postcolonial.

Cette remarque nous amène à la troisième partie du livre dans laquelle les engagements militants en France sont clairement privilégiés. Les contributions sur Toulon et sur Montpellier démontrent de façon convaincante que les enjeux locaux ne doivent pas être négligés par tous ceux qui cherchent à combattre le révisionnisme colonial. Comme nous le rappellent François Nadiras et Vincent Geisser, la politique est toujours locale. L'importante contribution de Rosa Moussaoui le prouve d'une autre manière. Elle explique comment internet offre aux révisionnistes et aux colonialistes impénitents la possibilité de réécrire le passé colonial, ou, plus exactement, d'exprimer leurs propres griefs postcoloniaux. Ils n'ont cependant pas le monopole de l'usage d'internet pour se regrouper entre postcoloniaux de même sensibilité. Il est intéressant en effet de noter qu'internet permet également la prolifération d'une rhétorique anticoloniale réactualisée *via* des sites créés en France ou ailleurs. Certains de ces sites, en particulier celui de la section de la Ligue des droits de l'homme de Toulon géré par F. Nadiras, proposent des interventions de qualité dans le débat public ; d'autres peuvent être tout aussi excessifs, bien que rarement aussi contestables, que ceux qui sont créés par des anciens combattants de l'armée française en Indochine et en Algérie, par les descendants réactionnaires des pieds-noirs, et par une communauté nauséabonde de racistes et d'islamophobes. Comment mesurer cependant la taille des publics mobilisés par ces flots de bile ? Il est sans doute impossible de le savoir précisément, mais comme le souligne R. Moussaoui,

les visions actuelles de l'histoire en tant que simple support de revendications posent de toute évidence un problème aux historiens de la colonisation et des situations postcoloniales. Et sans doute le lecteur aura-t-il intérêt à relire la contribution de M. Périna pour mieux faire la part de l'engagement politique, qui exige que l'on prenne des positions claires et univoques, et de la recherche qui valorise au contraire la complexité et les nuances.

En refermant ce volume qui s'efforce de conjurer la poussée actuelle de révisionisme, on en vient à se demander si ce n'est pas la discipline ou la pratique même de l'histoire, plutôt que le colonialisme, qui devrait être l'objet ultime de cette analyse, en prenant le risque de contredire l'interprétation proposée par A. Ruscio dans une interview donnée au *Soir d'Algérie* le 24 janvier 2008¹. Pourtant, aussi provocatrice et hétérogène que soit cette *Histoire de la colonisation*, il est évident que de telles réflexions, et la possibilité même pour les historiens d'intervenir de façon pertinente dans les débats politiques, reposent avant tout sur le travail de fond de la recherche historique. On ne peut donc que souhaiter que d'autres volumes semblables à celui-ci nous incitent à retourner dans les bibliothèques, les archives et sur le terrain pour écrire des histoires véritablement postcoloniales.

GREGORY MANN

1 - <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2008/01/24/index.php>, rubrique « Le soir des livres ».

Raphaëlle Branche

La guerre d'Algérie, une histoire apaisée ?
Paris, Éd. du Seuil, 2005, 445 p.

Sylvie Thénault

Histoire de la guerre d'indépendance algérienne
Paris, Flammarion, 2005, 303 p.

La guerre d'indépendance d'Algérie n'est pas finie. Depuis la fin des hostilités en 1962, la guerre n'a jamais cessé d'intriguer et de mobiliser les États, les sociétés et leurs historiens. Et depuis la publication des livres de

Raphaëlle Branche et de Sylvie Thénault, le débat sur le passé colonial français s'est poursuivi avec plus d'acuité encore. La controverse suscitée par le malvenu article 4 de la loi du 23 février 2005, sur les effets positifs de la présence française outre-mer, en est un bon indice. Mais beaucoup reste à faire, écrire et discuter si l'on veut que les sociétés française et algérienne se réconcilient un jour avec l'histoire et la mémoire d'un passé commun douloureux. Il y a dix ans, Benjamin Stora a plaidé de façon très efficace pour ce type de catharsis collective : « Trente ans après l'indépendance de l'Algérie, j'ai tenté de montrer comment cette guerre ne se finissait pas, dans les têtes et dans les cœurs. Parce que, de part et d'autre de la Méditerranée, elle n'a pas été suffisamment nommée, montrée, assumée dans et par une mémoire collective »¹.

Le travail de B. Stora signalait un changement important dans l'histoire et l'historiographie de la guerre d'indépendance algérienne. Dans les dernières années, l'historiographie de la guerre (autant que la guerre elle-même) est devenue un objet légitime de recherche historique. De bien des façons, ces débats et ces controverses nous en apprennent autant sur le paysage politique complexe de la France postcoloniale de la Cinquième République que sur l'histoire de la décolonisation. De même, l'histoire de la relation troublée de la France avec l'Algérie contient des indications essentielles pour le monde contemporain. Par exemple, la position actuelle du mouvement palestinien Hamas fait écho aux longues tentatives du Front de libération nationale pour internationaliser sa cause. Et, dans l'introduction de la récente réédition de son ouvrage classique, *A savage war of peace*, Alistair Horne fait explicitement le lien entre les expériences françaises en Algérie et l'invasion et l'occupation états-uniennes de l'Irak. Pour toutes ces raisons, la guerre d'indépendance algérienne reste sans nul doute l'épisode le plus controversé de l'histoire française contemporaine.

Les ouvrages de R. Branche et de S. Thénault soulignent le dynamisme et le caractère introspectif des récents travaux historiographiques dans ce domaine. Les deux auteures ont été actrices des changements historiographiques qu'elles décrivent. Toutes

deux affirment leur volonté d'éclairer et de défier les tabous anciens qui entourent la guerre d'indépendance algérienne. Au début de son travail, S. Thénault discute l'impact des révélations de Paul Aussaresses et de Marcel Bigeard sur la torture et interroge le rôle des médias dans la production de la mémoire historique. Analysant l'importance de la terminologie, elle poursuit en montrant pourquoi les expressions « guerre d'Algérie », « guerre de libération », « révolution » sont des descriptions inadéquates et partisanes, chacune recouvrant des intérêts spécifiques. La recherche de l'équilibre, c'est-à-dire d'une approche qui rende compte de la complexité et de la diversité des perspectives française et algérienne, est l'enjeu central de son livre. Elle montre ainsi que le rôle des Algériens dans la guerre d'indépendance a souvent été envisagé à partir de regards français, ce qui leur impose le rôle passif et préétabli de colonisés. L'ouvrage de Benjamin Stora et Mohamed Harbi, *La guerre d'Algérie, 1954-2004 : la fin de l'amnésie*, a constitué une avancée décisive dans les tentatives pour corriger ce préjugé. De façon plus large, le travail de S. Thénault met en évidence la persistance d'un regrettable manichéisme dans les approches du passé colonial, dominant dans le paysage politique et historiographique depuis 1962².

Le livre de S. Thénault est organisé de façon chronologique, analysant dans l'ordre les événements entre 1954 et 1962, et il contient une introduction particulièrement intéressante qui replace les causes de la guerre dans la longue durée. Le livre de R. Branche, qui est peut-être le plus brillant des deux, est structuré autour de trois thèmes : la demande sociale, les sources et l'histoire du temps présent. Cette répartition permet à l'auteur d'examiner les interactions entre État, société et archives, et les relations des historiens avec chacune de ces entités. R. Branche affirme que beaucoup de tabous entourant la guerre ont commencé à se désintégrer depuis la fin des années 1990. La guerre est devenue un sujet de conversation courant, au bistrot ou pendant un repas de famille. Cependant, ces débats ont lieu en dehors de la sphère académique et la question de savoir si la guerre peut vraiment être considérée comme une histoire apaisée reste ouverte.

L'analyse de R. Branche fait clairement apparaître les trois niveaux de pressions et de contraintes qui pèsent sur l'historien. La société française est pleine de groupes qui se considèrent comme dépositaires du passé colonial – les anciens combattants, les pieds-noirs, les harkis et nombre d'autres immigrants d'origine nord-africaine. Ces groupes ont recherché des moyens d'action politiques ou légaux à des moments différents, ou ont comparé la guerre d'indépendance algérienne avec d'autres épisodes gênants de l'histoire française. Souvent, comme l'a démontré Henri Rousso à propos du cas de Vichy, ces approches relèvent plus d'une politique de l'oubli du passé que d'une politique de la mémoire. Aux yeux de R. Branche, ces pressions constituent la demande sociale – déclinée en requêtes incessantes de réparation et d'indemnisation – et l'historien doit naviguer dans ce terrain politiquement miné et difficile à maîtriser.

L'accessibilité des sources est un autre thème important pour l'historiographie et la mémoire de la guerre. Sur ce plan, R. Branche évalue l'ouverture différentielle des archives coloniales, expliquant le poids des pressions et des restrictions politiques mais aussi pourquoi les historiens ont eu tendance à se concentrer sur les événements politiques et militaires. Les débats passionnés sur les victimes des deux côtés sont la preuve d'une tendance cyclique (mais peut-être encourageante) à revisiter les événements à la faveur de chaque ouverture d'archives ou d'ensembles de documents. R. Branche souligne aussi la capacité des témoignages oraux sur la guerre à renouveler les approches historiques et, comme S. Thénault, elle analyse la question épineuse de la terminologie. La dernière partie de son travail propose une discussion franche et ouverte des pièges qui guettent tout historien du passé colonial et inclut également une présentation bienvenue des travaux des historiens non français.

En définitive, l'historiographie de la guerre d'indépendance algérienne donne des motifs d'optimisme réservé. Le genre d'amnésie collective identifié par B. Stora dans *La gangrène et l'oubli* semble de plus en plus menacé. R. Branche et S. Thénault abordent leur sujet sous des angles qui suggèrent une ouverture et un courage nouveaux. Mais le rôle de

l'État et celui de la société dans l'écriture de l'histoire continueront à poser problème à l'historien. La Cinquième République, comme le remarque R. Branche, a été particulièrement réticente à interroger les liens entre République et entreprise coloniale, et elle continue sa recherche de catharsis coloniale cinquante ans après. Pourtant, les historiens se sont montrés déterminés et capables de refuser qu'on leur impose toute version officielle de l'histoire, comme l'ont prouvé Claude Liauzu et ceux qui l'ont rejoint en 2005. Les livres de R. Branche et S. Thénault font l'inventaire de ces développements historiographiques encourageants. Ils soulignent aussi l'importance renouvelée de la guerre d'indépendance algérienne qui ré-émerge au centre de débats sur les relations internationales, la cohésion sociale et la méthodologie historique.

JOHN STRACHAN

1 - Benjamin STORA, *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, [1991] 1998.

2 - Voir, entre autres, John STRACHAN, « Reshaping the mythologies of Frenchness: Culture, history and identity in European Algeria 1870-1930 », thèse, Université de Manchester, 2006.

**Tony Ballantyne
et Antoinette Burton (éd.)**

Bodies in contact: Rethinking colonial encounters in world history

Durham, Duke University Press, 2005,
xii-445 p.

Le projet d'une histoire « globale » (*world history*) tel qu'il a émergé outre-atlantique au début des années 1980 ne se limite pas à l'analyse des dynamiques coloniales commencent par souligner Tony Ballantyne et Antoinette Burton. Pour autant, ils rappellent qu'un regard renouvelé sur les logiques impériales permettrait de saisir dans le même mouvement les processus transnationaux d'imposition de façons de vivre et de voir, et les formes d'activités économiques, de pratiques politiques et d'expressions culturelles hybrides et autonomes que ces processus ont

engendrées. Le vocable « empire » est ici à prendre au sens large, compris comme un ensemble de réseaux et de flux de biens, de savoirs, d'hommes et de structures de domination politique et militaire. Comme l'indique le titre du recueil, dans la mesure où il s'agit de repenser les rencontres coloniales, une entrée par les « corps » en tant que lieux du contact prend une valeur heuristique puisque « le corps est, à bien des égards, à la fois la plus intime des colonies, et la plus indisciplinée » (p. 407). Si les historiens ont été appelés récemment à travailler à l'élaboration d'un cadre théorique qui prendrait le corps comme « méthode »¹, le corps comme zone de contact privilégiée n'a sans doute pas reçu encore l'attention qu'il mérite en tant qu'outil analytique et en tant que ressource pédagogique. Un certain nombre de publications récentes indiquent cependant qu'un consensus semble émerger autour de la conviction que les corps, en contexte colonial, sont un lieu d'investigation, au même titre que les guerres, les migrations, les religions, le droit, l'extension du capitalisme ou encore la « modernité », ou n'importe laquelle des catégories qui ont structuré jusqu'ici notre entendement des dynamiques impériales.

Si l'étude des phénomènes associés à la mondialisation a vu le développement récent de perspectives féministes outre-atlantique, l'histoire « féministe » et l'histoire « globale » ont continué de cheminer côte à côte, cette dernière montrant en général un intérêt très limité pour l'histoire des femmes et l'émergence du genre comme catégorie analytique. Pourquoi cet angle mort ? On peut être tenté d'incriminer l'échelle d'analyse, « globale » par définition, qui paraît tendre spontanément à rendre les femmes « invisibles », d'autant que les sources mobilisées classiquement pour cette histoire permettent difficilement de surmonter un biais masculin qui nous les fait ignorer doublement, en tant que colonisées d'une part, et en tant que femmes d'autre part. Des récits de voyages aux archives des maisons de commerce, des documents des maisons mères missionnaires aux registres des administrations, T. Ballantyne et A. Burton soulignent que les sources sont traditionnellement produites par des hommes pour des hommes.

Les 21 contributions présentées s'inscrivent dans la « nouvelle histoire impériale », projet né de la collision entre les histoires d'empire, vues des métropoles, et le fait historique de la décolonisation. Les auteurs, qui nous conduisent de l'Australie au Canada, de la France à l'Inde, du Mozambique au Mexique, sur plus de quatre siècles, sont, pour le dire rapidement, aussi bien les enfants de Michel Foucault et de son biopouvoir que ceux d'Edward Saïd et, plus généralement, des *subaltern studies* comme réaction à une histoire à la fois impériale et impérialiste. L'ouvrage est divisé en trois parties : la première pose la question de la race, du genre et de la sexualité à l'époque prémoderne, la deuxième présente un ensemble de cas localisés de rencontres coloniales au XIX^e siècle, tandis que la troisième réunit des articles présentant la place du corps dans les politiques impériales au XX^e siècle.

Il est impossible de rendre compte ici d'une manière exhaustive de l'ensemble des contributions. Les plus stimulantes sont probablement celle d'Adele Perry sur la Colombie britannique (1849-1871), qui interroge les contradictions insurmontables d'une colonie de peuplement sans colons, du refoulement d'une présence indigène pourtant bien réelle, et d'un métissage biologique aussi inévitable que nié par Londres ; celle de Fiona Paisley qui nous offre une lecture des frontières raciales et sexuelles de l'Australie pionnière ; celle enfin de Mire Koikari qui montre comment la volonté américaine de restructurer les rapports de genre dans le Japon occupé est au principe de la nouvelle « mission civilisatrice » qui guide l'impérialisme américain.

Le résultat attendu du recueil est d'autoriser le déplacement d'une attention historique focalisée sur l'Europe. Ce décentrement du regard s'opère par un accent mis à la fois sur l'*agency* des colonisés et sur les structures globales de domination. Cela passe par l'exhumation d'histoires localisées faites de rencontres et de résistances, dans l'attention portée aussi bien aux histoires personnelles qu'à la mémoire collective. On peut certes adhérer au postulat selon lequel les questions relatives au genre et à la sexualité sont centrales, pour ne pas dire constitutives, de l'ancien et du nouvel ordre mondial. On peut

également penser que la diversité des contributions présentées, du célibat masculin indien au mariage mixte en Colombie britannique, du football en Irlande à la prostitution japonaise, du tatouage dans la Corne de l'Afrique à l'activisme du Black Power des années 1960, est un élément susceptible d'attirer un public étudiant. Il n'en reste pas moins que l'hétérogénéité du volume rend sa lecture déconcertante. On a d'autant plus de mal à saisir une logique d'ensemble qu'il ne s'agit pas de la publication des actes d'un colloque, ou de réponses individuelles à un appel à contributions, puisque les textes ont tous été précédemment publiés dans des revues entre 1994 et 2003. Pour faire véritablement sens, il eût fallu passer commande aux auteurs d'un minimum de justification quant à la façon dont leur texte envisage le corps comme source et comme outil d'une histoire faite de contacts et de connexions : corps métaphorique, sexué, racialisé, juridicisé, religieux, migrant, objet de luttes, etc. Au final, le corps s'avère un fil conducteur bien tenu.

Il faut attendre la postface de T. Ballantyne et A. Burton pour comprendre leur vision de l'enjeu épistémologique de ce recueil, qui est également un enjeu pédagogique et politique, dans le contexte de redéploiement de l'impérialisme anglo-américain sur la scène mondiale. L'après-11 septembre, doublement marqué, selon les éditeurs, par des « discours sur la globalisation » et « des violences bien réelles contre et au nom des femmes et des enfants », rend d'autant plus urgent le projet d'une histoire « globale » soucieuse de promouvoir une « citoyenneté éclairée » du XXI^e siècle (p. 419-420).

MARIE SALAÜN

1 - Kathleen CANNING, « The body as method? Reflections on the place of the body in gender history », *Gender & History*, 11-3, 1999, p. 499-513.

Ashis Nandy

*L'ennemi intime. Perte de soi
et retour à soi sous le colonialisme*
Paris, Fayard, 2007, 171 p.

« Psychologue politique et théoricien du social » : c'est ainsi, d'après Charles Malamoud

dans sa préface, qu'Ashis Nandy se définirait (p. 16). Dans *L'ennemi intime*, il se livre à une analyse de la colonisation dans ses dimensions psychologiques et cognitives qu'il estime sous-évaluées par rapport à l'exploitation économique, la domination politique, la perversion morale qu'elle aurait provoquées et qui sont si discutées. A. Nandy souligne, au contraire, la profondeur des transformations de la conscience opérées par l'entreprise de domination coloniale. Prenant appui sur des écrits et biographies d'auteurs tant indiens que britanniques, il en propose une analyse en miroir, dans ses effets réciproques sur le colonisé comme sur le colonisateur.

Le premier des deux chapitres qui composent l'ouvrage débute par l'opposition entre les visions du monde occidentale et indienne : au masculin, au viril, à la force, exaltés en Occident – la culture du colonisateur serait celle « de l'hypervirilité, de l'état d'adulte, de l'historicisme, de l'objectivisme et de l'hypernormalité » (p. 149) – répondrait une indianité versant dans le féminin, l'enfance et les qualités qui leur sont accolées. Il montre alors comment des auteurs indiens, victimes d'une « invasion psychologique » (p. 65) les conduisant à intérioriser les valeurs occidentales, ont procédé à une réécriture des mythes de la culture indienne traditionnelle pour les y conformer. C'est de cette matrice que serait sortie « une conscience politique de l'hindouisme » (p. 69) qu'A. Nandy ne se lasse pas de critiquer, tant elle lui semble relever d'une simple réponse mimétique à l'Occident. Or, il rejette la binarité même de l'opposition entre Occident et Orient, comme étant elle-même une vision bien occidentale du monde. Ni thèse ni antithèse, c'est la synthèse qu'A. Nandy privilégie, telle que Gandhi l'incarna. Sa critique fut, d'après l'auteur, d'autant plus efficace qu'elle « faussa le jeu » (p. 150). Gandhi, en effet, se libéra des oppositions forgées en Occident et intériorisées en Inde – y compris pour mieux combattre le colonialisme – et il rejeta, à ce titre, la linéarité du récit historique venue d'Occident et récupérée par le nationalisme hindou. Avec Gandhi, « l'activisme et le courage pouvaient se libérer de l'agressivité et apparaître comme parfaitement compatibles avec le féminin,

notamment le maternel » (p. 98); avec lui, aussi, les mythes retrouvaient leur crédit contre une vision de l'histoire qui mettait en scène des peuples progressant du primitivisme vers la modernité, au nom de laquelle, justement, la colonisation était menée. Sa protestation était, selon A. Nandy, « transculturelle » (p. 91).

Or, pour libérer le colonisé, affirme-t-il, il fallait aussi libérer le colonisateur. Dans les métropoles, l'entreprise coloniale légitimait l'usage de la violence au point de la banaliser et d'en faciliter un usage domestique, en interne. A. Nandy revient également sur le lien entre question coloniale et question sociale, la première gommant la seconde pour mieux souder, homogénéiser la nation et faire taire la voix des faibles. Le second chapitre, consacré à l'héritage de la colonisation dans les esprits, approfondit l'aliénation née, chez les Britanniques eux-mêmes, de la colonisation, à travers l'analyse de la double identité de Rudyard Kipling, sommé de renier son indianité – « son propre moi authentique » (p. 117) – pour devenir, lui, l'enfant éduqué à l'indienne, un vrai Britannique, adhérant au projet colonial d'élévation des non-Occidentaux à la civilisation, y compris, si nécessaire, par la violence. C'est finalement dans la surenchère qu'il put devenir Britannique. En miroir, A. Nandy propose la biographie d'Aurobindo Ackroyd Ghose qui, au contraire de Kipling, mais dans une parfaite symétrie, rompit avec l'éducation anglaise que s'attachèrent à lui donner ses parents – une véritable entreprise de « dénationalisation » (p. 139) – pour revenir à la spiritualité indienne et prôner, un temps, la violence contre la domination britannique.

Finalement, A. Nandy voit dans l'injonction culturelle la plus grande des victoires du colonialisme. C'est l'assignation à s'inscrire dans un camp – Occident ou non – qu'il dénonce, pour conclure son ouvrage sur une célébration de la culture indienne promouvant une « définition du soi qui ne soit pas trop strictement ou mécaniquement séparée du non-soi » (p. 157). Le local serait ainsi le lieu de la meilleure défense de l'universel.

**Stefanie Michels
et Albert-Pascal Temgoua (éd.)**

*La politique de la mémoire coloniale
en Allemagne et au Cameroun*

Münster, Lit Verlag, 2005, 154 p.

La première pensée, en ouvrant ce petit ouvrage, est qu'une plongée dans les enjeux de la mémoire coloniale germano-camerounaise va enfin permettre de nous extraire pour un temps des débats mémoriels franco-français. Ce recueil bilingue (français et anglais) propose en effet d'interroger les mémoires croisées de la colonisation telles qu'elles se sont construites en Allemagne et au Cameroun, tout en invitant à analyser les « politiques » et les « usages » de ces mémoires. La publication de ce volume est intervenue à point nommé au terme d'une année 2004 où, dans le débat public allemand, avaient émergé ou réémergé des questions sensibles touchant à un passé colonial pourtant éloigné – puisque antérieur à 1918. La commémoration en Namibie du centenaire du déclenchement de la guerre opposant des groupes issus de l'ethnie herero et les troupes du Reich, le discours de la ministre fédérale Heidemarie Wiczeorek-Zeul à Windhoek et ses excuses semi-officielles face à ce qu'elle a elle-même appelé le génocide des Hereros, ont contribué à alimenter la réflexion collective sur les origines coloniales du totalitarisme nazi. L'ouvrage est donc à replacer dans ce contexte de résurgences mémorielles. Au Cameroun, comme en Namibie, 2004 a d'ailleurs été l'année de commémoration du déclenchement d'un cycle d'affrontements coloniaux sanglants : les guerres Mpwamanku de 1904.

En se proposant d'étudier un espace historique à la mémoire moins médiatisée que celui de l'ancien Sud-Ouest africain, les auteurs livrent une réflexion dans l'ensemble stimulante sur l'histoire des constructions mémorielles et sur leur long sillage de traîne. Des sujets très divers sont abordés dans ce recueil d'articles, divisé en deux parties un peu artificiellement tranchées : la première consacrée aux mémoires coloniales qui s'expriment au Cameroun, la seconde à celles qui se sont constituées, depuis les années d'entre-deux-guerres, dans l'espace allemand. On trouve ainsi d'intéressantes analyses de témoignages

contemporains attestant de la vivacité des souvenirs de l'époque coloniale allemande, témoignages recueillis à l'occasion d'enquêtes de terrain effectuées en 1997 dans le nord du Cameroun par Albert-Pascal Temgoua et en 2000-2001 dans la région de Cross River par Stefanie Michels. En revanche, l'étude centrée sur les traces tangibles (toponymes, vestiges architecturaux...) – potentielles vectrices de la mémoire de la période allemande dans le Cameroun contemporain – est trop courte et l'enquête d'Eugène Désiré Eloundou mériterait d'être poussée beaucoup plus loin.

L'article consacré par Esaïe Djomo aux arts du spectacle et à leurs modes de représentation de la colonisation dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres propose quant à lui une piste particulièrement mobilisatrice. À partir d'un corpus de 52 spectacles produits entre 1924 et 1943 et appartenant à « tous les sous-genres du genre dramatique » (tragédie, comédie, tragicomédie, comédie musicale, opéra, opérette, pièce radiophonique, etc.), l'auteur analyse la diffusion de ce qu'il nomme « la culture remémorative de la colonisation allemande » (p. 103). Il montre la place de la thématique coloniale dans l'exacerbation du sentiment de revanche sur le traité de Versailles durant la république de Weimar, et du thème de la reconquête de la grandeur passée sous le Troisième Reich. On pourra néanmoins regretter que la question de la réception de ces œuvres ne soit pas soulevée. Dans le prolongement de cette étude, le lecteur lira avec intérêt l'article d'Heiko Möhle sur les vifs débats qu'a suscité en 2002 le projet de restauration d'un monument nazi à la gloire de l'empire colonial allemand à Hambourg : à travers cet exemple, l'auteur analyse les flux et les reflux de l'usage politique du passé colonial allemand, de la relative amnésie des années 1950 aux revivifications récentes – que celles-ci soient portées par certains groupes nostalgiques au sein de l'armée ou de l'extrême droite, ou qu'elles soient au contraire le fait de groupes critiques désireux de revisiter l'image convenue de l'Allemand comme « bon colonisateur ».

Enfin, plusieurs articles du recueil sont des mises au point certes assez utiles, notamment pour le lecteur français, mais souvent un peu descriptives et mal reliées à la problématique

centrale de la politique des mémoires, sur plusieurs aspects de l'histoire coloniale germano-camerounaise : le « malentendu » historique qu'a constitué le traité germano-douala du 12 juillet 1884 ; le déroulement des guerres Mpawmanku de 1904-1906 ; la prise de possession surprise, en 1884, de ce qui allait devenir le *Kamerun* et les conséquences nombreuses qui en ont découlé (résistances, conflits coloniaux et postcoloniaux liés aux découpages territoriaux) ; l'exhibition de Camerounais dans l'empire allemand – à travers l'exemple du prince Dido – par le célèbre entrepreneur Carl Hagenbeck, ces exhibitions étant qualifiées sans toujours la distance critique suffisante de « zoos humains » (l'expression est employée sans guillemets tout au long de l'article).

En dépit de la qualité un peu inégale des articles, de sa relative brièveté et malgré des défauts flagrants dans l'édition (coquilles, accentuation parfois un peu erratique des textes en français, etc.), cet ouvrage constitue une entrée intéressante dans la connaissance de mémoires coloniales voisines – et en même temps fort différentes – de celles qui s'expriment en France et dans les pays issus de l'empire français¹.

SOPHIE DULUCQ

1 - Sur ces questions, on lira aussi avec un très grand profit le remarquable dossier de la revue *Politique Africaine*, consacré aux mémoires coloniales en Afrique et en Europe : Christine DESLAURIER et Aurélie ROGER (dir.), « Mémoires grises. Pratiques politiques du passé colonial entre Europe et Afrique », *Politique Africaine*, 102, 2006. Sur la mémoire coloniale allemande, voir les articles de Reinhart KÖSSLER, « La fin d'une amnésie ? L'Allemagne et son passé colonial depuis 2004 », p. 50-66, et de Vincent BERTOUT, « Mémoires et stratégies politiques : les commémorations culturelles herero en Namibie », p. 67-84.

John H. Elliott

*Empires of the Atlantic world:
Britain and Spain in America, 1492-1830*
New Haven, Yale University Press, 2006,
xx-546 p.

Le dernier ouvrage de l'historien John Elliott constitue une synthèse et un essai d'histoire

comparée des empires espagnol et britannique au Nouveau Monde. Jusqu'alors, l'appel lancé en 1932 par Herbert Bolton, en tant que président de l'American Historical Association, en faveur d'une histoire comparée des Amériques à l'échelle hémisphérique avait été peu suivi d'effets. Il est vrai que la nécessaire maîtrise de plusieurs vastes historiographies rend une telle entreprise extrêmement périlleuse, en particulier pour un historien isolé. On ne peut donc qu'admirer la très grande ambition et érudition du livre de J. Elliott et comprendre que l'auteur cantonne sa comparaison aux seuls empires espagnol et britannique. Ce choix s'explique en partie par le parcours professionnel de ce spécialiste de la Monarchie catholique qui a enseigné tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis. Peut-être a-t-il également été influencé par une certaine inclination des historiens nord-américains à privilégier cette comparaison au détriment d'un parallèle avec les empires portugais, français et hollandais : s'il faut abandonner l'exceptionnalisme américain et comparer les Treize Colonies à un autre empire, autant que cela soit avec le plus ancien, le plus vaste et le plus riche.

Ce faisant, l'entreprise de J. Elliott peut apparaître comme quelque peu provocatrice puisqu'elle remet au cœur du monde atlantique la notion d'empire à un moment où, à l'instar d'Alison Games, certains « atlantistes » prônent une histoire « débarrassée de perspective impériale¹ ». D'autres historiens ont dénoncé le fait que la manière dont se développait la nouvelle histoire atlantique tendait à réduire cette dernière à une simple remise au goût du jour de la vieille « *imperial school* » de l'historiographie états-unienne. Il est vrai que, de manière paradoxale, elle a surtout adopté une perspective nationale et a pris la forme jusqu'à présent d'histoires distinctes des Atlantiques britannique, ibérique, français, etc. De ce point de vue, la comparaison que mène J. Elliott constitue une avancée et une innovation fondamentales. En outre, les études atlantiques gagneraient certainement beaucoup à combiner plus étroitement une perspective trans-impériale et impériale.

Contrairement à la vieille histoire impériale qui était écrite du seul point de vue de

la métropole, l'ouvrage de J. Elliott est bien plus centré sur les sociétés coloniales américaines. Tous les effets de retour et les multiples influences qu'exercèrent les colonies sur les métropoles, tant dans les domaines politique et économique que socioculturel, ne sont presque pas traités, quand bien même ces phénomènes auraient pu contribuer à expliquer les politiques impériales. De la même façon, l'auteur s'intéresse peu aux milieux métropolitains impliqués dans l'entreprise coloniale et aux nombreux débats qui eurent lieu en Angleterre et en Espagne sur les projets impériaux concurrents et sur les conceptions divergentes que différents groupes avaient des relations que la métropole devait entretenir avec ses colonies. Ce choix est étroitement lié au fait que l'auteur s'interroge davantage sur les facteurs déterminants dans le développement des sociétés coloniales : la nature ou la culture, les circonstances locales ou le bagage culturel des colons ? Or, lorsqu'il compare le degré de cohésion des structures impériales, J. Elliott avance deux raisons à la faiblesse du contrôle impérial britannique. La première est l'absence de richesses minières à exploiter et de larges populations amérindiennes à dominer et à intégrer ; la seconde réside dans les transformations politiques et sociales qui animaient l'Angleterre des Stuarts. Il privilégie cependant les premiers facteurs, ce qui laisse penser que les circonstances locales primaient sur les événements métropolitains. On peut toutefois objecter que les Français, qui se trouvaient dans une situation similaire en Amérique du Nord et aux Antilles, imposèrent un contrôle beaucoup plus étroit sur leurs colonies, leur système impérial se rapprochant en cela de celui des Espagnols.

En dehors de sa perspective impériale, l'ouvrage de J. Elliott se distingue de la nouvelle histoire atlantique par son point de vue qui privilégie les élites coloniales au détriment du reste de la population blanche, des Indiens, des *castas* et des esclaves d'origine africaine, bien que l'ouvrage soit informé par la littérature la plus récente sur ces groupes et qu'il aborde ponctuellement la question des relations interethniques et interraciales. L'auteur justifie ce parti pris en affirmant que ce qui l'intéresse en premier lieu c'est « le dévelop-

pement des sociétés coloniales et leurs relations avec les mères patries » (p. XVIII), tout en reconnaissant que les sociétés coloniales étaient également façonnées par les interactions constantes entre populations européennes et non européennes. On peut néanmoins penser que le caractère multiethnique des sociétés coloniales et leur dépendance envers l'esclavage ou le travail forcé des populations non européennes influençaient également de manière considérable leurs rapports à la métropole. En outre, les Blancs ou ceux qui passaient pour Blancs n'étaient pas les seuls à entretenir une relation particulière avec celle-ci, comme en témoigne, par exemple, le cas emblématique d'un Julien Raimond.

Le choix de se concentrer sur les élites coloniales blanches s'explique peut-être aussi par le fait que si l'ouvrage constitue une véritable histoire globale de chacun de ces empires dans une perspective comparative, l'intérêt principal est d'ordre politique. Sans qu'on puisse l'accuser de téléologisme, la synthèse semble avoir pour objectif premier d'expliquer les différences dans les processus d'accession à l'indépendance des empires britannique et espagnol et elle semble postuler que les élites furent les acteurs principaux des mouvements révolutionnaires et indépendantistes. Pourtant, lorsqu'on lit dans la troisième partie les développements sur la révolte de Túpac Amaru et sur les mouvements d'indépendance en Amérique espagnole, il est clair que les Indiens, les *castas* et les esclaves ne furent pas de simples spectateurs, mais des acteurs importants de ces phénomènes, et l'on aimerait pouvoir mieux comprendre leurs points de vue et motivations. Dans le cas britannique, la focalisation sur les élites coloniales blanches pose également problème. Si le récit de la Révolution américaine et de la guerre d'indépendance comporte quelques allusions aux Amérindiens, rien n'est dit de l'attitude des esclaves, si ce n'est que les insurgés, en particulier dans le Sud, ne cherchèrent pas à les intégrer dans l'Armée continentale. Dans cette région, cependant, le conflit ne mettait pas seulement aux prises les insurgés contre les Britanniques et les loyalistes, mais il incluait également les esclaves. Ceux-ci choisirent massivement de s'enfuir, certains rejo-

gnant l'armée britannique qui leur promettait la liberté, plutôt que de se révolter. Or, l'absence de toute révolte servile d'envergure dans les Treize Colonies au moment de la Révolution américaine est une question importante, surtout lorsqu'on compare avec le cas français. Après tout, la seconde colonie à devenir indépendante aux Amériques après les États-Unis ne fut pas une colonie espagnole, mais Saint-Domingue, suite à la révolte des esclaves et à la Révolution haïtienne.

Sous souveraineté française, Saint-Domingue est exclue de l'ouvrage de J. Elliott, mais de manière générale l'auteur accorde peu de place aux Antilles britanniques et espagnoles, alors que le bassin des Caraïbes fut une région d'interconnexions très importantes. Très récemment, Eliga Gould a proposé de privilégier l'histoire croisée plutôt que l'histoire comparée, c'est-à-dire d'étudier en priorité les interactions culturelles dans les « *borderlands* », parce que, dans ces espaces situés en marge des empires, les populations colonisées, Indiens et esclaves, pouvaient tirer profit des rivalités territoriales et juridictionnelles impériales². Des interactions culturelles entre les empires espagnol et britannique se produisirent toutefois dans d'autres régions. J. Elliott consacre d'ailleurs de longs passages à la formation et à l'intégration croissante au XVIII^e siècle des communautés atlantiques grâce à l'expansion du commerce transatlantique et intercolonial, légal ou illégal, mais il insiste peu sur les relations autres que commerciales qui se développèrent entre les sociétés coloniales des différents empires. Il soutient même qu'elles se connaissaient très mal. Pourtant, la mobilité des colons, esclaves et libres de couleur au sein du bassin des Caraïbes, par exemple, était extrêmement intense, et tous ces migrants représentaient autant de passeurs culturels. Cette mobilité et ces interactions culturelles à l'échelle antillaise ou hémisphérique sont des phénomènes qui ont encore été peu étudiés, mais ils pourraient modifier l'histoire des sociétés coloniales américaines. Pour autant, l'abandon d'une perspective comparatiste ne semble pas souhaitable, d'autant que celle-ci permet de mesurer les limites des transferts et interactions culturelles.

Malgré certains choix discutables, *Empires of the Atlantic world* constitue donc une somme

impressionnante et un véritable tour de force, non seulement pour les interprétations toujours stimulantes qu'il propose, mais aussi par son écriture qui mêle étroitement les récits sur les empires espagnol et britannique. Enfin, publié presque simultanément en anglais et en espagnol, il contribue grandement, et ce n'est pas le moindre de ses mérites, au nécessaire dialogue entre historiens nord-américanistes et latino-américanistes qui trop souvent pensent travailler sur des mondes radicalement différents. C'est d'autant plus important que la nouvelle histoire atlantique, qui s'est d'abord focalisée sur l'Atlantique britannique, est parfois vue comme un nouvel impérialisme intellectuel états-unien dont pourraient très bien se passer les historiens de l'Amérique latine coloniale. On ne peut donc que louer l'impulsion que l'ouvrage est susceptible de donner à l'intégration des différentes histoires coloniales et atlantiques.

CÉCILE VIDAL

1 - Alison GAMES, « Atlantic history: Definitions, challenges, and opportunities », *The American Historical Review*, 111-3, 2006, p. 741-757, ici p. 749.

2 - Eliga H. GOULD, « Entangled histories, entangled worlds: The english-speaking atlantic as a spanish periphery », *The American Historical Review*, 112-3, 2007, p. 764-786.

Christopher A. Bayly

La naissance du monde moderne (1780-1914)
Paris, Les éditions de l'Atelier, 2007,
862 p.

La version française du livre de Christopher Bayly, paru à Oxford en 2004, a escamoté le sous-titre original, *Global connections and comparisons*, lequel éclairait pourtant un des aspects essentiels du projet. *La naissance du monde moderne* met ainsi l'accent sur un seul des enjeux du travail de Titan entrepris par ce professeur d'histoire impériale et navale à Cambridge et spécialiste de l'Inde : l'étude thématique d'un long XIX^e siècle interprété comme la matrice du monde contemporain. L'avènement de ce dernier, selon C. Bayly, « recouvre l'essor de l'État-nation, une centralisation exigeante du pouvoir ou une loyauté

à base de solidarité ethnique, en même temps qu'un développement considérable des liens économiques et intellectuels à l'échelle planétaire » (p. 34). C. Bayly voit dans ce siècle et demi le moment de la dislocation progressive des régimes anciens et le passage d'une « mondialisation archaïque », fondée sur des réseaux et des échanges entre empires aux frontières floues et fluctuantes, à l'uniformisation croissante des sociétés et à un système « international » dont la logique est dictée par l'État-nation triomphant.

L'ouvrage, de taille monumentale et assorti d'une bibliographie considérable, tient à la fois de la proposition historiographique, du pari scientifique et du manuel de synthèse plus classique. Les « connexions globales » et les « comparaisons », sur lesquelles est bâtie la méthode de C. Bayly, en constituent certainement l'apport principal.

La focale planétaire, qui articule phénomènes locaux et perspective globale, a des vertus heuristiques. En rapprochant des événements habituellement séparés, elle permet de faire disparaître les points aveugles que crée la séparation hermétique entre les champs de connaissance. Il s'agit de mettre en évidence les interactions entre le local et le planétaire, mais aussi d'apporter de nouveaux éclairages sur le local, débarrassé du discours de la spécificité ou de l'exceptionnalisme. Cette approche, utilisée à des degrés divers depuis longtemps par les historiens modernistes, est plus originale pour le XIX^e siècle, « ère des nations » par excellence : C. Bayly, citant Prasenjit Duara, vise précisément à arracher le savoir historique des « griffes de la nation » (p. 753). Pour dépasser le niveau local ou national, l'histoire globale est cependant tributaire du dynamisme des études sur les aires culturelles dont elle se nourrit.

Le propos de l'auteur repose sur une érudition très impressionnante qui fait oublier quelques raccourcis et approximations. L'analyse se concentre cependant sur l'Europe, les États-Unis et les dominions britanniques, l'empire ottoman, l'Asie. L'Amérique hispanique et l'Afrique subsaharienne ne sont que très superficiellement évoquées, ce qui rétrécit tout de même la focale. Cette relative exclusion semble renvoyer ces continents à la

périphérie de l'histoire et contredit un peu l'ensemble de la démarche.

Le premier défi consistait à écrire une histoire du XIX^e siècle en rompant avec l'occidentalo-centrisme qui fait de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord le creuset exclusif de la modernité, exportée ensuite au reste du monde. C. Bayly s'inscrit en faux contre les thèses diffusionnistes qui attribuent à l'Occident l'invention de l'espace public, des nations, du nationalisme et de l'État.

Il n'en reste pas moins que le XIX^e siècle signe la mise sous tutelle européenne de l'ensemble du monde et qu'il faille bien rendre compte de cette suprématie. Plus que l'échelle planétaire, c'est la comparaison entre l'Europe et l'Asie, ou plus largement entre l'Orient et l'Occident, qui sous-tend une partie de la démarche de C. Bayly. Comment expliquer que l'Europe de l'Ouest et les États-Unis aient pris une telle avance au cours du XIX^e siècle, alors que vers 1800, la Chine disposait d'une richesse au moins égale, sinon supérieure ? Pour C. Bayly, l'Europe cumula « des caractéristiques existant séparément dans les autres régions du monde » (p. 122), mais les guerres entre États européens aux XVII^e et XVIII^e siècles lui donnèrent un avantage décisif en matière militaire. *A contrario*, « on pourrait dire que la paix relative qui prévalut en Asie au XVII^e siècle causa sa perte » (p. 140). L'industrialisation – évolution plus que « révolution » – achève de creuser l'écart, mais ses effets ne se font sentir qu'après la première phase révolutionnaire (1780-1820), dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

C. Bayly s'efforce de définir une périodisation à l'échelle du monde et aboutit à des constats stimulants. Ainsi, la conjoncture révolutionnaire de la fin du XVIII^e siècle est planétaire avant d'être occidentale. Les invasions perses et afghanes ou la dissidence sikh dans l'Inde moghole, la chute de la dynastie séfévide en Iran, la révolte wahhabite dans la péninsule arabe bouleversent les vieux empires – les régimes anciens – avant la guerre d'indépendance américaine et la Révolution française. L'auteur opte résolument pour l'hypothèse d'une modernité multipolaire. Il souligne la sophistication des comptabilités des commerçants d'Asie par rapport à celles de

leurs homologues européens et voit l'émergence précoce de nationalismes en Afrique, en Inde, en Chine. Il indique également que les formes modernes de l'État se consolident bien plus tardivement en Grande-Bretagne et aux États-Unis que dans certaines régions extra-européennes.

Partout, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les régimes anciens sont en proie à une crise de légitimité, l'essor de l'imprimé favorise celui des « communautés imaginées », l'industrialisation fait sentir ses conséquences dans le monde entier, y compris au fin fond des sociétés non industrialisées. C. Bayly identifie une nouvelle conjoncture révolutionnaire mondiale – et plus seulement européenne – des années 1840 aux années 1860 : le « printemps des peuples » de 1848 en Europe, mais aussi le mouvement Taiping qui se déclenche en 1851 en Chine, la révolte des cipayes en 1857 en Inde, ou la guerre civile américaine en 1865.

Les religions, du moins celles qui comportent un certain universalisme et peuvent voyager, sont également les grandes bénéficiaires du XIX^e siècle, contrairement à l'idée répandue d'un recul religieux sous les effets de la sécularisation et de la vogue scientifique. L'islam, le christianisme, l'hindouisme, le bouddhisme, le confucianisme connaissent un réveil qui se manifeste par un élan missionnaire et un *aggiornamento* doctrinal. Les religions profitent de la modernité en même temps qu'elles y participent : développement des transports qui facilitent les pèlerinages, diffusion de l'imprimé et fabrication massive des objets pieux, influence du modèle bureaucratique sur les institutions ecclésiastiques, montée du nationalisme qui s'appuie souvent sur une identité religieuse...

L'ampleur de l'ouvrage tient aussi à la volonté de l'auteur de ne pas pointer seulement les changements, mais d'indiquer également les permanences. Peut-être le livre aurait-il gagné en puissance si C. Bayly n'avait pas recherché une exhaustivité nécessairement décevante. Malgré cette réserve, on lui sait profondément gré de son audace, de son immense culture historique et de son appel à décentrer l'histoire contemporaine de son axe européen et de son cadre national.

Charlotte de Castelnu-L'Estoile et François Regourd (dir.)

Connaissances et pouvoirs.

Les espaces impériaux, XVI^e-XVIII^e siècles,

France, Espagne, Portugal

Pessac, Presses universitaires

de Bordeaux, 2005, 412 p.

Cet ouvrage s'inscrit à la suite du renouveau historiographique des études sur les liens entre savoirs et pouvoirs dans les espaces impériaux. L'approche comparative qui est privilégiée permet d'interroger les trois principaux empires de l'époque moderne : celui d'Espagne, du Portugal et de la France.

Dans une introduction d'une grande clarté méthodologique, Charlotte de Castelnu-L'Estoile et François Regourd dressent un bilan précis des derniers renouvellements historiographiques qui permettent de ré-interroger ces relations entre savoirs et pouvoirs. Ils rappellent notamment que, sans nier la violence de l'impérialisme européen, les recherches récentes ont mis en lumière les négociations permanentes entre le « centre » et les territoires éloignés, négociations qui tracent la figure d'un pouvoir politique parfois contré, ou tout du moins limité. Intégrer ces nouvelles approches propres à l'histoire politique à la question des relations entre science et empire, en rupture avec la dichotomie centre/périphéries, est l'un des objectifs principaux de ce livre.

Le plan thématique adopté permet de balayer largement le spectre des savoirs, des connaissances « impériales » à proprement parler mais aussi des formes de connaissances *a priori* moins directement liées à la pratique politique et participant pourtant pleinement du processus impérial.

La première partie, « Découverte et connaissance des marges », pose la question de la connaissance comme outil de conquête. Du plan secret de Magellan, replacé dans le contexte des connaissances cosmographiques du début du XVI^e siècle, à la reconnaissance géographique et ethnographique des Grands Lacs de Nouvelle-France, en passant par l'analyse de l'expansion maritime protestante dans la seconde moitié du XVI^e siècle, c'est toute l'ambiguïté de l'usage des savoirs géo-

graphiques dans le processus de conquête, souvent beaucoup moins immédiat que l'on ne le pense, qui est exposée ici.

La deuxième partie traite de la gestion des territoires dans son lien avec l'état des connaissances sur l'espace, la nature et les populations. La manière dont les États s'approprient intellectuellement et scientifiquement les territoires impériaux varie d'un espace à l'autre et d'un empire à l'autre. Ainsi, les conditions de production de ces connaissances apparaissent dans le cas du Portugal en raison de sa discontinuité territoriale et du faible contrôle sur les populations indigènes, moins systématisées que dans le cas espagnol. À la variable géographique s'ajoute celle de la chronologie. Sur deux siècles, les représentations du territoire de la Nouvelle-Espagne évoluent, du fait de négociations permanentes entre les républiques indigènes et les Espagnols. Au Minas Gerais, l'État portugais modifie également ses sources d'information et la nature de ses enquêtes au cours du XVII^e siècle, évoluant d'un intérêt marqué pour la connaissance cartographique à un souci grandissant de savoir démographique. Les acteurs de cette connaissance, les administrateurs, connaissent des itinéraires impériaux singuliers, et leur suivi, par exemple dans l'Atlantique sud portugais, permet de montrer comment ils contribuent par leur circulation à la construction de l'espace impérial.

La troisième partie s'intéresse à la question des savoirs administratifs, notamment autour du motif de l'enquête d'État. En interrogeant le décalage entre l'enquête et son utilisation, on fait apparaître plusieurs éléments importants : les transformations liées à la circulation des méthodes et des modèles, comme ceux de Plin l'Ancien et Dioscoride vers le sol américain au XVI^e siècle, ou encore les différences d'interprétations des enquêtes géographiques de 1743 au Mexique. La diversité des savoirs utilisés par l'État est également au cœur de cette partie, comme le montre la pratique de l'histoire naturelle au royaume de Nouvelle-Espagne. Mais cet usage de la science a aussi ses limites et l'information savante ne garantit en rien l'efficacité d'un projet étatique colonial, comme en témoigne l'affaire de Kourou en 1763.

La quatrième partie permet de replacer la question des savoirs dans le contexte du monde religieux. Pour les franciscains de Nouvelle-Espagne s'établit une forme de concurrence avec les intérêts de l'État, et leur production savante s'en fait l'écho. Au sein de la Compagnie de Jésus, ce sont des divergences internes qui apparaissent si l'on examine les perceptions du territoire missionnaire, différentes selon que l'on est jésuite à Rome, à Lima ou à Potosí. Les religieux sur le terrain restent, quoi qu'il en soit, des acteurs essentiels de la connaissance fine des territoires et de leur organisation, comme le montre l'exemple des descriptions de l'État de Michoacán.

Puis c'est la question de la publication et de la diffusion de ces connaissances en Europe et à l'échelle des mondes impériaux qui clôt l'ouvrage, dans une partie intitulée « Écriture, perceptions et représentations ». La connaissance des Indes orientales se diffuse ainsi en Europe au XVI^e siècle par de multiples canaux : missionnaires, géographes, navigateurs et commerçants. Cette connaissance, une fois imprimée, sert le prestige du pouvoir impérial, et des stratégies éditoriales permettent de transformer certaines chroniques en théâtres d'histoire naturelle à la gloire de l'empire. Ces stratégies ne concernent pas seulement les rapports entre les métropoles et leurs colonies, mais se rejoignent à l'échelle impériale, comme le montre l'analyse des représentations de l'Asie élaborées depuis México. Elles se fondent également sur des effets retours : il ne s'agit pas seulement d'amasser, mais aussi de diffuser des modes de représentation et de partager une culture commune. Les portraits du roi répandus au Nouveau Monde renseignent sur l'état des rapports politiques au sein de l'empire espagnol.

Jean-Michel Sallmann, dans sa conclusion, revient sur l'intérêt d'une étude comparative en insistant sur les parallélismes mais aussi sur les divergences qui marquent l'histoire des empires portugais, espagnols et français. L'intérêt de cet ouvrage réside dans la confrontation de ces études de cas et, même si le programme d'une histoire globale reste à l'état d'ébauche, les contributions rassemblées prennent sens, au-delà de leur qualité intrinsèque, par l'inscription dans cette ambition

d'une histoire à l'échelle mondiale, seule apte à rendre vraiment compte de la circulation des savoirs, de leurs usages par le politique, et de tous les processus de transformations, d'adaptations et de négociations qui entrent en jeu. Ajoutons que les pistes ouvertes ici pour les empires de l'époque moderne sont aussi riches pour les historiens des empires contemporains, où l'idée d'une dichotomie entre métropole et colonies, longtemps dominante, tend également à être bousculée par les recherches les plus récentes, qui font apparaître des mondes multipolaires dans lesquels les relations entre savoirs et pouvoirs sont tout aussi complexes et ambiguës.

HÉLÈNE BLAIS

Maya Jasanoff

Edge of empire: Conquest and collecting in the East, 1750-1850

Londres, Fourth Estate, 2005, 404 p.

Maya Jasanoff, en retraçant la vie de collectionneurs et le destin de leurs collections, propose une histoire originale de l'expansion impériale. L'expression *edge of empire* est à comprendre, premièrement, en un sens géographique : le récit se déroule en Inde et en Égypte, enjeux géopolitiques majeurs qui contribuèrent à façonner durablement la vision occidentale de l'Orient. La rivalité franco-britannique tendit à unifier cet espace. L'auteur insiste en effet sur la nécessité d'envisager l'invasion française de l'Égypte et l'annexion britannique du Mysore comme deux fronts de la guerre qui opposa la Grande-Bretagne à la France révolutionnaire, puis impériale. La mise en place par l'East India Company (EIC) d'une politique agressive d'expansion en Inde et la politique britannique en Égypte furent inséparables des ambitions françaises. La restitution attentive du contexte général dans lequel s'inscrivent les événements étudiés permet à M. Jasanoff de leur donner un éclairage particulier. L'analyse de la compétition franco-britannique, dont elle examine la traduction militaire, politique, sociale et culturelle sur le terrain, est éclairante. Il est intéressant de voir le renforcement des barrières entre Britanniques et Européens continentaux en

Inde, mais aussi entre Européens et Indiens, comme l'un de ses effets.

La notion d'*edge of empire* est aussi temporelle. La chronologie adoptée incite l'auteur à se démarquer d'une histoire impériale triomphaliste. Elle brosse le tableau d'une période de tâtonnements, au cours de laquelle les limites formelles de la domination britannique étaient en cours de définition. Loin de répondre à un schéma préétabli ou à un progrès inexorable, l'empire s'est construit progressivement, au gré des opportunités et des obstacles.

Les frontières sont enfin sociales : les acteurs sont des marginaux, en termes de rang, de prestige ou de statut. La notion de frontière est elle-même relative : Lucknow était une zone périphérique, où l'influence de l'EIC était certes croissante, mais indirecte. Par sa situation marginale, qui la différençait de Londres, mais aussi de Calcutta, elle offrait des opportunités inédites de gloire et de fortune. M. Jasanoff examine surtout les zones de domination informelle, car elles attiraient les pionniers en quête d'ascension sociale et de reconnaissance symbolique. Elle utilise le concept de *self-fashioning* pour décrire cette entreprise de (re)définition de soi, les identités étant modulables en fonction des circonstances et du but recherché. En raison de la capacité des objets à acquérir des significations variées dans l'espace et dans le temps, la constitution de collections était un moyen privilégié de promotion sociale. Antoine Polier utilisa ainsi sa riche collection de manuscrits pour se forger une double identité, moghole et européenne. La notion de *self-fashioning* permet de rapprocher des personnages ou des comportements en apparence dissemblables. M. Jasanoff analyse parallèlement les images du Citoyen Tipu et de Napoléon, défenseur de l'islam en Égypte, comme des ouvertures culturelles qui visaient à assurer leur survie politique.

Si les acteurs franchissent des frontières variées (*border crossers*), ce sont surtout les barrières culturelles qui intéressent l'auteur. Les pratiques des collectionneurs, échanges transculturels par excellence, contribuèrent à brouiller les démarcations entre Orient et Occident et à créer des passerelles entre les deux mondes. Elles invitent à nuancer la ten-

dance de l'historiographie postcoloniale à présenter la rencontre de l'Europe avec le reste du monde comme une relation conflictuelle et unidirectionnelle, au moyen de laquelle elle lui imposa sa domination. Les vies des collectionneurs suggèrent que les frontières culturelles n'étaient pas complètement étanches. M. Jasanoff souligne que leur relative perméabilité ménageait des possibilités de réappropriation, voire de contestation : il convient alors d'étudier la réaction des sociétés non européennes à la rencontre interculturelle. Cet aspect est néanmoins peu présent dans son ouvrage. À l'exception de l'apparition furtive de Rajendro Mullick, les quelques exemples traités (Asaf-ud-Daula, Tipu Sultan) n'apparaissent guère représentatifs de la société colonisée.

À une histoire impériale abstraite ou réduite à l'étude du discours européen, l'auteur a préféré une histoire incarnée dans des lieux, des personnes et des objets. Certains sont familiers, tels les collectionneurs de Lucknow ; elle tente de les présenter sous une perspective renouvelée et en exhume d'autres moins connus. Le récit, au style alerte et à la prose raffinée, fourmille d'épisodes colorés : le voyage en France des ambassadeurs de Tipu Sultan, les pérégrinations du « Jeune Memnon » ou les affrontements entre Bernardino Drovetti et Giovanni Belzoni dans la vallée du Nil. Le parti pris qui consiste à étudier les évolutions de l'empire à travers quelques personnages n'est pas exempt de critiques, notamment sur leur choix et leur représentativité. On regrette par exemple que les collections de George Valentia ou de Charles Stuart, premier grand collectionneur de sculpture hindoue, ne soient guère détaillées. Il est étonnant que le voyage de Lord Valentia et de Henry Salt, qui les conduisit en Inde et en Égypte (1802-1806), soit écarté, d'autant plus que Salt est une figure majeure de l'ouvrage dans sa partie égyptienne.

De plus, l'auteur reste imprécise sur les modalités de passage du niveau individuel à celui de l'empire. En Égypte, l'échec de la conquête européenne ouvrit la voie à une compétition symbolique entre la France et la Grande-Bretagne, sous la forme d'une guerre pour les antiquités, avidement collectionnées par les deux camps. La mainmise savante de la France sur l'Égypte ancienne compensa sa

défaite politique. La frontière entre *empire building* et *collecting* est beaucoup plus vague pour l'Inde. La conquête fut d'abord le cadre dans lequel se constituèrent les collections. Celles-ci, en donnant une forme matérielle à l'annexion des territoires, apparaissent également comme une manifestation concrète de la conquête, à l'image du pillage du palais de Seringapatam¹. Par l'envoi de trophées à Londres, l'EIC chercha à se définir (*self-fashioning*) comme dirigeant politique. Selon M. Jasanoff, cet épisode fit converger deux sortes de collections impériales : les territoires et les objets. Elle tend ainsi à établir une équivalence entre conquête et collection : la Grande-Bretagne, en annexant des territoires, aurait collectionné un empire. En insistant sur la différence entre les sens concret et métaphorique de la collection, entre les plans matériel et symbolique, l'auteur évoque elle-même un risque de flottement interprétatif. Il ne s'agit pas de contester sa conclusion, à savoir que l'empire fut, à l'instar d'une collection, « constitué et [qu'il] se définit au fil du temps, modelé par une variété de circonstances, de hasards et d'intentions » (p. 6). L'utilisation de la collection comme principal outil d'analyse de l'expansion impériale, au-delà de sa valeur métaphorique, est toutefois discutable. Elle conduit également l'auteur à une présentation hâtive et quelque peu réductrice de l'orientalisme ou de la tendance controversée des colonisateurs à essentialiser les sociétés colonisées. Si l'ouvrage de M. Jasanoff est stimulant et innovant, certains passages présentent le défaut de son ambition, en sacrifiant la rigueur de l'interprétation à l'effet rhétorique.

ANNE-JULIE ETTER

1 - L'épisode a été bien étudié par Richard H. DAVIS, « Indian images collected », *Lives of Indian images*, Princeton, Princeton University Press, 1997, p. 143-185.

Hélène Blais

Voyage au grand océan. Géographies du Pacifique et colonisation, 1815-1845
Paris, Éd. du CTHS, 2005, 351 p.

Dans cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat, Hélène Blais analyse onze voyages effectués par

la Marine française à travers l'océan Pacifique entre 1817 et 1845. Placées dans la lignée des grands voyages d'exploration du siècle des Lumières, ces circumnavigations financées par le ministère de la Marine et des Colonies relevaient d'une « politique de prestige visant à redorer le blason de la Marine » (p. 53).

Du départ de Louis Henri de Freycinet en 1817 au retour de Jules Dumont d'Urville en 1840, H. Blais analyse l'invention d'une géographie de l'Océanie tout en interrogeant les « interactions entre les savoirs géographiques et l'expansion coloniale » (p. 8). Au travers d'archives riches et variées, l'auteur décortique finement la façon dont les navigateurs français ont appréhendé et représenté un espace en cours de définition. Situé au croisement de l'histoire maritime, de l'histoire de la colonisation et de l'histoire de la géographie et des sciences, cet ouvrage, qui refuse d'associer d'emblée la construction géographique aux ambitions coloniales, questionne en trois temps le passage du voyage à l'occupation coloniale.

L'auteur présente d'abord les origines du voyage. Il s'agit à la fois de comprendre l'organisation et les motivations de ces circumnavigations tout en cherchant à saisir en quoi l'océan Pacifique « représente un terrain de choix pour la Marine » (p. 18). Relancés sous la monarchie de Juillet et la Restauration, les voyages de la Marine française se déroulent sous le double signe de la politique étrangère et de la science. Bien que placés dans la lignée des voyages de James Cook et de Louis Antoine de Bougainville, ces équipages n'embarquent pas de savants civils et les marins doivent combiner les tâches de navigation et d'observation. L'organisation des voyages, leurs itinéraires et les instructions politiques et scientifiques assignées aux navigateurs font l'objet d'une présentation minutieuse.

H. Blais s'arrête ensuite sur les méthodes de travail de ces marins-observateurs afin de restituer les conditions de l'élaboration des connaissances tirées de ces onze voyages : il s'agit non seulement de comprendre les conditions dans lesquelles sont récoltées les informations mais aussi la façon dont l'expérience de terrain est transformée en discours scientifique. Les regards portés sur cet espace

océanique sont analysés en dehors de toute considération ethnologique sur les populations océaniques. Si l'océan Pacifique n'est plus un espace inconnu, il reste toutefois largement à définir comme en témoigne l'évolution de ses dénominations et de ses délimitations : Mers du Sud, Grand Océan, Océanique... L'espace Pacifique est ainsi peu à peu construit par les divers regards que portent sur lui les Européens et l'auteur parvient parfaitement à démontrer « l'invention d'une géographie du Pacifique par les voyageurs » (p. 13). En outre, la constitution de ce savoir nécessite la transformation en texte des observations de terrain et l'auteur interroge la valeur des savoirs fragmentaires produits par chacune de ces onze circumnavigations.

Reste enfin à déterminer l'utilisation de ces connaissances et représentations de l'espace Pacifique. L'auteur examine les interactions entre la construction d'un savoir géographique et la décision des autorités françaises de coloniser le Pacifique. Alors que Dumont d'Urville achève son premier voyage, l'océan Pacifique devient une zone de convoitises européennes. La France tente de coloniser la Nouvelle-Zélande au moment même où la couronne britannique prend possession de l'archipel, crée la station navale du Pacifique en 1841, et où son commandant Abel Dupetit-Thouars prend possession des îles Marquises et de Tahiti en 1842. Si les comptes rendus de voyages ont souvent appelé le gouvernement à agir en faveur de la colonisation dans le Pacifique, force est de constater que « les îles qui attirent l'attention des voyageurs dans les années 1820 et 1830 ne sont pas nécessairement celles qui vont faire l'objet de prise de possession » (p. 234). Les autorités développent donc après coup un discours sur l'utilité de ces colonies et l'analyse montre bien que « pour ou contre les possessions françaises d'Océanie, l'espace dans toutes ses dimensions est au centre du débat sur la colonisation des îles polynésiennes. Ces visions s'opposent et se répondent dans une géographie malléable et sujette à diverses interprétations. L'île se prête particulièrement au débat, elle peut être à la fois, dans le discours, un espace de protection et d'isolement, un lieu ouvert à toutes les influences ou une terre en retrait du monde » (p. 289).

Si nous pouvons déplorer la qualité décevante des illustrations, cette étude d'une grande rigueur scientifique est essentielle à plus d'un titre. Elle a en effet le double mérite de se consacrer à une région encore délaissée par les historiens et de s'intéresser à une période encore peu explorée par les océanistes, celle comprise entre les grandes circumnavigations du XVIII^e siècle et le début de la colonisation de l'Océanie. Enfin, elle contribue à la connaissance de la construction des géographies des espaces non européens et à l'analyse des liens entre géographie et colonisation. Ainsi, l'océan Pacifique témoigne des limites de l'instrumentalisation de la géographie à des fins politiques puisque « les territoires devenus français ne sont jamais ceux qui ont retenu l'attention des récits géographiques » (p. 310) et l'auteur de souligner « l'importance relative des reconnaissances géographiques dans l'acte colonial » (p. 309).

La connaissance géographique des îles n'a donc pas constitué pour la France un argument essentiel du passage d'une politique de présence à une prise de possession. Il s'agissait bien plus pour la France d'imiter et de limiter l'expansion de la Grande-Bretagne sans se heurter frontalement aux ambitions de ce rival. L'étude d'H. Blais contribue à démontrer que la politique coloniale de la France en Océanie a davantage relevé d'opportunités saisies que d'un projet prédéterminé. Dès lors, « la géographie n'a pas seulement été oubliée, elle a été volontairement ignorée puis repensée en fonction de nouvelles réalités politiques » (p. 310).

SARAH MOHAMED-GAILLARD

Pierre Singaravéλου (dir.)

L'empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation (XIX^e-XX^e siècle)
Paris, Belin, 2008, 288 p.

Voilà plus de dix ans qu'il n'était pas paru, en France, d'ouvrage offrant un panorama des recherches sur les rapports entre géographie et colonisation. Ce volume collectif vient combler cette lacune éditoriale française. Sa publication s'inscrit dans la filiation d'un question-

nement réflexif des géographes bordelais concernant la notion de tropicalité et la nature des liens historiques et épistémologiques que ce domaine scientifique entretient avec la géographie coloniale¹. Cependant, à la différence des ouvrages antérieurs, *L'empire des géographes* désincarcère le sujet de l'interrogation pesant sur les héritages disciplinaires et offre un ensemble de questionnements formulés dans le cadre plus large et renouvelé de la recherche sur les sciences sociales en situation coloniale.

L'ouvrage s'ouvre sur trois textes qui, chacun à leur manière, tendent à redessiner les contours du champ de la recherche. Paul Claval propose une synthèse dans laquelle il réarticule les différentes modalités des savoirs sur l'espace (vernaculaire, administratif, académique...) et leurs rapports multiples et inégaux dans les contextes d'exploration, de conquête et de colonisation. Claude Blanckaert replace la géographie dans les savoirs scientifiques sur l'espace colonial et ouvre la voie à de profonds questionnements. La notion même de « science coloniale » est-elle adéquate ? L'attention portée au « pacte colonial » de la géographie n'a-t-elle pas entravé l'analyse des logiques de connaissance et d'action qui ne se conjuguent pas toujours harmonieusement ? Dans quelle mesure le refoulement ou l'oblitération des catégories indigènes offraient-ils au colonisateur des capacités instrumentales objectives ? Enfin, Pierre Singaravéλου dresse un bilan historiographique d'une grande clarté sur la géographie coloniale. Il expose les apports des travaux issus de la critique postcoloniale, mais aussi la manière dont des recherches récentes tentent de dépasser les limites d'une analyse parfois réductrice de la domination, en privilégiant l'étude de la complexité des situations et des contextes dans lesquels les savoirs géographiques coloniaux furent produits.

C'est à cette dernière direction historiographique que l'ouvrage fait la part belle. Les contributions sont organisées en quatre parties qui envisagent successivement l'analyse des lieux de production de ces savoirs géographiques coloniaux, leurs usages politiques et militaires, leurs circulations diverses – tout particulièrement dans les sphères artistique et littéraire –, et enfin la question des héritages et des jeux contemporains. Évitant l'écueil

de l'étude décontextualisée des discours, la quasi-totalité des articles privilégient l'analyse différenciée des groupes sociaux, et mettent au jour leurs pratiques. Il s'agit de comprendre quelles sont les interactions concrètes entre la production de ces savoirs et les pratiques de pouvoir en situation coloniale. La mise en perspective de ces travaux conduit ainsi à reconsidérer profondément le caractère supposé monolithique et univoque de la géographie coloniale.

L'ouvrage permet d'appréhender la diversité des lieux de production. Qu'il s'agisse du terrain de l'exploration scientifique, de la soutenance d'une thèse à la Sorbonne, ou encore des sociétés de géographie, les auteurs montrent surtout, avec une grande finesse, comment ces lieux sont traversés de tensions parfois inattendues. Isabelle Surun reconsidère le terrain de l'exploration européenne en Afrique en démontrant que les rapports entre explorateurs européens et élites locales ne peuvent uniquement être pensés « sous la forme de relations unidirectionnelles et hiérarchisées » (p. 68). La place de la pratique du terrain est également interrogée par Daniel Nordman dans le cadre de l'évaluation académique d'une thèse de géographie coloniale à la fin du XIX^e siècle. Dans les sociétés de géographie ultramarine ou métropolitaine, Jean-François Klein et Emmanuelle Sibeud révèlent que des contradictions structurent les pratiques des adhérents qui ne se conforment finalement pas à un modèle unique et stable de société savante.

Les auteurs mettent également au jour des usages politiques et militaires de la géographie en situation coloniale ainsi que des circulations des savoirs beaucoup plus complexes que ceux auxquels on pourrait s'attendre. L'analyse serrée des pratiques permet à Hélène Blais d'éclairer d'une manière nouvelle l'œuvre cartographique des officiers d'état-major en Algérie entre 1830 et 1870. La carte apparaît alors moins comme l'écho d'une maîtrise du territoire qu'elle ne témoigne de « l'impossibilité d'ordonner l'espace aussi rapidement qu'une conquête militaire achevée l'exigerait » (p. 133). Qu'ils soient analysés à l'échelle de l'empire ou dans l'une de ses parties (Maroc colonial français, Océanie), le positionnement

et la réception des savoirs sur l'espace produits par les savants, les militaires, les missionnaires ou encore les forestiers paraissent changeants ou fort contrastés. Jean-François Staszak, qui interroge les connaissances géographiques accessibles au public métropolitain à la fin du XIX^e siècle, modère, à travers le cas de Paul Gauguin, le rôle de l'Exposition universelle de 1889, et montre la multiplicité des sources d'informations. De manière très convaincante, Matthieu Letourneux nuance également le caractère « colonial » du roman d'aventures qui « témoigne d'un désir des confins qui ne peut se résumer aux espoirs de la colonisation » (p. 195) et est plutôt fondé sur une tension dynamique entre l'ordre colonial et le désordre romanesque.

Enfin, les derniers articles reviennent sur les filiations du tropicalisme, à travers notamment la question de son implantation universitaire bordelaise et du déploiement du savoir médical. L'ouvrage se clôt sur une stimulante réflexion de Daniel Clayton qui interroge les apports des géographies postcoloniales et le rejeu de la notion d'empire dans la géographie anglophone du temps présent.

Contrairement à ce qu'affirme Yves Lacoste, pour les historiens comme pour les géographes qui s'intéressent aujourd'hui à ce qu'a été la géographie coloniale, la question n'est absolument pas de savoir « si cette géographie-là [...] a été une bonne ou une mauvaise géographie » (p. 237). *L'empire des géographes* affirme assurément un tout autre positionnement. Les contributions offrent le panorama d'une recherche vivante et féconde, fortement articulée au renouvellement historiographique de l'histoire des sciences sociales en situation coloniale. Sans nier en rien le fait de domination intrinsèque à la situation coloniale, les chantiers ouverts permettent de reconsidérer la catégorie de géographie coloniale en ce qu'elle a été multiple, complexe voire contradictoire.

FLORENCE DEPREST

1 - Michel BRUNEAU et Daniel DORY (dir.), *Les enjeux de la tropicalité*, Paris, Masson, 1989, et *Géographies des colonisations, XV^e-XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 1994.

Benedict Anderson*Under three flags:**Anarchism and the anti-colonial imagination*

Londres, Verso, 2005, 255 p.

Les trois drapeaux sous lesquels Benedict Anderson place son ouvrage sont, à la fin du XIX^e siècle, le drapeau noir de l'anarchisme, celui de Cuba en lutte pour son indépendance et celui du *Katipunan*, mouvement nationaliste philippin initiateur d'une insurrection armée contre le colonisateur espagnol. Davantage d'influences encore sont prises en compte dans ce livre foisonnant, révélateur d'un esprit fin de siècle, celui d'intellectuels et militants de diverses origines. Les chassés-croisés entre métropoles et périphéries de ce premier âge de la mondialisation fournissent l'occasion de mettre en œuvre une minutieuse description de la circulation des hommes, des thèmes romanesques et des actions politiques. B. Anderson s'appuie sur des documents divers : livres à prétention scientifique ou romans, lettres, manifestes politiques, synthèse et comparaison d'ouvrages de première main. Ils lui permettent d'analyser le développement, chez certaines élites intellectuelles issues de pays colonisés, d'un nationalisme et d'un anti-colonialisme précoce, au sein d'un empire espagnol politiquement et militairement faible. Influences et trajectoires multiples, emprunts aux sciences, à la littérature, aux expériences du monde entier, sont un moyen de sortir du cadre étriqué d'un empire déclinant. L'auteur démontre les liens croisés entre anarchismes et nationalismes de différents continents à travers l'histoire de deux personnalités militantes des Philippines : le journaliste, pionnier des études folkloriques, Isabelo de los Reyes et le romancier José Rizal.

Les trois premiers chapitres sont consacrés à une analyse minutieuse de leurs œuvres. B. Anderson s'intéresse au propos, à la genèse et aux conditions de production de *El folk-lore filipino* d'I. de los Reyes (1887) et du second roman de J. Rizal, *El filibusterismo* (1891). La circulation croissante des savoirs conduit le premier à se passionner, sans avoir quitté l'archipel, pour la nouvelle science du folklore importée d'Europe. I. de los Reyes utilise ses travaux pour réhabiliter le savoir populaire

autochtone. Le folklore lui permet de faire revivre une culture précoloniale dépourvue d'écrit et de rendre compte d'une unité culturelle de l'ensemble de l'archipel, par-delà les différents langages. Il rapproche l'intellectuel hispanisé des hommes des tribus montagnardes, désignés comme ses « frères », alors même qu'il ne se définit pas encore comme « Philippin ». Il fournit un point de comparaison entre cette culture et celle des peuples européens, relativisant ainsi le fossé entre colonisés et colonisateurs. Le retentissement de ses travaux lui offre une double légitimité face à des élites coloniales marquées par la toute-puissance des ordres religieux : celle de la métropole tout d'abord, quand il remporte un prix à Madrid ou s'autorise à désigner les folkloristes espagnols comme ses « collègues » ; la caution scientifique du reste de l'Europe auréolée d'une récente suprématie militaire et scientifique ensuite, puisqu'il publie également en Allemagne.

J. Rizal choisit la forme romanesque pour un tableau violemment satirique de la société coloniale. *El filibusterismo* raconte l'histoire d'un jeune métis (*mestizo*) qui, ayant fait fortune, revient aux Philippines sous une fausse identité et projette de faire exploser une bombe lors d'un mariage réunissant la fine fleur des élites coloniales. L'écrivain est influencé, à partir de vingt ans, par ses voyages : cinq années d'études en Espagne puis le même temps passé à parcourir Allemagne, France et Grande-Bretagne. B. Anderson exhume dans une analyse très fine les correspondances, parfois lointaines, entre l'œuvre de J. Rizal et les avant-gardes de l'époque : Mallarmé, Huysmans, Poe, Baudelaire, Sue, Galdós, Douwes Dekker, pionnier de la littérature anticoloniale. Il note l'influence d'auteurs plus anciens comme Cervantès, ou populaires comme Dumas père. Il décrit le parcours de J. Rizal dans une Europe où commence à peine à se développer la théorie anarchiste de la propagande par l'action, qui débouche sur des attentats et des assassinats de chefs d'États. Ces influences croisées donnent à son roman une force et une originalité inédites.

Le quatrième chapitre évoque le retour de J. Rizal aux Philippines entre 1891 et 1896, jusqu'à son exécution à l'âge de 35 ans à peine.

La notoriété assurée par son roman et son opposition à la stratégie assimilationniste de Marcelo del Pilar, nationaliste installé en Espagne, le poussent à rentrer, malgré les risques, après avoir envisagé un temps de fonder une colonie philippine sur l'île de Bornéo. Il est arrêté et exilé dans le sud de l'archipel alors que la situation de l'empire colonial espagnol est de plus en plus fragilisée par le déclenchement de l'insurrection de José Martí à Cuba et par la montée en puissance du Japon et des États-Unis. Paradoxalement, J. Rizal devient l'un des premiers martyrs d'une révolution qu'il avait vivement désapprouvée, jugeant le moment prématuré.

Dans une dernière partie, B. Anderson décrit les effets de la retentissante répression de Antonio Cánovas à Barcelone, suite à un attentat à la bombe perpétré en 1896 pendant une fête religieuse. La citadelle de Montjuich devient un symbole de l'arbitraire et des tortures infligées aux militants républicains et anarchistes. Ils partagent leurs cellules avec les nationalistes portoricains, cubains, philippins, comme Ramón Betances ou Mariano Ponce. Débute alors, portée par la diaspora des militants de gauche expulsés d'Espagne, une croisade européenne contre Cánovas, qui passe par Londres et Paris. Cette conjoncture explique aussi bien l'assassinat du dirigeant espagnol par un anarchiste italien que l'importation aux Philippines d'ouvrages de Marx ou de Bakounine par I. de los Reyes. Déporté à Montjuich, favorablement impressionné par les militants de la gauche espagnole rencontrés en prison, celui-ci soutient à son retour aux Philippines la création de mouvements collectifs de travailleurs, de syndicats.

Sous la plume de B. Anderson, cette première mondialisation apparaît certes marquée par la concurrence entre anciens et nouveaux empires, mais également comme un moment de circulation des solidarités et des idées. Certains allers-retours, voire raccourcis, entre passé et présent sont parfois surprenants, même s'il existe des points de rapprochement entre premier âge de la mondialisation et période actuelle. Ils participent d'une dimension engagée et personnelle de l'ouvrage. B. Anderson met en œuvre une riche histoire intellectuelle plus que sociale, économique ou

politique. Il s'attache à des personnalités sans cerner complètement les forces sociales en jeu ou le ralliement d'une partie de la population à l'insurrection de 1896, à la grande surprise des intellectuels nationalistes eux-mêmes. L'intérêt de l'ouvrage réside cependant dans la manière dont il passe d'un continent à l'autre, d'une avant-garde artistique ou scientifique à une avant-garde politique ou anticolonialiste. Il permet de reconsidérer les rapports et échanges entre métropole et colonie sous un angle inattendu et fécond, sans manichéisme, selon une démarche qui peut être une source d'inspiration pour les recherches sur l'anticolonialisme au ^{xx}e siècle.

SYLVAIN PATTIEU

Norman Etherington (éd.)

Missions and empire

Oxford, Oxford University Press, 2005,
332 p.

Ce volume fait partie d'un ensemble plus vaste d'ouvrages publiés par l'université d'Oxford sur l'histoire de l'empire britannique de ses origines au ^{xx}e siècle. L'histoire proprement dite de l'empire fait l'objet de quatre tomes complétés par un volume consacré à l'historiographie. Pour explorer les sujets qui n'avaient pas pu être traités de façon exhaustive, d'autres titres sont parus et exposent des recherches récentes sur le genre, la place de l'Irlande ou l'expérience noire et, en 2005, sur les missions.

Cet ouvrage se propose de montrer la complexité des liens entre missions et empire colonial à partir de l'exemple britannique. Le livre a l'ambition de couvrir toutes les régions du monde qui ont appartenu à l'empire britannique ou qui auraient pu devenir propriété de la couronne. En raison de ce découpage, le Sud-Est asiatique y a sa pleine part, mais non la Chine. Le Proche-Orient, où la couronne britannique ne possède pas à proprement parler de colonie, fait partie des espaces délaissés alors que les missions britanniques y ont été très florissantes. L'approche se veut résolument thématique : la mission est traitée comme un phénomène qui garde des caractères

propres quel que soit le lieu où elle se déploie. Dans les premiers chapitres, l'ouvrage suit cependant un plan chronologique et décrit la christianisation de l'Amérique avant de présenter un panorama des missions britanniques. Deux chapitres sont ensuite consacrés aux relations entre les missions et le pouvoir colonial. L'ouvrage s'intéresse alors successivement aux missionnaires indigènes, aux femmes, au langage, à l'anthropologie, et enfin à l'enseignement et à la médecine. Il se clôt par un chapitre sur la décolonisation.

Cette ambitieuse synthèse rompt avec une histoire missionnaire qui s'est trop longtemps attachée à penser l'action des religieux en termes d'échecs et de succès en fonction du nombre de convertis et de la création ou non d'Églises locales. Pour l'historien, l'entreprise missionnaire mérite d'être étudiée indépendamment de son résultat. Quel qu'il soit, elle reste un lieu de rencontre de cultures différentes, liée à l'expansion de l'Europe. L'histoire d'un face-à-face entre missionnaires et pouvoir colonial sous le regard de populations indigènes complètement passives est définitivement abandonnée. Dans tous les chapitres, les relations des missionnaires avec les populations locales sont au centre de l'analyse et la mission est considérée comme un facteur de transformations sociales plus larges que celles qui toucheraient le seul domaine religieux. Ces problématiques guident également les recherches actuelles sur les missions françaises qui n'ont jamais fait l'objet d'un exposé aussi systématique. Les convergences sont pourtant grandes et ce livre permet d'en relever plusieurs.

Les premiers chapitres qui traitent de façon plus directe des relations entre mission et pouvoir colonial privilégient une approche globale permettant de comparer ces relations d'un continent à l'autre et de prendre en compte les interactions entre ce qui se passe dans l'empire et la situation en métropole. Partout, les rapports entre pouvoir colonial et mission varient beaucoup en fonction de la présence ou non de colons, et des relais que les deux protagonistes de la scène outre-mer peuvent mobiliser en Grande-Bretagne. Car les terres lointaines de la mission et de la colonisation ne sont jamais complètement coupées

de la métropole et les deux espaces inter-fèrent. Le développement de la colonisation et de la mission a ainsi conduit à la reformulation du nationalisme britannique à la fin du XVIII^e siècle autour des trois C : commerce, civilisation et christianisation. Missions et colonisation ont aussi marqué de leurs empreintes les conceptions que se font les Européens de l'homme et du monde. Désireux de mieux connaître leurs fidèles, les missionnaires ont retranscrit leurs récits fondateurs, relevé leurs us et coutumes, et collectionné leurs objets traditionnels. Ils ont ainsi pris part à la naissance de l'anthropologie. Sa professionnalisation et le développement des théories fonctionnalistes ont fini par mettre à mal leurs théories souvent moralisantes. Par la suite, les indépendances creuseront encore le fossé entre mission et anthropologie. Parmi les effets retour de la mission en métropole, ceux qui relèvent du domaine religieux ne sont pas mentionnés peut-être parce que le propos du livre se situe davantage dans les colonies qu'en Grande-Bretagne.

La plupart des chapitres du livre traitent des relations des missionnaires avec la population locale et soulignent leur dépendance face à leurs ouailles. Les religieux sont sans cesse contraints d'accommoder leurs pratiques pour s'en faire accepter. Les problèmes de traduction illustrent bien l'impossibilité qui est la leur de s'en tenir à un discours européen pré-établi. Dans certaines langues, le choix d'un terme pour désigner Dieu le père ou le mariage chrétien s'apparente à un véritable casse-tête et oblige les missionnaires à adapter leur vocabulaire et, parfois, à faire des concessions en matière de mœurs. Cette obligation de toujours négocier leurs principes et leurs prescriptions pour les rendre compréhensibles et acceptables explique en grande partie les contradictions qui marquent leur apostolat. Il n'est pas rare que les missionnaires soient obligés de tolérer des pratiques que leurs écrits et leur foi condamnent, comme la polygamie.

Contraints à de multiples accommodements, les missionnaires sont en outre forcés de reconnaître que les conséquences de leur action leur échappent. L'accès à l'écrit et à la presse éveille les consciences politiques et fournit des arguments pour critiquer la coloni-

sation. Le modèle de la femme au foyer subit la concurrence du contre-modèle qu'offrent celles-là mêmes qui en font la promotion : les femmes missionnaires qui ont quitté famille et patrie afin d'œuvrer pour la mission. L'impact de l'enseignement missionnaire et, plus généralement, de leur apostolat reste pourtant difficile à évaluer et n'a suscité que peu d'études. Dans cet ouvrage, il est particulièrement abordé à travers la figure de l'évangéliste indigène dont un chapitre analyse plusieurs récits de vie. Ces auxiliaires de la mission qui ont joué un rôle considérable mais traditionnellement sous-évalué (ils sont plus nombreux que les missionnaires européens et ont permis de démultiplier leur action) font cependant partie des grands absents de l'historiographie missionnaire.

Ce large panorama des missions britanniques se révèle très proche des travaux menés en France où les relations entre les religieux européens et les populations indigènes dans leur double dimension (négociation pour les missionnaires/réappropriation pour les populations locales) sont aussi au centre des recherches actuelles. Cette convergence invite à des comparaisons entre missions catholiques et protestantes, anglaises et françaises, que malheureusement ce livre ne tente qu'à de trop rares moments. Elle indique cependant une voie à suivre pour l'histoire missionnaire : s'affranchir des dénominations religieuses et penser la mission comme un aspect particulier et riche d'enseignements de la mondialisation.

CHANTAL VERDEIL

Patrick Harries

Butterflies & barbarians: Swiss missionaries & systems of knowledge in South-East Africa
Oxford, James Currey, 2007, 286 p.

Cette étude suit des missionnaires suisses de leur monde européen jusqu'au continent africain. Cette approche, longtemps délaissée car c'est celle des anciennes hagiographies coloniales et missionnaires, est de nouveau en vogue. On pourrait craindre un retour vers l'histoire coloniale (l'histoire de la race blanche en Afrique), mais ce n'est pas du tout le cas.

C'est une histoire des sciences coloniales qui s'inscrit dans la tradition des *imperial studies*, une histoire de la colonisation, donc une histoire des idées et des représentations impériales et européennes sur l'Afrique. Plus exactement, il s'agit d'une histoire de l'anthropologie et des missions, mais pas d'une histoire de l'Afrique. L'objet est la production scientifique des missionnaires suisses en Afrique australe. Patrick Harries est néanmoins un historien de l'Afrique aguerri, comme le prouvent ses autres travaux, ainsi que la manière subtile dont il traite les acteurs africains, en particulier dans les chapitres consacrés au christianisme et à l'alphabétisation.

La façon dont l'auteur aborde le mouvement de réveil religieux au milieu des années 1880 parmi les convertis protestants est particulièrement passionnante et elle est ancrée dans l'histoire des religions en Afrique. Il montre à merveille l'importance de ce mouvement pour les convertis : adoption d'un message et de rituels chrétiens mais aussi des enjeux autour de l'oralité, du genre, du pouvoir, prolongation des cultes de possession et des mouvements anti-sorcellerie. Les missionnaires, quant à eux, interprètent ce réveil dans la suite des réveils protestants européens du XIX^e siècle dont ils sont eux-mêmes issus, puis comme une forme d'hérésie et, finalement, comme un passage progressif du paganisme au christianisme. Nombreux en Afrique à cette époque, l'auteur suggère de façon particulièrement enrichissante de comparer ces réveils avec les mouvements pentecôtistes africains actuels.

Le retour vers la forme ancienne d'écriture est logique. Le livre est en effet destiné à un public de spécialistes de l'Afrique australe, la région la plus et la mieux étudiée du continent africain, qui est ironiquement beaucoup plus à l'aise avec l'histoire du Transvaal et du Mozambique qu'avec celle de la Suisse. L'auteur fait davantage d'efforts pédagogiques concernant l'histoire religieuse suisse que l'histoire de l'Afrique australe dont il tient la connaissance pour acquise. Pour cette dernière, l'événementiel est souvent juste suggéré plus qu'expliqué.

La finesse de la connaissance acquise sur cette région nécessite un retour sur les parti-

cularités européennes de certains de ses acteurs. On ne peut considérer l'imaginaire européen comme uniforme ; il est utile de différencier Boers, Anglais et Portugais mais également Suisses, Français, Allemands et Américains. La pensée des missionnaires suisses est donc ici parfaitement contextualisée et individualisée dans son cadre occidental. Il s'agit dans cette étude d'une normalisation rafraîchissante où l'Afrique n'est pas exotique ; les bergers suisses dans leurs alpages le sont plus que les éleveurs africains dans le veld !

Le thème de ce livre porte sur la manière dont les missionnaires de Suisse romande produisent, sur la zone frontière entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, une littérature anthropologique de haut niveau qui laisse sa marque dans l'histoire de cette discipline. Pour ce faire, l'auteur reconstruit l'héritage intellectuel de ces hommes : à la fois le poids de l'histoire religieuse et sociale suisse, l'expérience du travail de missionnaire, mais également les outils intellectuels qui sont à leur disposition. La relation particulière, romantique et nationaliste des Suisses, nation alpine, avec les paysages est utilisée pour montrer comment ces derniers donnent sens à ceux d'Afrique australe. Le savoir missionnaire se bâtit à travers une formation en théologie libérale, avec un intérêt pour la géologie, la cartographie, les sciences naturelles (en particulier la botanique et l'entomologie) et la linguistique, et débouche naturellement sur l'anthropologie sociale.

Le *summum* de cette évolution conduit à l'ouvrage d'Henri Junod qui est loué par une myriade de grands noms de l'anthropologie : Charles Seligman, Wilhelm Schmidt, Marcel Mauss, Bronislaw Malinowski, Isaac Shapera, Max Gluckman...¹ Son étude est novatrice par bien des aspects mais, comme le souligne P. Harries, elle est également au cœur des contradictions fondatrices de l'anthropologie. Elle enferme les Africains dans des tribus au passé a-historique. Les Gwamba, les Ronga, appelés Thonga, qu'étudie H. Junod sont la création de l'action combinée des missionnaires et de la colonisation. C'est à travers l'alphabétisation et l'élaboration d'une grammaire standard qu'une région peuplée de réfugiés disparates devient une communauté imagi-

naire, une « tribu ». Avant la conversion, il s'agit d'un ensemble d'individus qui parlent une multitude de langues, sans langue véhiculaire. En réalité, la situation linguistique est particulièrement instable. Des évolutions divergentes très rapides s'ajoutent à un multilinguisme généralisé. Les hommes ne privilégient pas les mêmes langues que les femmes, et les jeunes pas les mêmes que les vieux ! L'action missionnaire joue un rôle de cristallisation identitaire autour d'une langue écrite stable et standardisée. Avant la grammaire et la conversion au christianisme, à l'élaboration desquelles Junod prend une part active, la « tribu », « peuple » ou « race » africaine décrite par le même Junod n'existait pas !

C'est donc un ouvrage riche et très complet et, ce qui est très rare, aussi à l'aise dans le Jura que dans les environs de Lorenço Marques (aujourd'hui Maputo, capitale du Mozambique).

HENRI MÉDARD

1 - Henri JUNOD, *Mœurs et coutumes des Bantou. La vie d'une tribu sud-africaine*, Paris, Payot, [1912] 1936.

Bouda Etemad

De l'utilité des empires. Colonisation et prospérité de l'Europe, XVI^e-XX^e siècles
Paris, Armand Colin, 2005, 335 p.

Avec cet ouvrage, Bouda Etemad poursuit son travail sur l'importance des phénomènes coloniaux afin d'expliquer les disparités mondiales et l'amplitude des contrastes de développement Nord-Sud. Il démontre ainsi la complexité de l'impact de ce que l'on appelait dans les années 1980 « le fait colonial ». À la suite de Paul Bairoch, l'auteur revient sur les principales querelles opposant les historiens économistes qui ont cherché à minimiser ou maximiser l'impact des colonisations – modernes ou contemporaines – sur l'économie mondiale, creusant de fait les écarts de croissance entre les puissances impériales et les pays dominés. Plus encore, il s'efforce de nuancer, avec virtuosité, les explications données par nombre d'acteurs ou d'historiens qui se livrèrent à ce sujet à une véritable guerre

des chiffres, de Bartolomé de las Casas et Adam Smith à Raymond Cartier en passant par Eric Williams et Jaques Marseille. Comme P. Bairoch en son temps¹, B. Etemad relève les contradictions et les incohérences de ces débats tout en soulignant le fait que chacune de ces prises de position contient une part de vérité. Avec un parfait bon sens, il rappelle « que les colonies puissent à la fois renforcer et miner les économies métropolitaines n'est pas plus contradictoire que le fait pour une entreprise d'avoir des rentrées et des sorties d'argent » (p. 8), mais aussi que les colonisations furent un incroyable gâchis humain. Convoquant avec humour l'historien Carlo Cipolla, B. Etemad démontre qu'une « colonisation inutile » rangerait le colonisateur au rang de « super-stupide », tout comme la perte subit par les dominés ne se réduit pas systématiquement – loin de là – à un jeu à somme nulle, se traduisant *ipso facto* par un gain équivalent pour les puissances dominatrices (p. 11). Tout est dans la nuance, un empire peut rapporter à certains et coûter à d'autres. Toute démarche visant à généraliser une approche plutôt qu'une autre est, selon lui, plus idéologique qu'historique.

Pour ce faire, l'auteur exclut les puissances impériales les moins représentatives de la domination coloniale européenne et se focalise sur la Grande-Bretagne, la France, le Portugal, les Pays-Bas et la Belgique. Le livre, composé de douze chapitres, se divise en trois parties qui visent à démontrer le peu d'écart existant jusqu'au XVIII^e siècle entre l'Europe conquérante – dont l'agitation et la division seraient l'un des moteurs principaux de sa croissance et de son expansion – et les pays qu'elle va dominer au cours des siècles suivants. Les six premiers chapitres (« Le monde à égalité avec l'Europe ») et les deux tiers de la deuxième partie (« Le centre et la périphérie ») y sont intégralement consacrés, alors que le reste de l'ouvrage développe – empire par empire – les modalités de l'utilité impériale. À ce jeu, il apparaît que celle-ci joua – un temps et de façon non uniforme – un rôle évident dans l'économie des puissances dominantes. En revanche, impérialisme ne rime pas toujours avec industrialisation, le cas du Portugal étant là pour le démontrer. De même, l'utilité n'est pas toujours là où on l'attend : ainsi le Congo

fut-il plus profitable pour le petit royaume belge que « la France des quatre parties du monde » pour sa métropole qui n'a, finalement, « que l'empire qu'elle mérite » (p. 180-213)... L'interdépendance, la multiplicité et la complémentarité des possessions britanniques (des colonies de peuplement pour absorber le surplus industriel et des colonies d'exploitation pour les matières premières) font de l'empire anglais un gigantesque système qui fournit à la Grande-Bretagne une puissance supplémentaire. Cependant, dans ce chapitre – de loin le meilleur de l'ouvrage –, B. Etemad conclut que même sans Liverpool, Manchester aurait tout de même existé.

L'autre intérêt de cet ouvrage, véritable essai d'histoire globale, est justement de broser une approche très nuancée des questions impériales. L'auteur rappelle régulièrement l'importance de ne pas généraliser et déchronologiser cette histoire complexe tout en appelant les historiens au croisement des informations et des analyses, seul capable de donner un sens et du relief à une histoire qui, de 1415 (prise de Ceuta par les Portugais) à la fin des années 1930 (annexion de l'Éthiopie par les troupes italiennes), s'étendit sur 70 % du globe. « L'ampleur du phénomène est sans précédent » (p. 5). Déjà, dans *La possession du monde* qu'il réutilise à bon escient, l'historien rappelait « qu'au total aujourd'hui, 70 % de la population mondiale a un passé colonial [...] soit en tant qu'ex-colonisateurs, soit en tant qu'ex-colonisés »². Dans son dernier ouvrage, il démontre clairement l'interconnexion des économies métropolitaines et celles de possessions ultramarines, montrant à quel point celles-ci forment un système complexe qui, en fonction des empires, des périodes et des secteurs de l'économie – en particulier industriels ou préindustriels –, incite ou freine la croissance des métropoles coloniales.

En posant le problème de l'utilité des empires pour les métropoles, l'auteur répond à la question en trois temps. Tout d'abord, sans l'expansion ultramarine, la réussite européenne aurait été probablement moins écrasante mais aurait tout de même eu lieu. Elle n'est, pour l'Europe, qu'un apport parmi d'autres mais, pour les dominés, le coût humain de leur interconnexion au « système-monde » fut invraisemblablement élevé.

Ensuite, l'auteur avance l'idée que « plus les écarts de développement entre métropoles et colonies s'élargissent, moins les secondes s'avèrent 'utiles' pour les premières » (p. 292). « L'idée impériale » croît de façon inversement proportionnelle à « l'utilité des empires ». On n'a jamais tant célébré les colonies que dans les années 1930 alors que leur rentabilité apparaissait de moins en moins évidente, paradoxe déjà relevé en son temps par Charles-Robert Ageron. Enfin, dernière réponse, plus les disparités se creusent entre métropoles et possessions ultramarines, plus le « fardeau de l'homme blanc » se fait pesant, donnant ainsi raison aux libéraux qui au XIX^e siècle n'avaient rien contre la colonisation pour autant qu'elle ne soit pas mercantile et protectionniste. Les chambres de commerce libérales des deux derniers siècles préconisaient l'enrichissement des colonisés sous peine de voir sombrer le monde industriel ou bien la nécessité de se dégager du guêpier colonial. C'est aujourd'hui chose faite, mais les écarts mondiaux eux sont bien la résultante de ce mariage improbable, polygame et violent que l'Europe imposa au monde. C'est ce bilan que se propose de dresser B. Etemad dans son dernier livre, *Crimes et réparations. L'Occident face à son passé colonial*³. Un dernier volet qui vient clore un triptyque nécessaire à tout historien qui s'intéresse d'intelligente façon à ces questions.

JEAN-FRANÇOIS KLEIN

1 - Paul BAIROCH, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 1999.

2 - Bouda ETEMAD, *La possession du monde. Poids et mesures de la colonisation, XVIII^e-XX^e siècles*, Bruxelles, Éd. Complexe, 2000.

3 - Bouda ETEMAD, *Crimes et réparations. L'Occident face à son passé colonial*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008.

Elsa Dorlin

La matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la nation française

Paris, La Découverte, 2006, 308 p.

Le livre que nous propose Elsa Dorlin est à n'en pas douter un livre important. La

démarche est originale et croise de façon inattendue, et finalement fertile, une approche très classique d'une « histoire des sciences » de tradition française telle qu'elle est écrite par les philosophes avec les apports empiriques, théoriques et critiques de travaux issus des *gender and postcolonial studies*. Une rencontre inédite qui utilise également nombre de recherches historiques françaises et met au travail des contributions théoriques du féminisme « hexagonal » : Colette Guillaumin, Paola Tabet ou – plus influente encore dans la démarche quoique moins visible – Eleni Varikas.

Le projet est ambitieux et puise son origine dans l'urgence historique, théorique, politique de remédier à une défaillance de la pensée, qui est indissociablement une défaillance pour le présent et la possibilité d'un « vivre ensemble » : « En étudiant les XVII^e et XVIII^e siècles français, j'entends fournir des outils théoriques et politiques pour penser comment les identifications sexuelles et raciales, telles qu'elles ont été élaborées durant cette période, travaillent encore notre modernité » (p. 12). L'entreprise est généalogique : elle recherche les logiques, les significations durables, les tournants, les effets. La thèse est claire, et pour l'essentiel convaincante : il s'agit, en revenant sur l'histoire des « catégories » de sexe et de race, de mettre en évidence leur « rapport génétique, c'est-à-dire leur engendrement réciproque » (p. 12). La métaphore de la matrice permet à l'auteure de montrer en quoi la « différence sexuelle » se trouve finalement être le « moule théorique de la différence raciale » et comment le concept médical de « tempérament » permet de glisser du sexe à la race (p. 14). Théorisé comme subalterne, le corps féminin est avant tout entendu comme malade. Un des apports d'E. Dorlin est de souligner l'importance de la santé comme critère de différenciation entre les hommes et les femmes, avant toute autre forme de différenciation physique. Entre le sain et le malsain, l'ambiguïté et les ajustements sont constants et l'auteure décorrique le travail qu'il est sans cesse nécessaire de réaliser « en théorie », et notamment dans les corpus médicaux qu'elle étudie, pour raccommoder les incohérences qui ne manquent

pas de surgir « en pratique ». À force de décrire l'éternel féminin sous le régime de la faiblesse, du manque et du pathologique, c'est bientôt la nation elle-même qui se trouve menacée. Les figures de la « paysanne » puis de la « mère » – non sans de nouvelles et inextricables contradictions quant à l'état physiopathologique que représente la grossesse – permettraient de progresser – nécessité oblige – vers une idée de la santé féminine indispensable à la figuration possible d'un avenir pour la nation, au moment où la question de la population devient une préoccupation.

Le chapitre intitulé « Le lait, le sang, le sol » est le moment d'une bifurcation qui nous conduit de la question des nourrices et de l'allaitement à celle de la transmission des qualités physiques et morales, de la question des techniques d'élevage et de croisement des chevaux pratiquées par la noblesse à celle du trafic des femmes et des esclaves. Le problème, indissociablement médical, scientifique et politique, est celui du mélange des populations du fait de l'entreprise coloniale, des chances de régénération ou des risques de dégénération de l'espèce, des races, de la nation. Dans le contexte du premier empire français, la police de la sexualité des colons semble ne devenir impérieuse qu'après une période libérale et la multiplication des fruits – autant d'enfants métis – que ces unions ne manquent pas de produire. Au cours du XVIII^e siècle, les dispositions législatives tendent à empêcher les unions entre planteurs et esclaves. Les faits semblent déranger une fois encore l'équilibre difficilement atteint, tant pour justifier l'entreprise coloniale que pour allouer les places « naturelles » aux un(e)s et aux autres. E. Dorlin montre en effet comment les traités relatifs aux « maladies des nègres », qui s'inspirent et prennent le relais de ceux consacrés aux « maladies des femmes », contribuent à définir comme médicalement bonne et politiquement juste l'explication désormais raciale du système esclavagiste : si les Africains n'étaient pas tenus en esclavage, disent les médecins, ils seraient malades, l'esclavage se présente donc comme le moyen le plus adapté à la constitution des esclaves pour les maintenir en bonne santé.

Thèse forte, exprimée avec vigueur et clarté, ce livre ne manquera pas de susciter des critiques dont certaines seront justifiées par le fait que les choix de méthode, de sources et de disciplines sont le signe d'un nécessaire renoncement à d'autres options possibles. Sans doute certains chapitres – notamment sur les maladies des femmes, la nymphomanie ou les savoirs obstétriques – souffrent-ils plus que d'autres d'un effet de « déjà-vu », lié à l'importance d'une production historique qu'ils contribuent aussi à mettre en évidence. Encore pourra-t-on regretter que le statut des textes médicaux étudiés ne soit pas toujours questionné, que ces corpus soient en quelque sorte mis en équivalence dans la longue durée, sans qu'il ne soit possible d'en mesurer le poids, l'impact ou la singularité relative. Une des questions n'est-elle pourtant pas de s'interroger sur cette nécessité historique de passer par le discours médical (ou savant) pour rendre compte des différences, de leurs manifestations et de leurs causes ? Une autre ne serait-elle pas – dans l'esprit foucauldien revendiqué dès l'introduction par l'auteure – d'envisager comment ce régime discursif opère ? La façon dont ces discours médicaux irriguent la société, s'inscrivent dans des institutions, deviennent des « dispositifs » est peu évoquée, contribuant parfois à une sorte de naturalisation de la capacité productive ou « génétique » du discours. On aimerait alors en savoir davantage sur les controverses et les alternatives disponibles, mieux comprendre comment les choses ont fonctionné. Inversement, on se doit de reconnaître qu'en s'émancipant de l'épaisseur et de la texture que le travail historique atteint dans la connaissance intime d'un contexte et des multiples alternatives qui y vivent sous forme ouverte et non réglée, l'auteure se trouve dans la capacité de dessiner des directions, d'affirmer des tendances, et de faire rebondir dans le contemporain ces généalogies anciennes. Une façon de poursuivre la discussion et l'analyse politique des liens entre sciences, race et genre dans le contexte colonial, mais cette fois au XX^e siècle, sera la lecture de l'œuvre essentielle et encore largement inédite en français de Donna Haraway¹. Dans ce dernier cas, c'est autant « l'entreprise

science » dans le domaine du vivant que les possibilités actuelles d'investigation et de narration en sciences sociales qui sont questionnées.

DELPHINE GARDEY

1 - Donna J. HARAWAY, *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences, fictions, féminismes*, anthologie établie par L. Allard, D. Gardey et N. Magnan, Paris, Exils, 2007.

Florence Gauthier

L'aristocratie de l'épiderme. Le combat de la Société des citoyens de couleur, 1789-1791
Paris, CNRS Éditions, 2007, 446 p.

Frédéric Régent

La France et ses esclaves. De la colonisation aux abolitions, 1620-1848
Paris, Grasset, 2007, 354 p.

Le passé de l'esclavage est, aujourd'hui, fortement évoqué en France. Mais, le sujet reste globalement mal connu et, malgré de récents efforts pour remédier à cette situation, il reste peu abordé dans l'enseignement de l'histoire. Tout cela révèle à quel point la question de l'esclavage demeure, pour les Français, difficile à prendre en compte dans les analyses de ce qu'est la France et de ce qu'elle devrait être.

Quel rôle l'écriture de l'histoire devrait-elle jouer dans les débats sur le passé de l'esclavage ? S'il n'appartient pas aux historiens de contrôler ce que la société et les institutions font de l'histoire, ils ont cependant la liberté de proposer des textes qui nourrissent un débat riche de toute la complexité du passé. C'est ce que tentent de faire, de manière différente, les derniers livres de Florence Gauthier et de Frédéric Régent, tous deux s'inscrivant dans le nouveau et important développement de l'historiographie relative à l'esclavage en France.

Dans le travail stimulant de F. Régent, tous les grands thèmes de la recherche historique sur l'esclavage se trouvent rassemblés à travers une présentation et une analyse nuancées. Ce travail réussit à présenter toute la

complexité de l'histoire des colonies et de l'esclavage dans la « France Atlantique » et dans l'océan Indien, avec un style précis et clair. Dans son premier ouvrage, *Esclavage, métissage, liberté*, F. Régent peignait un portrait détaillé de la société guadeloupéenne pendant la période révolutionnaire, dans ces aspects sociaux, culturels, juridiques, politiques et économiques. Dans son nouveau livre, il utilise cette même approche globale, mais il en élargit l'aire géographique et chronologique en explorant toute l'histoire de l'esclavage dans l'ensemble de l'empire français, depuis ses débuts jusqu'à l'abolition de 1848.

Le lecteur trouvera tout au long du livre des détails utiles, de bonnes synthèses et des conclusions nuancées et convaincantes. Tout en présentant un ensemble de savoirs sur l'histoire de l'esclavage, F. Régent met en évidence à quel point celle-ci reste peu intégrée dans les « grands récits » de l'histoire française. Il démontre combien ces savoirs sont pourtant essentiels pour la compréhension de l'histoire d'une France profondément marquée par celle de l'esclavage.

Un des thèmes abordés – le rôle de l'esclavage dans l'essor économique de la France au XVIII^e siècle – est en résonance avec celui, parallèle, du rôle de l'esclavage dans l'histoire du développement industriel de l'Angleterre, qui a été beaucoup et longtemps débattu dans l'historiographie anglophone. Dans son livre *Capitalism and slavery*, Eric Williams insistait sur la centralité de l'esclavage dans l'expansion économique de l'Angleterre. Cette analyse a inspiré une série de recherches approfondies sur le sujet, s'opposant d'ailleurs souvent à la thèse d'E. Williams. En revanche, en France, malgré quelques efforts significatifs de la part d'historiens comme Éric Saugera ou Olivier Pétré-Grenouilleau, on connaît toujours très peu les effets précis de la part française de la traite négrière et de la vente des denrées coloniales par des marchands français sur les structures économiques et sociales, les pratiques de consommation, la production culturelle et bien d'autres réalités de la France de l'époque.

F. Régent explique de manière complète et persuasive que « le développement du commerce colonial dope la croissance écono-

mique des ports atlantiques et de leurs arrière-pays », notamment parce que la France est devenue « le premier exportateur mondial de sucre, de café et de coton ». Il admet cependant que le commerce colonial n'explique pas « à lui seul le décollage industriel de la France » mais il souligne, à l'instar d'E. Williams, que ce commerce « participe au développement même de l'esprit du capitalisme » et rend « indispensable la consommation croissante de denrées non vitales (café, tabac, cacao) produites aux dépens du sang et de la sueur des esclaves » (p. 130-131). Enfin, F. Régent indique des pistes de recherche qui pourraient conduire à une connaissance encore plus profonde de la vie quotidienne en France à l'époque de l'expansion coloniale aux Amériques. C'est l'un des mérites de son livre que de proposer des analyses bien fondées sur l'historiographie du sujet, tout en mettant en lumière combien il reste encore à connaître.

L'ouvrage de F. Gauthier est très différent dans son approche et sa portée. Il apporte, en effet, un complément important à la synthèse que représente *La France et ses esclaves*, puisqu'il propose une lecture extrêmement détaillée d'une courte mais décisive période du combat contre l'ordre racial dans la société esclavagiste de Saint-Domingue. F. Gauthier, notamment dans son livre *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution*, s'est intéressée aux débats métropolitains sur les droits politiques dans les colonies. Elle propose ici une analyse minutieuse du rôle qu'a joué durant deux ans, entre 1789 et 1791, Julien Raimond, un personnage assez peu connu dont pourtant les écrits et les actions forment une part fondamentale de l'histoire des révolutions française et haïtienne.

Pour ce faire, elle a bénéficié du fait que les gens de couleur de Saint-Domingue ont, depuis quelques années, retenu l'attention de plusieurs historiens, particulièrement Stewart King, Dominique Rogers et John Garrigus, qui proposent tous une analyse de ce groupe à travers une histoire sociale nourrie des riches sources notariales de la colonie. Prenant appui sur cette histoire, plus particulièrement celle proposée par J. Garrigus (qui, à l'inverse de ses deux collègues, a poursuivi son étude jusqu'à la période révolutionnaire et même au-delà

et, reliant l'histoire de plusieurs générations de gens de couleur, a reconstruit l'histoire de la famille de J. Raimond), F. Gauthier peut replacer ce personnage, dont elle examine les interventions politiques avant et durant la Révolution, dans son contexte social.

Cependant, le travail de F. Gauthier s'inscrit dans une autre tradition historiographique : l'analyse des débats métropolitains autour de l'esclavage, notamment celles présentées par Gabriel Debien dans son magistral ouvrage *Les colons de Saint-Domingue et la Révolution* et, plus récemment, par Marcel Dorigny et le regretté Yves Benot. F. Gauthier examine, quant à elle, de quelle manière les événements de Saint-Domingue influencent les débats en métropole et comment J. Raimond se présente à Paris comme l'interprète des revendications des gens de couleur de la colonie dans les débats qui se déroulent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Assemblée nationale.

On peut d'ailleurs regretter que l'étude s'arrête en 1791, donc avant l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue qui impulse les changements radicaux qui vont transformer la Caraïbe et la France pendant cette période. D'autant plus que J. Raimond continue à jouer un rôle important dans le déroulement de la révolution à Saint-Domingue, notamment à travers ses écrits en 1793 et la part qu'il prend dans l'élaboration de la Constitution promulguée par Toussaint Louverture en 1801. Certes, il reste encore beaucoup à examiner dans la seule période qu'évoque F. Gauthier, notamment ce moment intéressant de 1790 où J. Raimond indique que les hommes de couleur de Saint-Domingue sont « incompetents pour faire des lois » concernant leurs esclaves, ce qui selon l'auteur introduit la « possibilité d'un débat sur l'esclavage » parmi les gens de couleur mais aussi à l'Assemblée nationale (p. 186-188). Le livre de F. Gauthier reproduit également nombre des écrits de J. Raimond et une merveilleuse gravure qui met en scène le débat à l'Assemblée nationale sur les droits des gens de couleur, avec une belle analyse de l'image.

À partir d'angles et d'approches différents, ces deux livres nourrissent et élargissent notre compréhension de l'histoire de l'esclavage en France. Et ils le font en confirmant la nécessité

du dialogue entre différentes approches – celle de l'histoire politique et philosophique utilisée par F. Gauthier et celle de la synthèse de l'histoire sociale et économique présentée par F. Régent. Ces deux ouvrages montrent ainsi, avec clarté, toutes les possibilités de compréhension qu'une analyse approfondie du sujet peut apporter et indiquent bien des pistes de recherche qui restent à suivre.

LAURENT DUBOIS

Maria de Jesus dos Mártires Lopes

Tradition and modernity

in eighteenth-century Goa, 1750-1800

New Delhi, Manohar, 2006, 455 p.

Ce livre est fondamental pour tout chercheur qui souhaite s'informer sur l'histoire de Goa (identifiée ici avec la ville, capitale de l'État portugais de l'Inde, et l'île qui porte le même nom) au XVIII^e siècle, et sur la façon dont cet espace s'est inscrit au cœur des enjeux politiques de l'océan Indien (Moghols et Marathes), en articulation avec les autres empires européens présents. La problématique centrale est construite autour des changements qui eurent lieu au sein de la société goanaise à partir des années 1750, dans le sillage des réformes proposées par la politique coloniale du marquis de Pombal. Selon l'auteur, la philosophie politique des Lumières est capitale dans la conception de ce corpus réformateur. Toutefois, cette valorisation du versant politique de la colonisation n'exclut pas, au contraire, un regard attentif sur la société goanaise et ses rapports avec le religieux. L'histoire sociale de Goa est, donc, l'objet majeur de cette enquête.

Il est important de souligner que ce compte rendu porte sur une traduction en langue anglaise qui reproduit, *grossso modo*, la thèse de Maria de Jesus Lopes (1993). La date de sa rédaction ne doit pas être négligée car le type d'histoire auquel le livre fait écho ne peut pas être écarté du contexte historiographique de sa production. En effet, après la révolution des Œillets de 1974, et le processus de décolonisation qui mena à l'indépendance des pays africains de langue officielle portugaise, les études sur l'histoire coloniale sont devenues le

« parent pauvre » de l'historiographie portugaise et, dans certains cas, furent considérées comme des manifestations farouches de positions anti-révolutionnaires voire réactionnaires. La justification idéologique de la politique coloniale de la dictature salazariste s'était largement fondée sur l'histoire de l'empire. L'invention des héros de la nation, toujours identifiés aux héros de l'empire (les navigateurs, les princes, et en particulier ceux investis d'un sens de la mission dans les grandes découvertes, dont l'emblème est le *maxime* prince Dom Henrique), accompagna la promotion de commémorations monumentales et la glorification de l'âge d'or de l'empire (le XVI^e siècle), dont le symbole fut la ville de Goa et, de surcroît, l'État portugais de l'Inde. En revanche, d'autres chronologies (le XVIII^e siècle), d'autres espaces (comme le Brésil et surtout l'Afrique), et d'autres thématiques (la traite négrière, mais aussi l'histoire sociale et culturelle) furent presque totalement délaissés. Même s'il y eut alors des exceptions, il fallut attendre les années 1980 pour voir un renouveau de l'intérêt pour les thématiques coloniales. La Fondation de la Commission nationale pour la commémoration des découvertes portugaises a réinscrit, en 1984, l'histoire de la colonisation dans l'agenda historiographique, mais aussi politique. Le rapport avec les ex-colonies renvoyait, maintenant, au principe unificateur et pseudo-réconciliateur de la lusophonie. Une toute nouvelle historiographie commença à se dessiner, abordant de nouveaux objets et établissant des liaisons avec les problématiques issues des historiographies des colonisations et/ou des empires. Les lectures idéologiques écartées, le métier d'historien prenait l'avantage et la recherche, ancrée dans un dépouillement exhaustif des archives, faisait les bons historiens. C'est le cas de M. Lopes : *Tradition and modernity in eighteenth-century Goa* est un livre abondamment documenté, un travail classique d'historien, où les sources sont attentivement considérées, et déterminent les conclusions.

Le rapport entre les Lumières et la colonisation est donc analysé par le biais des réformes de Pombal. Le même phénomène est d'ailleurs visible un peu partout à travers l'espace

impérial portugais : Inde, Brésil, Angola, Cap-Vert, Mozambique et Macao. Du point de vue programmatique, le contraste avec la période précédente est indéniable. Ce n'est plus alors la politique qui s'adapte aux territoires, mais les territoires que l'on veut coloniser qui doivent être modelés par une politique d'inspiration rationaliste et à vocation universaliste. Du point de vue social et culturel, la politique coloniale est favorable à la promotion des « *naturais* », ceux qui sont nés sur place. C'est d'ailleurs un élément que l'on retrouve dans d'autres espaces coloniaux à la même époque. Les « *reinóis* », originaires de la métropole, sont désormais écartés de l'exercice des postes publics (civils, militaires et ecclésiastiques). En ce qui concerne Goa, la problématique renvoie à une discussion plus large. Qui était les premiers colonisateurs ? Comment se sont-ils liés aux élites indigènes ? L'auteur opère une déconstruction de la catégorie, en refusant les approches classiques (noblesse portugaise *versus plebeus* mariés à des femmes indiennes de basse caste), et en valorisant au contraire un profil mixte, où l'ascension sociale fut notamment favorisée par l'occupation de postes militaires. La réflexion renvoie à une société luso-indienne marquée par le pragmatisme des élites qui ont su s'approprier l'ordre impérial pour consolider leur position de pouvoir.

Il faudrait néanmoins être davantage critique au sujet de deux problèmes qui sont d'ailleurs au cœur de cette enquête. Il s'agit, tout d'abord, de l'évaluation du poids de la philosophie politique des Lumières comme facteur d'innovation de la politique coloniale. À première vue, la culture des Lumières constitue effectivement le soubassement majeur des réformes de Pombal. Cependant, l'explication de ce rapport et sa déconstruction dépassent un raisonnement fondé sur une causalité simple. On peut difficilement penser les Lumières comme un corpus doctrinaire totalement cohérent, capable par lui-même de produire des changements dans une société donnée. Il faudrait ainsi se demander ce dont on parle lorsque l'on considère les Lumières de Pombal, et surtout de quelle façon on peut penser les Lumières comme un système susceptible d'être déconstruit pour être mis en œuvre. Comment le contexte colonial, ou les

territoires, ont-ils déterminé l'adaptation, mais aussi la réinvention de la philosophie politique inspirée des Lumières ? De ce point de vue, cet ouvrage pourrait aller plus loin et regarder les Lumières à partir des périphéries, non pour confirmer le rapport hiérarchique et hiérarchisant centre/périphérie mais, au contraire, pour l'inverser. Deuxièmement, l'analyse du rôle du système de castes dans l'organisation de la société goanaise, et de son rapport avec le christianisme et l'élite coloniale, n'écarte pas toujours certains stéréotypes véhiculés par l'orientalisme ou même par une forme floue de luso-tropicalisme. L'auteur reconnaît la multiplicité des statuts sociaux et les déploie sérieusement tout au long de ce livre. Elle affirme qu'il serait erroné d'analyser la société goanaise suivant le schéma classique des *dharmastras* hindous, ou encore selon le modèle euro-centrique de la structure sociale d'Ancien Régime. Mais, quand il s'agit de conclure, l'Inde réapparaît comme un monde statique structuré par des castes figées. Or, les recherches plus récentes ont montré, au contraire, que le travail de mémoire sur les textes sacrés indiens, entrepris par l'élite goanaise, a représenté, plus qu'un simple retour à un temps passé et immémorial, une véritable forme d'intervention dans le présent, et de légitimation de positions sociales fort concrètes. Penser la société goanaise est aussi un exercice de déconstruction des images héritées.

Il reste que la rigueur du travail de réflexion proposé sur les sources demeure. Pour écrire sur Goa, il faudra dorénavant lire et citer ce livre. Dans un contexte où les débats théoriques autour du colonialisme et du postcolonialisme sont à l'ordre du jour, il est important d'examiner conjointement les histoires des différentes colonisations européennes (du point de vue de leur rapprochement comme de leur confrontation). Dans cette perspective, il importe également de prendre en compte les ouvrages qui, outre l'exposé des grandes problématiques, permettent d'accéder amplement aux matériaux empiriques qui les soutiennent et les nourrissent. On souhaite que la traduction de cette étude en langue anglaise contribue à l'élargissement du champ de références sur lesquels reposent les grands débats théoriques internationaux,

où le fait colonial portugais, malgré sa durée (1415-1974/1975 environ), demeure quelque peu oublié.

CATARINA MADEIRA SANTOS

Xavier Huetz de Lempis

L'archipel des épices. La corruption de l'administration espagnole aux Philippines, fin XVIII^e-fin XIX^e siècle

Madrid, Casa de Velázquez, 2006, 421 p.

L'ouvrage de Xavier Huetz de Lempis fera date dans l'historiographie des Philippines et au-delà dans l'historiographie sur la corruption. Cette dernière notion, en raison de son caractère protéiforme, ne se laisse jamais aisément approcher par l'historien. Il a fallu à la fois un traitement rigoureux des sources et une mise en contexte qui ne l'est pas moins pour apprécier la profondeur de ses ramifications dans l'une des dernières colonies espagnoles au XIX^e siècle.

La réflexion s'appuie principalement sur les archives de l'administration espagnole dont l'utilisation pose un problème méthodologique. La réalité de la corruption télescope en effet la représentation que les fonctionnaires, quel que soit le niveau auquel ils officient, peuvent s'en faire. Chaque témoignage écrit, du mémoire d'un gouverneur général à l'arrêt d'un magistrat, mérite d'être soupesé car l'acteur, parfois simple observateur, perturbe en permanence un phénomène dans lequel il est, directement ou indirectement, impliqué. D'autres sources enrichissent la réflexion. L'utilisation des rapports consulaires français éclaire sous un autre jour l'administration coloniale ; les consuls français sont des témoins actifs de ce que l'on appellera au début du XX^e siècle la science coloniale. Dans le même ordre d'idée, l'étude des représentations dans les romans, non sans précaution d'usage, donne une dimension humaine, presque quotidienne, à la corruption vécue par l'élite coloniale. Aussi X. Huetz de Lempis a-t-il réussi de manière très convaincante à croiser l'analyse factuelle avec celle des représentations.

Définie comme « la poursuite d'un intérêt privé aux dépens d'un intérêt public » (p. 2), la corruption est difficile à cerner car la frontière entre le licite et l'illicite est mouvante. Les comportements les plus délictueux – mise en coupe réglée d'une province ou détournement – semblent marginaux. En revanche, la corruption au quotidien de fonctionnaires mal payés qui en sont réduits à trouver d'autres sources de revenus est riche de sens. Dans une première partie, l'auteur fait le choix de décrire les multiples formes de corruption dans l'archipel, à partir des provinces en remontant les différents échelons de l'appareil colonial ; l'influence de la métropole est abordée dans une troisième partie par le truchement du clientélisme et de l'inertie d'un système qui empêche toute réforme. La deuxième partie sur « Les défaillances du contrôle et de la sanction » expose les réactions, ou plutôt l'absence de réaction, face à ces débordements. Cette architecture permet de pénétrer en profondeur dans la structure d'un système qui n'est jamais réductible à une somme d'agissements particuliers.

La conclusion de la première partie pose le problème de « La corruption comme système ». Elle a gangrené tous les échelons de l'appareil administratif et s'est répandue dans la société coloniale. La colonie est un espace où « l'illicite est devenue la norme » (p. 116). Elle est endémique, suscite une certaine tolérance, mais lorsque des scandales éclatent, les abus sont réprimés ; c'est tout au moins ce que l'on veut faire croire à l'opinion publique. Pour éviter le désordre qui discrédite l'administration coloniale, le colonisateur légifère ou tranche une tête de cette hydre avec par exemple la fermeture du monopole du tabac. La corruption ne disparaît pas pour autant car sa plasticité lui permet de s'adapter en permanence. Les agents coloniaux sont solidaires puisqu'aucun n'échappe à la critique et ils sont également habiles à recouvrir leurs traces. Pourtant, le chaos ne règne pas dans la colonie : la corruption l'affaiblit sans lui porter un coup fatal. D'une génération à l'autre, les méthodes semblent se répliquer « au point d'acquérir le statut d'institution ou tout au moins de tradition que des générations de fonctionnaires se transmettent » (p. 115). De plus, des magistrats communaux philippins participent à la curée.

Ils reproduisent les mêmes procédés que le colonisateur voire s'entendent avec lui pour exploiter les contribuables.

Puisqu'il s'agit d'un problème structurel, il serait vain de le réduire à une dimension personnelle. Dans la recherche des causes, un élément persiste, la corruption est toujours liée au pouvoir : pouvoir d'un fonctionnaire sur ses administrés ou sur un service, pouvoir d'un puissant en métropole qui offre en prébendes une partie de l'empire à ses affidés. Les moyens de contrôle étant aussi déficients que la volonté de répression, les fonctionnaires coloniaux disposent d'une marge de manœuvre qu'ils utilisent, ou non, à leur profit. Tant en métropole qu'outre-mer, l'idée que les « tropiques corrompent » (p. 264 et *sq.*) est devenue un truisme. Cette représentation traverse l'histoire coloniale et n'est pas sans rappeler le discours des anticolonialistes français à la fin du XIX^e siècle. Les racines du mal se nourrissent des institutions espagnoles. Lors des alternances à Madrid, les *cesantes*, fonctionnaires écartés par la nouvelle administration en raison de leur allégeance au précédent gouvernement, cherchent outre-mer une sinécure leur permettant d'attendre le retour au pouvoir de leurs amis politiques. La dialectique des solidarités/inimitiés politiques peut aussi expliquer les accusations, parfois calomnieuses, de corruption dans les colonies. Ces liens personnels compliquent la compréhension de la corruption autant qu'ils la déterminent.

La conclusion tente de répondre aux questions difficiles du rapport entre corruption et développement ou des ruptures et des continuités du phénomène. Le tableau misérabiliste d'une colonie bloquée par la corruption est à nuancer. La colonie absorbe l'excédent de métropolitains touchés par un revers de fortune politique et les profits détournés prouvent que les Philippines produisent des richesses. L'enrichissement personnel est une perte sèche pour le pays mais la contrebande ou la passation de marchés publics permettent à des entrepreneurs de faire aussi rapidement que facilement de l'argent « qui est ensuite réinvesti dans l'économie légale » (p. 317). Ce cheminement révèle néanmoins une grande déperdition au profit des intérêts particuliers. Si la corruption contrarie le développement, elle ne l'empêche pas. La mauvaise gouver-

nance, pour reprendre un terme contemporain, est un facteur explicatif tout aussi important pour expliquer le retard de la colonie. Cette démonstration s'avère convaincante. En revanche, l'analyse de la rupture ou de la continuité de la corruption, autrement dit son héritage pour les périodes postérieures, est plus sujette à caution. Contre la tentation de construire des ponts entre la fin de la colonisation espagnole et la période actuelle, l'auteur invite à contextualiser les pratiques délicieuses en empruntant à Paul Veyne sa critique des fausses ressemblances entre des phénomènes historiques comparables¹. Mais s'il est vrai que la contrebande du galion de Manille n'a, selon les termes de l'auteur, qu'un « air de famille » avec l'économie de prédation pratiquée par la classe politique actuelle, il existe une vraie continuité temporelle entre la fin de la période coloniale espagnole (fin XIX^e siècle) et la situation présente. En effet, l'administration américaine n'a jamais réussi à éradiquer les maux qui minaient l'appareil colonial espagnol. Si la cause disparaît après 1898, les effets persistent. Les Américains ont essayé de mettre en place les linéaments d'un État moderne avec de faibles moyens budgétaires ; ils transmettent aux Philippins, dès l'établissement du Commonwealth en 1935, les leviers de commande de l'État. Avant la Seconde Guerre mondiale, les pratiques héritées du modèle espagnol ont repris force et vigueur. Après l'intermède de l'invasion japonaise, la jeune République est minée dès 1946 par la corruption calquée sur le modèle d'avant 1898. Il manque dorénavant des études aussi fouillées que celle de X. Huetz de Lemps sur la période américaine et sur la République mais il serait intéressant de voir comment les Philippins ont repris à leur compte ce qu'ils reprochaient aux Espagnols...

X. Huetz de Lemps a donc ouvert de nombreux chantiers qui méritent d'être poursuivis notamment à l'échelle provinciale ou sur les ordres religieux accusés, mais peut-être à tort, de propager la corruption.

WILLIAM GUÉRAICHE

1 - Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Le Seuil, [1971] 1996.

Patricia M. E. Lorcin (éd.)*Algeria & France, 1800-2000:**Identity, memory, nostalgia*Syracuse, Syracuse University Press,
2006, 335 p.

« Algérie & France ». L'esperluette annonce le projet mené par Patricia Lorcin : parler d'un lien, pris dans deux siècles d'histoire. Si la conquête de l'Algérie par la France fixe pour longtemps un cadre profondément inégal à cette relation, des scissions sont repérables tout au long du livre : la définition des contours de la colonisation (Victoria Thompson sur les voyageurs français) ; le temps de la Troisième République, plus particulièrement de l'entre-deux-guerres, où de nombreux signes d'achèvement d'une certaine idée de l'Algérie française (Seth Graebner sur les livres français traitant de l'Algérie, Philip Dine sur le sport en Algérie) voisinent avec l'émergence d'une altérité algérienne collective ; la guerre d'indépendance, entre bipolarisation nationale et déchirures multiples ; des décennies d'intenses mouvements migratoires et, enfin, l'émergence d'une génération qui revendique une double appartenance.

Pourtant ce n'est pas autour d'une réflexion chronologique que s'ordonne l'ouvrage. Si ce fil existe bien, le temps est surtout présent comme la matière même sur laquelle porte une grande partie des interrogations, avec l'ambition d'éclairer les fonctionnements des identités. On aurait beau jeu de regretter certaines absences (les deux guerres mondiales, le nationalisme algérien) ou de noter une concentration légèrement déséquilibrée sur les années 1980-2000, jusqu'au dernier texte de David Prochaska.

Si seuls deux textes s'attardent sur l'Algérie comme lieu d'élaboration spécifique des identités collectives chez les indigènes, devenus ensuite les Algériens, les perspectives proposées sont parmi les plus stimulantes. La ligne de fracture Européens/indigènes est scrutée à travers l'étude par Peter Dunwoodie du moment où une minorité francophone indigène prend la parole et retravaille une identité collective indigène. La question du positionnement de cette élite que les Français estimaient « évoluée », censée représenter la

réussite de la mission civilisatrice française, permet d'interroger les frontières entre les groupes. L'usage de la langue française apparaît bien telle une marche, mouvante, entre colonisateurs et colonisés. C'est dans la langue française et par elle que s'accomplit un travail à la fois collectif et individuel sur l'identité. C'est aussi elle qui, plus tard, focalisera certains des enjeux principaux de l'Algérie indépendante. Cette tension entre français et arabe peut être recherchée dans la période coloniale où, privés d'école en arabe, rejetés du côté du primitivisme, les indigènes d'Algérie voient leur diglossie fondamentale virer au divorce, entre un arabe classique aliéné, identifié à d'autres territoires et à d'autres cultures, et un arabe dialectal appauvri et méprisé. De cet écartement forcé est né un rapport complexé des Algériens à l'arabe, toujours actif aujourd'hui selon Habiba Deming.

La langue est bien un lieu essentiel pour approcher les constructions identitaires. Le cas de la relation de Jacques Derrida à son passé algérien, analysée par Lynne Huffer, vient également le rappeler : la langue est le lieu de la confrontation autant que l'occasion de la mise à l'épreuve de l'altérité. Enfant juif confronté aux lois antisémites de Vichy en Algérie, son histoire est aussi celle d'un traumatisme, fil régulièrement tressé dans le livre. Et l'étude des juifs d'Algérie s'avère un point d'entrée particulièrement subtil dans la réalité coloniale française. Ainsi, avant le décret Crémieux et le basculement de la quasi-totalité des juifs d'Algérie dans la citoyenneté française, l'installation du système consistorial, à partir de 1845, provoqua la résistance des juifs d'Algérie à cette forme d'acculturation spécifique qui visait à prouver que les juifs, contrairement aux autres indigènes, étaient assimilables. Le jeu sur les perceptions collectives est ici porté très loin : entre regards des juifs de France sur les juifs algériens et les autres indigènes, regards des juifs d'Algérie sur les Français mais aussi sur les musulmans d'Algérie, et enfin concurrence dans les manières de construire une identité religieuse collective (le consistorio étant rejeté comme antidémocratique).

Si l'acculturation religieuse ne fonctionne pas, l'assimilation des juifs d'Algérie aux

citoyens français va, elle, s'imposer. Le poids du cadre juridique est extrême. Travaillant sur les migrants algériens ou européens en Tunisie, Julia Clancy-Smith pointe la nécessité de prendre en compte le droit et de lire dans les statuts juridiques une autre manière de constituer des frontières. Ici le Maghreb est l'entité pertinente d'étude : c'est en effet aussi par le jeu des différences que l'Algérie française s'est affirmée au cours du long siècle colonial qui a vu la réduction de la relation transméditerranéenne à des relations bipolaires, et la construction de l'Algérie comme l'anti-modèle ou, au contraire, l'exemple à suivre. D'ailleurs, le livre s'émancipe ensuite largement de cette invitation liminaire à considérer l'espace maghrébin dans sa globalité, car la construction des identités nationales a été très différenciée dans cette région. Pourtant, si les cadres de vie se sont rigidifiés et bipolarisés, la recomposition des espaces de souveraineté au cours des XIX^e et XX^e siècles a toujours combiné des éléments nationaux avec des éléments transnationaux.

Le poids des migrations est primordial : elles accompagnent des mutations identitaires essentielles pour la France comme pour l'Algérie. Les migrants algériens en France sont largement étudiés – des migrants au sein de départements français aux immigrés en terre étrangère –, bien qu'ils le soient toutefois moins que la génération de leurs enfants sur laquelle plusieurs textes s'attardent pour cerner son évolution, de la honte des parents à un désir de mieux les comprendre voire à une revendication de leur rôle dans l'histoire. Les situations sont bien sûr différentes entre les enfants des manifestants du 17 octobre 1961 et les enfants de harkis, mais la question de la transmission est commune. L'élaboration d'une mémoire collective de l'immigration, par ses acteurs eux-mêmes ou leurs enfants, pose la question du poids des familles et de cette cellule spécifique dans l'élaboration et la perpétuation des récits identitaires.

C'est justement ce thème de la famille qui est à l'œuvre dans les discours accompagnant l'arrivée des Français d'Algérie en métropole, examinés par Todd Shepard. Alors que les jeunes hommes célibataires pouvaient être redoutés comme partisans de l'Organisation armée secrète (OAS), l'image de la famille déra-

cinée va s'imposer comme contre-feu rassurant. Cela permet, plus largement, de promouvoir une solidarité nationale s'appuyant sur une valorisation des apports que les métropolitains peuvent attendre des pieds-noirs, et notamment un apport démographique de « Français ». Le nationalisme prend alors un visage patriotique : c'est de la grande famille française qu'il est question à l'heure où la France se resserre sur son hexagone. À l'aube de l'insurrection, en revanche, ce sont les contours mouvants de la solidarité chez les anticolonialistes de la CGT et ceux d'*Alger Républicain* qui sont décrits par Yaël Simpson Fletcher.

Attentives aux lieux, aux codes, aux regards – croisés ou non –, les contributions réunies ici proposent au lecteur un panorama de la recherche, essentiellement nord-américaine, sur l'élaboration et les mutations des identités en situation coloniale et postcoloniale. Par ces pleins comme par ces creux, ce livre (à l'index très précis) est une invitation à approfondir le questionnement sur la situation coloniale et son poids sur les imaginaires sociaux, de part et d'autre de la Méditerranée.

RAPHAËLLE BRANCHE

J. P. Daughton

An empire divided: Religion, republicanism and the making of French colonialism, 1880-1914

Oxford, Oxford University Press, 2006, 330 p.

An empire divided est un livre original et audacieux. Il s'ouvre sur l'évocation d'une querelle picrocholine entre un administrateur et un missionnaire à Madagascar en 1899 : le premier accuse le second d'intrusions répétées dans les affaires administratives et obtient, en guise de conciliation, un ardent plaidoyer patriotique. Les archives administratives coloniales sont pleines de ces chicanes qui posent un double problème d'interprétation. Quel sens donner au contraste entre une gestion pétrée de contradictions et d'incohérences et ses redoutables implications sur la vie quotidienne des populations assujetties ? Comment comprendre

la discordance qu'elles font apparaître entre une idéologie coloniale diffuse, mais néanmoins efficiente, et des projets et stratégies manifestement divergents au plan local ?

Le premier mérite de l'ouvrage de J. P. Daughton est de prendre au sérieux ces deux questions en interrogeant méthodiquement les relations des missionnaires et des réseaux républicains, ceux de l'administration mais aussi ceux des sociétés coloniales, dans l'empire français. D'emblée, il renvoie dos à dos l'idée que l'anticléricalisme ne serait pas un article d'exportation, selon la formule célèbre de Gambetta, et la proposition inverse d'un ralliement des missionnaires à la domination coloniale, par patriotisme ou plus cyniquement par intérêt. Il démontre de façon convaincante que l'analyse des ajustements mais aussi des affrontements entre logiques et pratiques missionnaires d'un côté, logiques et pratiques républicaines de l'autre, permet de comprendre la construction, négociée à plusieurs niveaux, de la politique coloniale française entre 1880 et 1914. Il ne s'agit donc pas d'histoire missionnaire à proprement parler, mais d'une histoire politique de la domination coloniale française, qui part des questions religieuses pour rouvrir un champ d'investigations délaissé, sinon disqualifié, par les approches marxistes et plus récemment par les études postcoloniales. De façon plus neuve encore, J. P. Daughton construit une échelle intermédiaire entre la plongée micro-historique dans une seule situation coloniale et la reconstruction *a posteriori* de logiques impériales à partir des commentaires des acteurs. Il associe trois études de cas – en Indochine, à Tahiti et aux Marquises, et à Madagascar – qui déclinent l'ensemble de la gamme des relations entre missionnaires, catholiques et protestants, et républicains aux colonies. Il réserve également une place de choix aux échanges avec la métropole, objet de la première et de la dernière partie du livre. J. P. Daughton brosse ainsi un tableau saisissant de l'empire, qui souligne les interactions entre colonies et métropole, mais aussi ce qui les divise.

Il faut donc porter à son crédit une avancée méthodologique importante : il montre comment on peut travailler à l'échelle impériale et rendre compte à la fois de l'unité et de

la diversité de l'empire colonial français, tout en évitant de confondre les discours et les pratiques, comme le font les travaux qui se contentent d'explorer la seule « bibliothèque coloniale ». La critique de ce culturalisme paresseux, qui omet volontiers les acteurs et leurs stratégies, est apparente à bien des moments, sans alourdir ni dévier la démonstration. Car c'est bien une démonstration que nous propose l'auteur qui met en pratique, avec beaucoup de talent, le programme proposé en 1997 dans l'introduction de l'important volume collectif, *Tensions of empire: Colonial cultures in a bourgeois world*. Si on peut lui faire le reproche, bien mineur d'ailleurs, d'ignorer un peu trop les recherches françaises, à l'exception toutefois de la dynamique histoire missionnaire, on ne peut qu'espérer que ce travail foncièrement historien dans ses choix et dans sa construction aidera les historiens français de la colonisation à ne pas céder inconditionnellement à des vitupérations post-colonialistes plus promptes à « impenser » les présupposés des autres qu'à penser les leurs. Intégrer dans la même interprétation les discours et les pratiques des acteurs, comprendre leurs discordances sans pour autant les réduire à d'inavouables contradictions ou à des ambivalences plus ou moins coupables, sont des enjeux majeurs pour les historiens, dans leur confrontation avec les sources, mais aussi dans les mises en récit qu'ils proposent à leurs lecteurs.

Chacune des cinq parties de l'ouvrage constitue un essai d'interprétation synthétique. Cette mise en forme s'avère très efficace pour la première partie, sur le mouvement missionnaire français au XIX^e siècle, et pour la dernière, sur l'appareil de propagande construit et géré par l'Œuvre de la propagation de la foi fondée à Lyon en 1822. J. P. Daughton ouvre et renverse ainsi le tiroir « missionnaires » de la très littérale présentation de « l'idée coloniale » comme monolithe paradoxal. Elle est plus discutabile pour les trois parties centrales consacrées à l'évocation d'une situation coloniale. Mais aux griefs des spécialistes qui repéreront sans doute des simplifications et des oublis, on opposera l'intérêt des fils conducteurs dégagés par la perspective trans-coloniale. L'auteur montre en effet que les stratégies mission-

naires ne se sont jamais complètement fondues dans le projet colonial national. Au contraire, elles ont été un contrepoint décisif pour définir la « mission » civilisatrice républicaine et un clivage que les sujets coloniaux ont investi. Ce qui oblige, au minimum, à distinguer entre les conceptions différentes, sinon antithétiques, de la modernité, mobilisées par les uns et par les autres. Une analyse des logiques internationales qui font irruption dans les échanges entre colonies et métropole, à Madagascar en particulier où la London Missionary Society est fortement implantée, vient compléter cette analyse des cultures politiques coloniales locales « vibrantes » (p. 261) qui sont, en définitive, les objets essentiels de cet important ouvrage.

EMMANUELLE SIBEUD

Jean-Marc Regnault (dir.)

« La loi de 1905 et les colonies »

Outre-mers. Revue d'histoire

93, 348-349, 2005, p. 5-135.

On ne peut que saluer l'heureuse initiative de la Société française d'histoire d'outre-mer (SFHOM) pour ce numéro consacré à l'application de la loi de séparation des Églises et de l'État dans les colonies. Certes, ce numéro ne prétend pas à l'exhaustivité car la diversité des situations coloniales fait de chaque zone de l'empire un cas particulier. Mais le mérite du dossier est de proposer un tour du monde : la Caraïbe, l'Afrique subsaharienne, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, les Établissements français d'Océanie (ÉFO) et les « terres d'islam » sont abordés, ce qui constitue un échantillon représentatif, même si l'on peut regretter l'absence de l'Asie. À la diversité des zones de l'empire retenue dans ce numéro s'ajoute celle des cultes abordés : catholicisme, protestantisme et islam.

Tout d'abord s'impose le constat du décalage entre l'application de la loi en France et dans les colonies. La loi entre en vigueur en 1907 en Algérie alors qu'elle n'est toujours pas appliquée dans certains territoires. Cet espace-temps dans le temps est lié à des raisons techniques de préparation des décrets, mais aussi et surtout à l'importance des enjeux locaux. En

effet, s'il a été prévu que la loi de séparation de 1905 s'applique aux colonies, elle ne pouvait l'être que si des décrets ou des règlements d'administration publique étaient pris par le gouverneur général, ce qui n'a pas été toujours le cas.

Par ailleurs, dans les colonies, le régime des cultes ne se réduisait pas au cadre concordataire. Ce dernier fut en effet en vigueur dans les Antilles françaises et à la Réunion, mais pas dans d'autres zones comme en Syrie-Liban ou encore dans le cercle de Ségou. La géographie ecclésiastique est loin de coïncider avec la géographie étatique, pas plus que la logique des Églises n'est celle de l'État. Ainsi, les lois de laïcisation des écoles et des établissements hospitaliers, tout comme celles sur les associations et les congrégations, ont parfois eu plus de répercussions que la loi de séparation faute de l'existence, bien souvent, d'un cadre concordataire. Or, le rôle des missions est prépondérant dans bien des parties de l'empire pour d'évidentes raisons géopolitiques.

Les autorités coloniales sont donc confrontées à des situations très diverses et réagissent avec un sens aigu du pragmatisme. C'est ainsi que les aides du ministère des Affaires étrangères aux missions catholiques en Syrie-Liban sont bien plus importantes entre 1906 et 1914 qu'en 1903. Cet intérêt bien compris est l'illustration de « la naissance d'un réseau de politique publique » (p. 65). Quant à Wallis-et-Futuna, exemple de « théocratie missionnaire », mais surtout îles francophones et catholiques dans un Pacifique anglophone et protestant, la question de l'application de la loi n'est toujours pas d'actualité. Une autre illustration de ce pragmatisme colonial est donnée par le contexte calédonien où des tensions existent, notamment, autour des protestants anglais. Il apparaît en effet que la liberté religieuse n'y est pas une priorité au regard des nécessités coloniales. Alors que la séparation paraît inévitable en Nouvelle-Calédonie, elle n'est pas mise en œuvre.

La prétention à légiférer pour tout un empire ne doit pas minorer l'échelle locale qui reste fondamentale, en particulier au niveau des tensions entre les différents acteurs du terrain. Les situations sont donc très contrastées avec, par exemple, une lecture restrictive de la loi dans les ÉFO où un décret de 1927 stipule

que l'État ne rétribuera plus les pasteurs et n'interviendra plus dans leur nomination. Cependant le culte reste sous sa surveillance, les décisions prises par les Églises pouvant être annulées par le gouverneur général. D'où une situation, en apparence paradoxale, d'hommes d'Église qui réclament l'application de la loi et d'un État qui n'en veut pas. En revanche, aux Comores, la loi n'a jamais été appliquée et Mayotte reste régi par les décrets Mandel de 1939. On pourra regretter la conclusion de cet article, fort bien documenté par ailleurs : « comme chacun le sait – le Coran est à la fois code religieux et code juridique structurant la vie politique, sociale et encadrant la vie personnelle de chaque individu » (p. 63). Il s'agit là d'une affirmation généraliste que l'on pourrait taxer de culturalisme voire même d'essentialisme dans la mesure où elle fait de la loi coranique une vérité « valable en tout temps et en tout lieu », alors qu'elle ne peut, à elle seule, résumer la pluralité des interprétations.

Un autre intérêt de ce numéro est de replacer l'outre-mer au cœur du débat métropolitain. L'empire reste l'un des lieux privilégiés pour observer les contradictions entre théories et pratiques républicaines. Dans ce cas précis, l'application du principe de laïcité révèle les apories du discours républicain quand il s'applique aux colonies.

La diversité des situations renvoie à la « politique coloniale » dont l'adage principal reste le pragmatisme. De cette pluralité, il ne faudrait pas conclure qu'elle n'est que la résultante de la situation coloniale : la loi de 1905 connaît encore aujourd'hui dans des territoires pourtant français des applications variables. En effet, le droit ne peut pas se limiter à une simple technique, il est une représentation métaphorique du politique comme ce numéro de la SFHOM en fait la parfaite démonstration.

OISSILA SAAÏDIA

Dino Costantini

Mission civilisatrice : le rôle de l'histoire coloniale dans la construction de l'identité politique française
Paris, La Découverte, 2008, 286 p.

principalement son projet « civilisateur », et l'identité politique française caractérisée par le refus des corps intermédiaires et des particularismes. Apportant sa contribution aux débats nés de la résurgence de la question coloniale, qualifiée de « retour du refoulé colonial » (p. 12), l'auteur insiste particulièrement sur le hiatus entre l'universalisme républicain et l'arbitraire colonial, qu'il refuse d'opposer pour affirmer leur « contemporanéité radicale et organique » (p. 17). Cette problématique est illustrée dans la première partie où D. Costantini examine simultanément la construction de l'égalité formelle des citoyens, qui consacre la fin des corps privilégiés, et l'introduction « constitutionnelle du privilège » en 1791 au profit des colons européens, justifiée par la sauvegarde de la société servile. S'il convient avec Pierre Rosanvallon que l'exclusion des populations colonisées relève de la peur de la « masse », il récuse son explication qui recourt, à travers la notion de « civilité », à celle de capacité. D. Costantini avance l'idée de « l'exception coloniale », imposée non par l'urgence mais par les impératifs économiques.

L'« exception coloniale » place en 1791 les colonies hors du droit commun et accompagne « la démocratie moderne depuis [ses] origines » (p. 48). Niée par la Constitution de 1795, elle est rétablie en 1805 par le Code civil qui autorise la « séparation juridique entre les populations blanche et de couleur » (p. 53). Ainsi, dans sa première phase, la République a institué une fracture dans « l'espace symbolique » de la citoyenneté en intégrant la distinction par les « qualités particulières », alors même qu'elle a pour ambition de les « transcender par la citoyenneté » (p. 33). Dans une seconde phase ouverte par la Deuxième République, l'abolition de l'esclavage en 1848 concrétise la « victoire du paradigme républicain », attestant ainsi de sa capacité à « réaliser l'égalité de tous les hommes » et à reconstituer « l'unité de la nation », voire l'unité du genre humain (p. 58). En effet, l'auteur fait de cette décision politique la pierre de touche de la légitimation de la mission civilisatrice de la France qui, sans abolir « l'exception coloniale », la reconfigure. Désormais, dans le second empire colonial, l'exclusion de la

L'ouvrage de Dino Costantini interroge les liens entre l'expérience coloniale, à travers

citoyenneté d'une partie de la population n'a plus pour fondement des caractères raciaux mais culturels. Désormais aussi, la République et la colonisation, réunies dans le concept emprunté à Nicolas Bancel, Françoise Vergès et Pascal Blanchard de « République coloniale », participent de concert à la définition d'une nouvelle humanité « obtenue par une réduction des droits humains à des droits des citoyens » réservés aux Français et aux Européens (p. 67).

La deuxième partie porte sur le corpus d'ouvrages ayant contribué à légitimer l'existence de deux corps dans la nation, celui des « privilégiés » et celui des « sous privilégiés ». L'auteur utilise alors une approche synchronique privilégiant les discours des années trente, supposées être celles de l'apogée de l'empire et qui sont celles du début de sa contestation. Tout en insistant sur le contexte particulier de cette décennie qui motive le « renforcement des stratégies de justification », il propose d'aborder ce processus commencé en 1791 à partir du « nouveau discours colonial » représentant le « discours hégémonique de la dernière saison du colonialisme ». Ce choix méthodologique est justifié par le caractère représentatif de celui-ci qui est l'« expression la plus accomplie de l'utopie d'une 'République coloniale' » (p. 75).

Le corpus analysé est constitué d'auteurs devenus classiques : Georges Hardy, Albert Sarraut, principalement, mais aussi Jules Harmand, Arthur Girault, etc. Le double objectif annoncé est de retrouver, dans les stratégies de légitimation produites dans le contexte de la remise en cause de la domination coloniale, la « prétendue nouveauté » du discours colonial dans sa nouvelle formulation de l'universalisme républicain.

Pour ce faire, D. Costantini passe en revue la vulgate coloniale abordée selon trois thèmes : la mission civilisatrice, la mise en valeur du globe et, enfin, le colonialisme comme mission européenne. Il réexamine la « nouvelle formulation » de quelques concepts : colonisation, civilisation, assimilation, etc. Les réponses apportées découlent du parti pris annoncé : le « nouveau discours » confirme la rationalité politique de la colonisation telle que l'avaient formulée les propagandistes colo-

niaux depuis le XIX^e siècle mais augmentée, pour la circonstance, d'une dimension morale. Cette partie s'achève sur la proposition de la prise de conscience d'une identité européenne menacée par l'essor des nationalismes coloniaux et par la conférence de Brazzaville de 1944.

La dernière partie de l'ouvrage aborde la « réaction postcoloniale à l'universalisme colonial européen » (p. 153) exprimée par Aimé Césaire, Albert Memmi et Frantz Fanon (et Albert Camus ?). L'auteur y expose les temps forts du procès de déconstruction du triptyque colonisation/civilisation/Europe, mené par les trois auteurs du corpus, et restitue l'argumentaire devenu depuis celui des historiens du postcolonialisme. Par le biais du racisme, « maladie de l'Europe » et « élément structurel de la situation coloniale » (p. 203), l'auteur revient au thème initial des tensions entre l'aspiration à l'universalité de la citoyenneté républicaine et la gestion des particularismes et des différences, suggéré par l'analyse des textes d'A. Memmi qu'il se contente d'exposer.

L'intérêt de l'ouvrage réside dans son ambition de traiter, sans les dissocier, la société coloniale et la société métropolitaine afin d'évaluer le « poids de la pensée coloniale au sein de la culture française » (p. 266). Mais l'auteur a succombé au mythe de l'origine en transformant la fracture initiale de l'espace symbolique de la citoyenneté en élément structurel. Il en est resté au binôme métropole/empire au détriment de l'analyse de leur configuration systémique. Si la construction de l'identité politique française (nationalité/citoyenneté) est structurée par la dialectique inclusion/exclusion dans l'espace symbolique de la citoyenneté républicaine, elle se déploie aussi dans l'espace vécu et territorialisé de la nation. Ainsi, la colonisation a provoqué une dilatation de l'espace politique français qu'on a voulu réduire afin de faire coïncider l'espace symbolique de la citoyenneté républicaine avec l'espace vécu de la nationalité. En se limitant à l'aspect discursif, juridique et à la représentation symbolique de la France, en oubliant les dynamiques métropolitaines, on peut effectivement évoquer « une pensée coloniale » et postuler un héritage colonial dans la construction de l'identité politique française. Néan-

moins, « l'incompatibilité » entre l'universalisme républicain et les différences culturelles/raciales peut être interrogée autrement en intégrant la dimension dynamique nécessaire à la compréhension du sujet pour éviter l'écueil de l'essentialisation : le moment colonial a questionné la citoyenneté/nationalité républicaine comme l'a fait le mouvement régionaliste au XIX^e siècle et comme c'est le cas dans notre société contemporaine.

REINE-CLAUDE GRONDIN

Véronique Dimier

Le gouvernement des colonies.

Regards croisés franco-britanniques

Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2004, 288 p.

Dans cette excellente et très vivante contribution à la sociologie politique et à l'histoire comparée des empires coloniaux, Véronique Dimier pose un ensemble de questions nouvelles : « Pourquoi, à un moment donné, cherche-t-on à savoir et à démontrer scientifiquement [...] qu'il y eut des différences ou des similarités entre les deux politiques, les deux systèmes français et anglais d'administration coloniale ? Qui porte ces comparaisons, quelle communauté scientifique, mais aussi quelles forces sociales ou politiques ? Enfin, quels sont les représentations et les intérêts en jeu derrière ces comparaisons ? » (p. 13). L'auteur pose comme principe que toute vérité scientifique est une construction sociale. Son point de départ est le truisme bien connu suivant lequel les Français, universalistes et jacobins, imposaient à leurs colonies une politique d'assimilation et de gestion directe, alors que les Britanniques, présentés comme décentralisateurs et libéraux, avaient adopté une politique de gestion indirecte. Cette tendance assimilatrice condamnait l'impérialisme français à l'échec, d'où le désastre algérien. Au contraire, les Britanniques, pragmatiques, se sont retirés de leur empire avec un minimum de dommages. Des versions de ce méta-récit continuent à apparaître dans la plupart des manuels, en France comme en Grande-Bretagne.

Pourtant, comme toutes les soi-disant évidences scientifiques, celle-ci s'est imposée à un moment bien précis et par opposition avec une autre vérité potentielle. Les experts impériaux français et britanniques n'ont pas toujours comparé leurs empires respectifs, ni proclamé leurs différences. C'est seulement dans l'entre-deux-guerres que les autorités ont éprouvé le besoin de développer une science administrative coloniale comparée, examinant termes à termes les politiques indigènes des différentes puissances coloniales. En outre, cette inflexion scientifique a provoqué un important débat contradictoire – que l'auteur présente comme une controverse aujourd'hui largement oubliée – en particulier sur les modalités de la domination française. Partisans d'une domination coloniale adaptée aux circonstances locales, les nouveaux experts britanniques des colonies affirmaient en effet que les responsables coloniaux français faisaient le choix inverse de l'uniformité administrative. Mais les spécialistes français défendaient au contraire l'idée que la France n'avait jamais aveuglément appliqué la politique d'assimilation, voire même que Louis Faidherbe avait anticipé la fameuse politique du double mandat développée par Lord Frédéric Lugard au Nigeria. Entre les deux styles d'administration, il y avait à leurs yeux des différences de degrés mais non de principe. Et par un renversement significatif, les deux représentants de la position française, Henri Labouret et Robert Delavignette, étaient issus du corps des administrateurs des colonies, alors que les deux spécialistes britanniques à l'origine de l'analyse critique de la politique coloniale française, Lucy Mair et Margery Perham, étaient des universitaires ayant une connaissance surtout indirecte de leur objet. Pourtant, c'est bien le jugement négatif de L. Mair et de M. Perham sur les méthodes coloniales françaises – et en contrepoint leur éloge des méthodes britanniques – qui l'a emporté à la longue et de part et d'autre de la Manche. Pour quelle raison ?

Selon V. Dimier, la constance dans l'entre-deux-guerres de la revendication britannique d'une différence et d'une supériorité coloniales par rapport à la France donne une clé pour comprendre cette énigme. Si les Britanniques avaient réellement été convaincus de leur

supériorité naturelle comme colonisateurs, ils n'auraient pas eu besoin de la prouver. Mais de toute évidence, les partisans de l'*indirect rule* se sentaient menacés : « il faut croire que le modèle n'est pas sans critique ni remise en cause » (p. 168). Par qui cependant ? La contestation ne venait ni de la gauche, ni de la droite et encore moins du personnel administratif colonial français ou britannique, tous convenaient en effet de la nécessité d'une domination reposant sur la persuasion et sur la connaissance des sujets dominés. La menace venait d'ailleurs : du droit de regard international accordé à la commission des mandats de la Société des Nations (SDN), des nouvelles et indociles élites africaines, et du cadre naissant d'une technocratie coloniale qui opposait ses compétences en matière de « développement » à une administration territoriale obsolescente. Ces contraintes nouvelles, en particulier celles liées à la SDN, ont exacerbé la rivalité franco-britannique à un moment de tensions internationales croissantes. Alors que l'Allemagne guettait le moindre prétexte pour réclamer la restitution de ses colonies confisquées, il était tentant pour les Français et pour les Britanniques de souligner les erreurs de l'autre pour mieux défendre ses acquis. La SDN exigeait la preuve, sous forme de rapports annuels, que les puissances mandataires exerçaient leur mandat en s'appuyant sur des représentants légitimes des populations dominées. Chaque année, les commissaires se réunissaient pour discuter ces rapports. Les Britanniques se sont pliés de façon plus stratégique à cette tutelle : l'influent ancien gouverneur du Nigeria, Lord Lugard, a été commissaire pendant 14 ans et un spécialiste de l'Afrique tout aussi éminent, Lord William Malcolm Hailey, lui a succédé. La France ne put proposer un commissaire capable de se prévaloir d'une expérience, d'une stature ou d'une longévité comparables pendant l'entre-deux-guerres. Ce qui permit à Lord Lugard de répéter encore et encore ses doutes sur la capacité des Français à abandonner leurs vieilles habitudes assimilationnistes, par exemple au Cameroun. Faute de stabilité et d'une connaissance équivalente de l'Afrique de l'Ouest, les Français étaient incapables de contrer ces attaques.

V. Dimier conclut de façon convaincante que la rhétorique des mandats développée par la SDN et la structure de sa commission des mandats ont joué un rôle décisif dans l'émergence de la nouvelle science administrative coloniale dans l'entre-deux-guerres et dans la genèse de la controverse franco-britannique qu'elle a nourrie. Dans un monde où l'objectivité de la science ne soulevait pas de doute, soumettre les méthodes coloniales à des études systématiques ne pouvait que faire surgir la « vérité », réclamée par l'opinion internationale. Cependant H. Labouret, R. Delavignette, L. Mair et M. Perham étaient tous associés directement ou indirectement à la SDN. Et les rivalités politiques à l'intérieur même de la SDN pesaient sur les recherches et les positions défendues par ces quatre experts. Cette imbrication apparut très clairement durant les conflictuelles années 1930, lorsque les revendications d'Hitler en faveur de la restitution des colonies allemandes coïncidèrent avec les dissensions les plus fortes entre experts français et britanniques sur leurs styles respectifs de domination. Après la Seconde Guerre mondiale, quand le rapprochement franco-britannique redevint une priorité, la controverse s'émoissa. Cependant, la rapidité de la décolonisation coupa court à la construction de comparaisons moins partisans. Les positions académiques beaucoup plus fortes de L. Mair et de M. Perham, par comparaison avec celles de H. Labouret et de R. Delavignette, condamnèrent à la disparition le point de vue de ces derniers, par ailleurs si mal défendu dans les années 1930. Et dans une France où les historiens ignoraient l'empire, le point de vue britannique put s'imposer sans partage.

Ce résumé ne peut rendre entièrement justice aux multiples et subtiles facettes des recherches et du cadre comparatif proposés par V. Dimier. Outre l'analyse des travaux de H. Labouret, R. Delavignette, L. Mair et M. Perham, l'auteur reconstitue en effet les milieux dans lesquels s'enracinent ces personnages. Son hypothèse que les représentations coloniales de l'entre-deux-guerres ont été informées par des interactions complexes entre des développements internationaux et nationaux est originale et convaincante. Cepen-

dant, on aurait aimé que V. Dimier commente un autre aspect : comment comprendre en effet que deux femmes aient été chargées en Grande-Bretagne de former les recrues du corps exclusivement masculin des administrateurs des colonies ? Une analyse en termes de genre aurait pu enrichir encore un peu plus ce superbe travail de sociologie comparée.

ALICE CONKLIN

Gary Wilder

*The French imperial nation-state:
Negritude and colonial humanism
between the two world wars*
Chicago, The University of Chicago
Press, 2005, xi-404 p.

Oxymorique, le titre dit bien la perspective nouvelle qui guide ici la réflexion : au lieu d'instruire le sempiternel procès des « contradictions entre les promesses de l'universalisme républicain et les pratiques coloniales ou racistes de la France » (p. 4), Gary Wilder étudie « l'État-nation impérial » comme une forme d'imagination politique certes paradoxale mais caractéristique de la France républicaine, et plus largement tel « un artefact de la modernité coloniale » (p. 8). À l'instar de Frederick Cooper¹, il expose quelles politiques d'incorporation et de différenciation furent tout à la fois l'objet de pratiques, de débats et de crises au sein de la « république impériale », telle qu'elle fut notamment pensée et actualisée, dans l'entre-deux-guerres, par les colonisateurs français autant que par leurs colonisés africains et antillais. Associant habilement, à partir d'un sérieux travail d'archives, théorie politique et analyses historiques ou littéraires, l'ouvrage s'organise en trois parties.

Dans un premier temps, deux chapitres retracent l'histoire de la construction simultanée de la République française et de son empire colonial. Parce qu'ils adossèrent la proclamation des droits de l'homme et l'instauration de la citoyenneté au principe de la souveraineté nationale, les premiers républicains fondèrent une « antinomie entre universalité et particularité » (p. 16) – l'universalisme républicain allant en effet de pair avec une logique d'exclusion (des mineurs, des femmes,

des indigents, des esclaves, et des étrangers) – qui suscita ensuite des tensions constantes dans les « relations disjointes entre les territoires, les peuples, les gouvernements de la métropole et de ses colonies » (p. 25). Le discours et la réalité de « la plus grande France » doivent dès lors se comprendre selon une logique oxymorique, seule à même d'identifier en quoi nous avons là affaire à une « abstraction concrète » (p. 36) qui fut autant une « réalité sociohistorique », actualisée par les circulations de diverses fractions des populations françaises et indigènes (coloniaux, soldats, intellectuels), qu'une « fiction politique » (p. 28) sans cesse mobilisée et reconfigurée, de part et d'autre, par les pratiques sociales et les discours idéologiques.

Les deux parties suivantes explorent alors, dans leurs intersections, mais aussi dans leurs ramifications et leurs complexités spécifiques, ces deux pôles complémentaires que furent « l'humanisme colonial » et « l'humanisme africain » (ou la négritude comme « pratique de la citoyenneté dans le Paris impérial », « nationalisme culturel » et « critique de la raison coloniale »). En étudiant les actions et les écrits d'« une cohorte de réformateurs coloniaux en Afrique occidentale française » (Maurice Delafosse, Henri Labouret, Georges Hardy, Robert Delavignette), l'auteur met au jour les conditions d'émergence, la portée et les ambivalences d'une « rationalité coloniale qui lia science pratique et administration scientifique au sein d'un système paternaliste de domination où reconnaissance des différences ethniques et souci du bien-être indigène allaient de pair » (p. 44). En « prenant au sérieux » les agencements promus par ces différents acteurs et auteurs de la colonisation française, au lieu de les réduire à une simple rhétorique, G. Wilder complète utilement les récents travaux sur les grandes institutions et figures coloniales. Mais en se cantonnant à l'AOF, il fait l'impasse sur la politique coloniale en Afrique équatoriale française (tandis que celle des Antilles et de la Guyane reste à peine évoquée) et il néglige ainsi l'importance de Félix Éboué : réduite à une simple note (p. 358), cette personnalité offrait pourtant l'occasion d'explorer plus avant l'État-nation impérial dans ses versants africains et antillais, et elle constituait un maillon essentiel pour

comprendre, d'une part, les liens étroits entre « négritude » et « humanisme colonial » et, d'autre part, entre imagination et réalité impériales dans la France républicaine, de l'entre-deux-guerres à la Seconde Guerre mondiale. D'une manière générale, on regrettera que l'analyse historique, aussi pertinente fût-elle, se soit dans ce livre limitée à l'espace-temps de la Troisième République, sans considérer les infléchissements imposés à « l'État-nation impérial » à l'époque de la France libre puis de l'Union française, brièvement évoquée dans la conclusion. Dans ses articulations entre « temporalité, nationalité, citoyenneté », le chapitre cinq eût assurément gagné à étudier comment les bouleversements historiques des années quarante contribuèrent à reconfigurer les restrictions imposées aux colonisés.

Centrée sur les journaux et périodiques noirs des années vingt et trente (*Les Continents*, *La Voix des nègres*, *La Race nègre*, *La Dépêche africaine*, *La Revue du monde noir*, *L'Étudiant noir*), sur les romans de René Maran (*Batouala*, *Un homme pareil aux autres*), d'Ousmane Socé Diop (*Karim*, *Mirages de Paris*), et sur les essais politiques et œuvres poétiques du fameux trio de la négritude (Aimé Césaire, Léon-Gontran Damas, Léopold Sédar Senghor), la troisième partie revisite une histoire culturelle déjà abondamment étudiée². Là encore, l'originalité de G. Wilder réside dans sa problématique, qui met toujours en relief quelles logiques oxymoriques, du dialogisme et de l'action réciproque expérimentèrent les colonisés établis en France : « les sujets-citoyens de la sphère publique noire mirent les réseaux panafricains au service de la solidarité républicaine autant qu'ils exploitèrent la sphère publique républicaine pour promouvoir la solidarité panafricaine. Pour eux, le national et le transnational n'étaient point antithétiques mais coexistaient dans le cadre de la plus grande France [...]. Leurs formulations doubles d'une identité franco-africaine, d'un humanisme noir, d'un républicanisme panafricain, et d'un culturalisme politique constituaient autant de défis implicites aux dichotomies fondatrices (moderne-primitif, individuel-collectif, rationnel-racial, national-global, politique-esthétique) qui servaient de base distinctive à la société civile et à la sphère publique françaises » (p. 196-197 et p. 253). Dans sa rigueur heuristique,

G. Wilder n'évite certes pas certaines affirmations malencontreuses : on regrettera notamment l'erreur systématique sur le nom de Gilbert Gratiant, la confusion entre Alexandre-Auguste Ledru-Rollin et le décret Louis Rollin pour la Guyane, l'étymologie fantaisiste des « nègreries » de Césaire (conçues sur le modèle lexical de singerie ou de bouffonnerie, et non point comme un mot-valise entre nègre et rêverie) qui non seulement offre une interprétation erronée de cet article de 1935, mais reconduit en outre la conception fantasmagorique et hallucinée de l'identité négro-africaine qu'elle prétend critiquer. Au-delà de quelques scories ponctuelles, le livre de G. Wilder offre toutefois une relecture si stimulante de la production idéologique et littéraire francophone de l'entre-deux-guerres que l'on ne peut que vivement lui souhaiter d'être, en retour, bientôt traduit en français.

ANTHONY MANGEON

1 - Frederick COOPER, *Colonialism in question: Theory, knowledge, history*, Berkeley, University of California Press, 2005.

2 - Notamment par Philippe DEWITTE, *Les mouvements nègres en France, 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1985 ; Michel FABRE, *From Harlem to Paris: Black American writers in France, 1840-1980*, Urbana, University of Illinois Press, 1991 ; Christopher L. MILLER, *Nationalists and nomads: Essays on francophone African literature and culture*, Chicago, University of Chicago Press, 1998 ; Brent Hayes EDWARDS, *The practice of diaspora: Literature, translation, and the rise of Black internationalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2003.

Eric Jennings

Vichy sous les tropiques.

La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940-1944
Paris, Grasset, 2004, 386 p.

Jacques Cantier et Eric Jennings (dir.)

L'empire colonial sous Vichy

Paris, Odile Jacob, 2004, 398 p.

L'ouvrage d'Eric Jennings, issu de sa thèse et traduit ici par l'auteur, est d'ores et déjà devenu une référence incontournable de

l'historiographie de la colonisation. Il présente la face coloniale de la Révolution nationale à partir de l'analyse croisée de la politique impériale de Vichy et de ses déclinaisons à Madagascar, en Guadeloupe et en Indochine. Le choix est judicieux : il permet d'embrasser trois continents, trois trajectoires coloniales très diverses, notamment sur le plan administratif et politique, et trois chronologies différentielles puisque l'État français a perdu la maîtrise de Madagascar en 1942, de la Guadeloupe en 1943 et de l'Indochine seulement à l'été 1944. Surtout, les significations de l'événement ont été profondément hétérogènes dans ces territoires : à Madagascar, il s'est agi d'un simple durcissement de la politique coloniale menée jusqu'alors, alors qu'en Guadeloupe, il y a eu une véritable remise en cause d'une culture républicaine bien enracinée, tandis que Vichy a proposé en Indochine une troisième voie entre l'assimilation et l'association, les deux piliers de la politique coloniale de la Troisième République.

Croisant en permanence perspectives coloniale, nationale et impériale, cet ouvrage apporte une contribution majeure à trois champs historiographiques : celui du régime de Vichy, du fait colonial au ^{xx}e siècle et de la décolonisation. En effet, loin de toute pression allemande, les colonies permettent de voir se déployer un « Vichy pur » (p. 307), notamment dans sa lutte contre les « ennemis de la patrie » : gaullistes, francs-maçons et juifs. Ainsi les deux statuts des juifs ont-ils été promulgués et appliqués dans ces territoires avec un zèle sans commune mesure avec les effectifs concernés – on recense alors par exemple 26 « Israélites » à Madagascar. Mais la politique de Vichy n'a pas fait que s'exporter aux colonies ; elle s'y est infléchie aussi. Dans une démonstration particulièrement intéressante et développée dans sa contribution au collectif *L'empire colonial sous Vichy*¹, E. Jennings va à l'encontre de la caractérisation du racisme de Vichy par Robert Paxton comme relevant d'une « xénophobie culturelle et nationale plutôt que raciale »². Ce constat s'appuyait principalement sur le cas d'Henri Lémery, juriste et sénateur noir de la Martinique, ami du maréchal Pétain et ministre des Colonies en juin-juillet 1940 ; il ne résiste pas à l'analyse

des multiples pratiques de discrimination raciale qui se sont répandues dans l'empire et, notamment, de la remise en cause systématique des accessions à la citoyenneté des indigènes des colonies.

Les inflexions que le régime de Vichy a apportées à la politique coloniale sont mises en évidence grâce au constant changement de focale, du niveau impérial à l'échelle du village (voir notamment les passionnants développements sur la bourgade de Soavinandriana à Madagascar), qui permet d'en saisir au plus près les relais, chez les coloniaux comme les colonisés. Si la Révolution nationale incarne une « contrainte coloniale accrue » (p. 107), par exemple avec l'intensification du travail forcé à Madagascar, elle représente aussi une rupture par rapport au programme colonial républicain, reposant sur un équilibre instable entre assimilation et association, ce qui expliquerait l'enthousiasme avec lequel elle a été accueillie et relayée dans les territoires étudiés. On aimerait pourtant voir ici nuancée la thèse des affinités électives entre le régime de Vichy et les colonisateurs, qualifiés de « Vichystes avant la lettre » (p. 66) à Madagascar ou comme « acquis d'avance aux principes de la Révolution nationale » (p. 206) en Indochine. Ces caractérisations négligent la complexité des idéologies répandues avant-guerre dans le personnel colonial et même dans le groupe des colons.

Mais la pierre de touche de la politique impériale de Vichy consiste avant tout dans la restauration d'une authenticité indigène, à travers une « retribalisation » à Madagascar ou un « réenracinement des Indochinois dans leurs cultures et dans leurs races » (p. 241). L'auteur analyse toutes les tentatives pour « remettre l'indigène à sa place » en s'intéressant de très près aux techniques « d'invention de la tradition » mises en œuvre à Madagascar (Pétain y est présenté comme une réincarnation d'un roi mérina) ou en Indochine où la propagande met en avant les similarités entre les valeurs de la Révolution nationale et celles de la tradition confucéenne. En Asie surtout, les élites indigènes se saisissent de ce projet qui représente une occasion unique pour redevenir, selon l'un de leurs représentants, des « Annamites complets » (p. 212). Dans ce

contexte, les différentes colonies apparaissent comme autant de provinces, exaltées on le sait par Vichy comme le cadre naturel de l'épanouissement des identités individuelles et collectives. Dès lors, l'originalité de la politique de Vichy réside dans sa tentative de produire un empire constitué de « petites patries », articulées les unes aux autres mais au sein desquelles le nationalisme local est encouragé. Cet aspect est développé dans le chapitre final du livre, qui montre comment Vichy essaie de produire une unité impériale à partir de fêtes (la fête du 1^{er} mai, la fête de la Légion, la fête de Jeanne d'Arc) qui mettent en scène la devise « travail, famille, patrie ». L'auteur y livre notamment une brillante analyse d'une cérémonie à Gergovie le 30 août 1942, au cours de laquelle le mélange des terres venues de toutes les provinces de France mais aussi des colonies de l'empire a été l'occasion d'exalter l'assimilation, celle des sols plutôt que des sangs, c'est-à-dire une assimilation territoriale au détriment d'une assimilation des hommes, notion romaine appropriée par la République.

Ce faisant, sous les tropiques, Vichy a, selon l'auteur, produit une « stimulation inconsciente des sentiments nationalistes » qui ont finalement nourri l'opposition à la colonisation (p. 306). Avec cette démonstration, l'ouvrage d'E. Jennings approfondit considérablement notre connaissance de l'histoire de la décolonisation : l'insurrection de 1947 à Madagascar tirerait en partie ses origines à la fois de la vigueur de la répression coloniale et de l'exaltation de la culture méridionale, alors que le mouvement national vietnamien aurait puisé une partie de ses thèmes dans la consécration par Vichy des figures historiques de la lutte contre l'empire chinois et dans un certain nombre de techniques de guérilla de mouvements paramilitaires de jeunesse vite investis par le Viêt-minh. En Guadeloupe, le combat pour la départementalisation en 1946 doit être ramené à la période de Vichy qui a poussé les élites locales à rechercher « une garantie contre toute nouvelle dérive autoritaire » (p. 180).

Ce travail magistral a fourni les principales directions suivies dans le travail collectif, *L'empire colonial sous Vichy*, qui étend considérablement la dimension comparatiste, en incluant notamment l'Afrique du Nord. On y

retrouve une réflexion sur les grandes options politiques et administratives prises par Vichy dans l'empire, l'analyse des techniques de propagande et de répression, les stratégies des populations colonisées comme celles des élites européennes et, enfin, la mise en évidence des enjeux de l'après-Vichy. On ne peut qu'apprécier l'ampleur des données rassemblées sur des points essentiels mais mal connus (la propagande envers les jeunes, les persécutions contre les juifs, l'épisode de Vichy en Afrique occidentale française) et relever la réflexion de Jacques Cantier sur les enjeux de la mémoire de Vichy dans les colonies. Elle a en effet le grand mérite de distinguer le temps de la « mémoire brûlante » de celui des « sédimentations » et enfin du « retour de mémoire », fournissant ici un modèle fort utile pour ceux qui, aujourd'hui nombreux, essaient de penser les effets à long terme de la « mémoire coloniale ».

EMMANUELLE SAADA

1 - « Vichy fut-il aussi antinoir ? », p. 213-231.

2 - Robert PAXTON, *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1973, p. 172.

Hubert Bonin, Catherine Hodeir et Jean-François Klein (dir.)

L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire
Paris, Publications de la SFHOM, 2008, 844 p.

Le renouvellement de l'historiographie coloniale et impériale s'est réalisé au cours des vingt dernières années assez à distance des questions économiques alors que, durant les années 1960 et 1970, l'histoire des liens entre capitalisme et colonisation avait été un champ très parcouru. L'approche adoptée par cet imposant volume ne se limite pas à une analyse des entreprises ou des flux financiers liés au monde impérial mais se veut une « histoire des réseaux d'influence » (p. 8). En élargissant les travaux pionniers sur le « parti colonial » français, l'ouvrage développe un propos ambitieux et se centre sur des études de cas concernant diffé-

rents lieux, organisations professionnelles patronales ou institutions. Les textes sont regroupés en quatre parties qui constituent autant d'échelles d'analyse des réseaux d'influence : au cœur du système politique, sur les places régionales en France métropolitaine, au cœur de la place marchande et financière parisienne et sur celles d'outre-mer. Il ne peut bien sûr s'agir ici de rendre compte de toutes les contributions qui couvrent près d'un siècle et demi – avec une part importante, mais non exclusive, consacrée à la Troisième République – et l'ensemble des territoires de l'empire colonial français.

Plusieurs textes proposent des approches biographiques pour présenter l'histoire des idées et des représentations coloniales : le prince Napoléon et Prosper de Chasseloup-Laubat, Eugène Étienne et Auguste d'Arenberg, Paul Leroy-Beaulieu, Charles Jonnart. On dispose également de portraits de groupes comme pour les missionnaires ou les économistes, avec un intéressant papier de Pierre Singaravélou qui montre l'institutionnalisation de « l'économie coloniale » dans l'enseignement supérieur au tournant du siècle. Le ministère des Colonies, le Quai d'Orsay, le ministère des Finances se retrouvent, à l'instar de l'ensemble des administrations, dans plusieurs contributions. Certaines places portuaires sont privilégiées par des études qui tiennent compte des recherches existantes ou en cours : Bordeaux, Marseille, Toulon et Le Havre. Mais l'ouvrage présente aussi des analyses de milieux patronaux d'autres régions à forte identité économique : Lyon, le Nord et Mulhouse. L'ensemble des textes sur la place parisienne illustre bien la différence des approches qui s'intéressent aux corps intermédiaires de l'économie comme la chambre de commerce de Paris, les réseaux bancaires, l'influence de la banque Rothschild *via* la société Le Nickel, le Comité des forges. On regrettera juste que certains textes – celui sur les relations patronales franco-allemandes notamment – soient parfois surprenants au vu de l'historiographie actuelle sur les élites patronales. La dernière partie de l'ouvrage permet de déplacer le regard vers les réseaux patronaux dans divers espaces coloniaux : Djibouti, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, le Yunnan, la Réunion, et les différentes parties du territoire colonial indochinois.

Quatre conclusions permettent de réfléchir à l'accumulation de ces connaissances factuelles. Les deux premières sont en fait des textes courts de « grands témoins » par des professeurs qui ont travaillé sur ces questions : Catherine Coquery-Vidrovitch et Jacques Marseille. Catherine Hodeir, auteur d'une prosopographie du grand patronat colonial, formule une synthèse trop descriptive de tous les textes du volume présentant l'esprit économique impérial « entre utopie, idéologie et raison » (p. 767). Jean-François Klein donne un texte plus original sur ce qu'il nomme avec un néologisme peu heureux la « linocratie impériale » (p. 787). L'auteur revient en détail sur la bibliographie récente et renouvelée concernant les groupes d'intérêt, sur l'historiographie de l'économie coloniale et établit une typologie du patronat ultramarin – métropolitain, colonial et impérial. Il souligne également quelques lignes de force qui se dégagent de l'ensemble, tel l'influence des saint-simoniens puis des gambettistes mais aussi des modérés et des libéraux dans les projets impériaux. Il trace enfin des pistes de recherche pour éviter de garder un programme au « caractère gallo-centré ».

La qualité de la publication permet la présence de nombreuses illustrations, bienvenues même si trop peu commentées, et d'un précieux index des noms de personnes. Les pistes bibliographiques avancées au début de l'ouvrage sont utiles et présentent surtout les travaux anciens sur ces différentes questions. L'ampleur du projet et le volume réalisé en font, malgré la diverse qualité des monographies et les débats historiographiques, une somme désormais incontournable sur l'approche économique de l'empire colonial français.

ALAIN CHATRIOT

Emmanuelle Saada

Les enfants de la colonie.

*Les métis de l'Empire français
entre sujétion et citoyenneté*

Paris, La Découverte, 2007, 335 p.

Par son objet et sa méthode, cette thèse de sociologie illustre brillamment les apports de la

démarche socio-historienne dans le champ des *colonial studies*. Dans la continuité des travaux de Gérard Noiriel sur la nationalité et la citoyenneté, sur le rôle du droit et de la bureaucratie dans les processus de catégorisation et d'identification des individus, Emmanuelle Saada s'est attachée à construire un objet d'étude inédit, la « question du métissage », prisme au travers duquel elle renouvelle notre appréhension de l'État colonial¹. L'auteur entreprend de dénaturiser une catégorie socio-administrative – les métis – qu'elle historicise en mobilisant un corpus de sources riches et diverses (projets de décret, archives des sociétés d'assistance, jugements, dossiers de naturalisation, annuaires statistiques, correspondance de métis avec l'administration, etc.). *L'Homo metis*, identique dans toutes les sociétés et aux quatre coins de l'empire français, n'existe pas : la construction et la dissolution de cette catégorie résultent de conditions sociales et de rapports de pouvoirs spécifiques. Toujours hybrides, souvent bâtards, les métis coloniaux constituent un groupe social difficile à cerner et à comptabiliser. Il s'agit donc moins de définir sa nature que de préciser, selon chaque situation coloniale, les contours de la configuration qui, dans la première moitié du XX^e siècle, instaure les frontières entre « citoyens », « sujets » et « métis ».

S'il y eut des métis dans toutes les parties de l'empire, la question métisse – essentiellement politique et juridique – ne se pose pas partout : elle n'est pas débattue aux Antilles, en Guyane, à la Réunion, en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Dans les « vieilles colonies », les anciens esclaves accédant à la citoyenneté en 1848, le métissage n'est pas perçu comme un problème social et politique. E. Saada émet l'hypothèse de l'existence d'un faible nombre de métis en Algérie, en raison du moindre déséquilibre entre les sexes et de l'impossible accès des Français aux femmes indigènes. L'auteur, en l'absence de statistiques, est peut-être conduit à sous-évaluer leur importance dans la mesure où les métis sont moins facilement identifiables au Maghreb. La question métisse s'avère en revanche omniprésente à Madagascar, dans les territoires militaires du sud de l'Algérie et, surtout, en Indochine. L'exception indochinoise s'expliquerait par la

surreprésentation des hommes dans la population européenne : l'administration coloniale y a laissé se développer des pratiques de concubinage, encouragées par la forte mobilité des administrateurs civils et des militaires. Les nombreux enfants nés de père étranger posent problème dans la société vietnamienne strictement patrilinéaire. Cette géographie différenciée de la question métisse remet en cause le discours culturaliste sur le modèle colonial français qui, sous la Troisième République, a fait du traitement des métis l'une des principales illustrations de la politique d'assimilation latine par opposition aux Britanniques, présentés comme réfractaires au métissage.

En effet, la logique assimilationniste ne prévaut en France que dans la première moitié du XIX^e siècle. Dès les années 1860, l'ordre juridique colonial se fonde sur la dissociation entre nationalité et citoyenneté, entre « sujet » et « citoyen », entre « indigènes » et Français. Le pluralisme juridique est justifié par une doctrine évolutionniste et relativiste qui, en contradiction avec les principes unificateurs du Code civil, soutient que le droit résulte d'un « milieu » spécifique, notion néo-lamarckienne très répandue parmi les élites coloniales. Très rapidement se pose la question métisse : les enfants métis abandonnés par leur père, considérés comme déclassés par la société coloniale, brouillent la ligne de frontière biologique et juridique entre colonisateur et colonisé et menacent la pérennité de l'ordre juridique colonial.

Afin de répondre aux préoccupations natalistes, de garantir l'ordre social et d'accroître le prestige de l'empire français, les associations philanthropiques, à l'instar de la Société de protection de l'enfance, tentent de répondre à cette question métisse en recueillant les enfants abandonnés et en leur offrant une éducation française afin de les soustraire à l'influence « néfaste » de la société indigène. Cette œuvre sociale s'avère rapidement insuffisante parce qu'elle se heurte à un obstacle juridique : la majorité des métis, issus de mère « indigène » et de père français demeurant souvent inconnus, sont exclus de la citoyenneté. Les champions de la cause métisse militent donc en faveur de la transmission de la citoyenneté française et obtiennent par la

décret du 8 novembre 1928 la reconnaissance des métis indochinois comme citoyens. Ce texte réglementaire accorde la citoyenneté à des milliers d'enfants de mère indigène et de père présumé français en introduisant la catégorie de « race » dans le droit républicain. Il incombe aux métis de faire la preuve de leur appartenance à la « race française » devant les juges qui apprécient l'apparence physique mais aussi le nom, la culture, la situation sociale, les pratiques sportives et les bonnes manières de chaque impétrant. En se fondant en partie sur des critères culturels, cette « racialisation » des pratiques administratives doit favoriser l'intégration des métis de l'empire dans la communauté des citoyens.

E. Saada examine méticuleusement la jurisprudence coloniale des demandes en reconnaissance de paternité souvent regardées comme des requêtes frauduleuses, facteurs de désordre social et familial. Des Français peuvent en effet reconnaître indûment un enfant pour des raisons financières et en sens inverse certaines familles « indigènes » engagent, contre la volonté du père présumé, des recherches de paternité. Ainsi, l'État s'ingère dans les affaires privées en vérifiant la filiation et, là encore, rompt avec la tradition du Code civil. L'Indochine devient un véritable laboratoire juridique qui sert de modèle aux dispositions appliquées à partir de 1934 en Afrique occidentale française puis à Madagascar et en Nouvelle-Calédonie. L'auteur précise toutefois que le droit colonial, en dépit de son usage de la notion de « race », n'a pas eu d'influence directe sur l'élaboration du droit antisémite de Vichy.

Cet ouvrage resitue subtilement le droit au cœur de la domination coloniale qui ne s'est pas exclusivement imposée par la force. L'intériorisation quotidienne des hiérarchies politiques et juridiques françaises par les « indigènes » permet aux colonisateurs d'asseoir et de légitimer leur domination sociale. Les savoirs juridiques et les pratiques administratives circulent entre les différentes colonies françaises ainsi qu'entre les différents empires. Aussi pourra-t-on lire avec profit les travaux sur les colonies françaises à peine évoquées dans cette étude (Antilles, Afrique subsaharienne, etc.) et sur les autres empires coloniaux

européens (britannique, allemand, etc.) où semble se poser autrement la question métisse².

PIERRE SINGARAVÉLOU

1 - Emmanuelle SAADA, « Citoyens et sujets de l'Empire français. Les usages du droit en situation coloniale », *Genèses*, 53, 2003, p. 4-24 ; Romain BERTRAND et Emmanuelle SAADA, dossier « L'État colonial », *Politix*, 17-66, 2004.

2 - Owen WHITE, *Children of the French empire: Miscegenation and colonial society in French West Africa, 1895-1960*, Oxford, Clarendon Press, 1999 ; Lora WILDENTHAL, *German women for empire, 1884-1945*, Durham, Duke University Press, 2001.

Marie Salaün

L'école indigène.

Nouvelle-Calédonie, 1885-1945

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, 279 p.

À la charnière de l'histoire, de la sociologie et de l'anthropologie, le livre de Marie Salaün comble un vide historiographique. Issu d'une thèse, l'ouvrage examine la politique scolaire du gouvernement français à l'égard des Kanaks de Nouvelle-Calédonie, de 1885 – premier arrêté « relatif à la création et à l'organisation des écoles indigènes » – à la fin de l'indigénat en 1945.

Si le livre, qui s'ouvre sur les accords de Nouméa signés en 1998, place les enjeux mémoriels et identitaires au cœur de la réflexion, il doit sa richesse aux trois niveaux de lecture qu'il autorise : retraçant l'histoire jusqu'ici mal connue de la « question scolaire » dans cette colonie sous domination française depuis 1853, il enrichit le champ des études sur l'enseignement – missionnaire et officiel – à l'échelle de l'empire français et permet d'interroger le fait colonial dans son ensemble, au plus près des archives écrites et des témoignages convoqués pour rendre compte des interactions entre colonisateurs et colonisés. La perspective est celle d'une histoire sociale qui reconstruit la genèse de l'institution scolaire grâce à l'analyse des discours et des pratiques de l'ensemble des acteurs – missionnaires

catholiques et protestants, élèves et maîtres kanaks, colons et métropolitains. M. Salaün confirme à partir du cas néo-calédonien que l'entreprise de « civilisation » engagée par la France dans ses territoires coloniaux fut aussi strictement limitée en investissements financiers et humains, en connaissances transmises, en débouchés professionnels offerts, qu'elle le fut fondamentalement par l'altérité indépassable attribuée aux « indigènes » qui ne devaient faire usage de la parcelle accordée du savoir occidental que dans le cadre rigoureusement borné de leur statut de colonisés.

Le livre, organisé en quatre parties, revient dans un premier temps sur les sources et les méthodes mobilisées pour circonscrire « l'objet évanescant » (p. 27) que fut la politique scolaire gouvernementale en Nouvelle-Calédonie. Soucieuse de se démarquer d'une histoire officielle qui fit la part belle au monopole missionnaire, l'auteur part à la recherche des écoles publiques, soulignant les lacunes, la discontinuité, l'hétérogénéité et la faible fiabilité statistique des archives. Pour autant, les matériaux rassemblés autorisent la reconstitution dans une deuxième partie d'une géographie et d'une démographie scolaires ainsi que l'analyse des cadres juridique et budgétaire de l'école « indigène ». Particulièrement évocatrice, une troisième partie traite de la formation des premiers moniteurs kanaks au sein de l'école de Montravel, qui fonctionna de 1913 à 1942 non loin de Nouméa. Le livre s'achève par une série de témoignages inscrits dans une réflexion plus globale sur la mémoire kanake de l'école coloniale. Au fil de la démonstration, l'auteur cherche à saisir la version autochtone de l'école missionnaire ou officielle et pose la question d'une spécificité mélanésienne. Pour ce faire, les travaux de Fanny Colonna sur l'Algérie, de Monique Ratrimoarivony sur Madagascar ou de Papa Ibrahima Seck sur l'Afrique occidentale française (AOF) – ce dernier ouvrage traitant cependant essentiellement du Sénégal – sont interrogés. Si l'on peut regretter des absences (Pierre Vermeren sur le Maroc et la Tunisie, d'autres études sur l'Afrique¹) et la faible utilisation du travail de Pascale Besançon sur l'Indochine, la perspective comparatiste fait apparaître bien des convergences entre l'école coloniale en

Nouvelle-Calédonie et celle des autres territoires sous domination française.

L'institution scolaire, dont les effets en termes de reproduction sociale se rencontrent dans toutes les sociétés, devient en situation coloniale un instrument de relégation plus brutal « autorisant l'ascension contrôlée d'une minorité d'élus² » au prix de l'exclusion du plus grand nombre. Cette logique s'accompagne d'une contradiction intrinsèque entre l'indigénat juridique et politique et la volonté de francisation intellectuelle et morale, aussi limitée soit-elle. Car la pédagogie, fondée sur une méfiance généralisée à l'égard de toute dérive « intellectualiste », vise à éviter de produire des « déclassés » susceptibles de revendiquer une égalité de droits avec le colonisateur. L'entreprise de dressage des corps et de « civilisation » des esprits est enfin justifiée par un discours récurrent sur la « sauvagerie » des populations. La concordance est frappante entre une déclaration du *Journal des missions évangéliques* en 1921 à propos des effets de l'éducation sur les jeunes filles kanakes de l'école protestante de Do Néva : « leur regard, plus ouvert, rend leur physionomie aimable et confiante » (p. 41), et cette remarque de la directrice de l'internat des sages-femmes en AOF en 1923, qui note après quelques mois d'internat « un affinement de l'expression du visage³ » chez ses élèves. Au titre des ressemblances, on peut regretter que la rupture que représente la Première Guerre mondiale soit signalée mais peu interrogée. La multiplication des textes législatifs, l'augmentation des investissements au début des années 1920 et la croissance des effectifs scolarisés se rencontrent à l'échelle de l'empire et précèdent le retour à des politiques plus conservatrices au début des années 1930. Les logiques de scolarisation semblent aussi globalement partagées, qui se différencient en fonction du degré de contrainte exercé par le pouvoir colonial. Sur le fait colonial d'une façon générale, l'ouvrage démontre une fois de plus le fossé qui sépare les discours des réalisations et les paradoxes d'une « mission civilisatrice » répondant à des objectifs avant tout pragmatiques⁴. Cependant, au fil de la lecture, des spécificités néo-calédoniennes émergent qui lient d'autant plus étroitement la « question scolaire » à

celle d'une identité « confisquée » que le territoire reste sous domination française après les années 1960.

Le pouvoir colonial s'est ici imposé au moyen d'un régime de l'indigénat inédit à l'échelle de l'empire, car fondé sur le cantonnement des Kanaks dans des réserves dont ils ne seront autorisés à sortir qu'en 1946. L'interdiction de se déplacer librement eut des effets directs en matière scolaire : si l'école n'était pas construite à proximité, les Kanaks ne pouvaient qu'exceptionnellement s'y rendre. L'enseignement gouvernemental fut par ailleurs embryonnaire, même si l'auteur conclue à un triplement des effectifs en 60 ans (de 1 500 à 4 500 élèves environ). *A contrario* de ce que l'on observe en Afrique ou en Asie, le certificat d'études indigène n'exista pas en Nouvelle-Calédonie, pas plus que l'enseignement secondaire – le baccalauréat est obtenu par le premier Mélanésien en 1962 – ou professionnel (à l'exception de l'école de Montravail qui forma quelques dizaines de moniteurs). Enfin, les témoignages d'anciens élèves dessinent un univers véritablement concentrationnaire où l'enrégimentement et la discipline s'accompagnaient d'une alimentation toujours insuffisante. Cette expérience partagée a ancré chez les « Vieux » le sentiment d'avoir été une génération sacrifiée et le livre de M. Salatin va alors plus loin que la seule analyse de la question scolaire. Il interroge les relations entre les communautés et l'État, les héritages et la mémoire, dans un contexte de domination violente dont les effets restent d'actualité.

PASCALE BARTHÉLÉMY

1 - Voir notamment Marie-France LANGE (dir.), n° spécial « Enseignements », *Cahiers d'études africaines*, 169-170, 2003.

2 - Jean-Marie KOHLER et Loïc WACQUANT, *L'école inégale. Éléments pour une sociologie de l'école en Nouvelle-Calédonie*, Paris, Institut culturel mélanésien/ORSTOM, 1985, p. 10.

3 - M^{me} NOGUE, « Les sages-femmes auxiliaires en Afrique occidentale française », *Bulletin du comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF*, 6, 3, 1923, p. 429-470, ici p. 450.

4 - Voir Alice L. CONKLIN, *A mission to civilize: The republican idea of empire in France and West Africa, 1885-1930*, Stanford, Stanford University Press, 1997.

Anne Hugon (dir.)

Histoire des femmes en situation coloniale.

Afrique et Asie, XX^e siècle

Paris, Karthala, 2004, 240 p.

Au regard du long désintérêt dont fit montre la communauté historique pour les femmes, il n'est guère étonnant de constater, avec les auteures de cet ouvrage, le déficit persistant de recherches sur les colonisées et les colonisatrices. Le bilan dressé par les trois premières contributions montre que cette négligence incombe surtout aux historien(ne)s francophones qui n'ont pas suivi le chemin ouvert en 1985 par l'étude sur *La femme au temps des colonies*¹, et sont demeuré(e)s insensibles à la richesse des travaux anglophones croisant histoire coloniale et histoire du genre.

Le premier mérite de cet ouvrage collectif féminin est de tirer les conséquences de cette carence historiographique : éviction du sujet « femme » d'une part, et non prise en compte de la dimension genrée de la situation coloniale d'autre part. Si on excepte les travaux sur l'Algérie et quelques tentatives de synthèse sur les femmes et le colonialisme, ce comportement perdure puisqu'en 2002, sur les 22 contributions de *Décolonisation, décolonisations*, seul un article abordait l'expérience féminine². Celle-ci est pourtant capitale pour comprendre le fonctionnement colonial ; ne serait-ce que pour lui restituer sa dimension sexuée, sa virilité dans le droit fil de la « conquérante masculinité », qui ne pouvait qu'influencer la perception de tout colonisé et la gestion de la colonie.

Passé ce constat attendu, le bilan historiographique s'attache à comprendre le sens de ces lacunes. Ainsi la méconnaissance des femmes du sous-continent indien par l'historiographie française interpelle-t-elle car elle contraste avec la richesse des recherches anglophones. La responsabilité, selon Janaki Nair, incombe à la frilosité francophone de s'affirmer féministe, c'est-à-dire de ne pas se contenter de fabriquer un « nouveau sujet historique [...] mais d'élaborer une critique des méthodes de la discipline elle-même, discipline soi-disant neutre et en réalité imperméable à la perspective du genre ». Les Françaises seraient dépourvues de la dimen-

sion politique des féministes chercheuses du continent indien qui, en contestant l'histoire conventionnelle, veulent faire reconnaître que « tout aspect du réel est généré », ce que les *subaltern studies* rechignent à admettre. Pareille remarque étonne quand les historiennes des femmes françaises ont adopté de longue date cette posture et que Danielle Haase-Dubosc clôt ce livre en rappelant la riche collaboration entre historiennes féministes indiennes et françaises pour « repenser les féministes dans un monde transnational ».

En Inde comme en Afrique, ce ne sont pas les sources qui font défaut mais la volonté de les interroger. Sophie Dulucq et Odile Goerg en veulent pour preuve l'abondante documentation fournie pour l'Afrique subsaharienne par les missionnaires et les philanthropes sur « la condition féminine ». La marginalisation des problématiques sexuées conduit les auteures à conclure à une « injection à petites doses [qui] ne constitue pas une démarche centrale ». Même abondance pour étudier les Vietnamiennes dont la présence dans l'histoire moderne et contemporaine est « massive, dynamique [...] valorisant dans le contexte sociopolitique actuel et valorisée par l'historiographie vietnamienne », dans la continuité de l'histoire millénaire à laquelle les femmes ont participé comme actrices économiques et résistantes politiques à l'occupation chinoise. Pourtant, les activités nationalistes féminines après le mouvement des « nouveaux lettrés » et avant la création du parti communiste n'ont pas été objets d'études. Quant au militantisme révolutionnaire des femmes, il est certes valorisé mais la spécificité de leurs luttes et leur conscience de genre sont évacuées au profit d'une hagiographie d'héroïnes, propres à dénoncer « la société féodale » et sa morale, notamment familiale.

Les autres contributions de cet ouvrage confirment le bien-fondé de cette entreprise historiographique : toutes renouvellent l'articulation colonisation/femmes/genre, y compris sur des sujets en apparence bien connus, comme celui du rôle et de l'implication des « sages-femmes africaines diplômées en Afrique occidentale française (AOF) des années 1920 aux années 1960 ». Pascale Barthélémy démontre que si la naissance demeure une

affaire de femmes, les sages-femmes qui, au nom du savoir des colonisateurs, modifient les pratiques d'accouchement et donc le pouvoir des matrones, sont les instruments d'une politique masculine dominatrice. La maternité peut donc être le lieu de l'acculturation, c'est ce que confirme Anne Hugon à la suite de l'historiographie anglaise qui a prouvé la place centrale de la maternité dans l'entreprise coloniale : pour les métropolitaines, la maternité est un devoir moral à l'égard de la nation colonisatrice, pour les colonisées un devoir économique. Dans la Gold Coast entre 1920 et 1950, la refonte de la maternité, imposée par la formation au « métier de mère », s'insère dans la politique coloniale, partie prenante de l'*indirect rule*. Modifications sociales et économiques débouchent sur de telles transformations qu'on a pu parler de « gender chaos » (Jean Allman). L'article découvre les stratégies de contournement adoptées par les colonisées face à cette imposition étrangère, chaque groupe a su élaborer sa propre idéologie en la matière, cette diversité « défie [...] le concept de 'bonne mère' », elle signe un échec de la politique colonisatrice, en un lieu pour le moins inattendu.

C'est du reste cette démarche qui prévaut dans tout l'ouvrage : interroger les sources bien au-delà de ce qu'elles semblent dire. Ainsi Catherine Jacques et Valérie Piette veulent-elles comprendre comment un groupement féminin – l'Union des femmes coloniales belges fondée en 1923 – « peut servir la cause coloniale » quand il se donne pour but d'aider les femmes et les enfants en comprenant la société congolaise, et Faranirina Rajaonah décrypte la matière dont ces trente dernières années le genre a été véhiculé par des manuels de lecture d'enseignantes malgaches.

Emmanuelle Sibeud se dégage, elle, des antennes sur la misogynie des colonisateurs, lesquelles bloquent toute réflexion approfondie, pour étudier la façon dont Maurice Delafosse, ethnographe de renom, parvient à articuler des propos dépréciatifs sur les femmes sénoufo, dites « laides et mal conformées », avec ses inlassables plaidoyers sur « l'originalité et la diversité des civilisations », et comprendre l'impact de cette posture sur sa gestion d'administrateur au nord de la Côte-

d'Ivoire. De fait, l'historienne affirme que cette perception des femmes le conduit à une « interprétation totale du rapport de domination qui le lie à ces sociétés ». Elle souligne une évidence, dont avant ce livre on a pourtant peu tenu compte, surtout dans ses effets, à savoir le déséquilibre sexué : la masculinité de la société colonisatrice implique une « confrontation entre des hommes colonisateurs d'un côté et des hommes et des femmes colonisées de l'autre ». Si les conséquences pratiques semblent aller de soi, il faut être, avec E. Sibeud, attentif aux enjeux théoriques : d'une part, ces approches masculinocentriques conduisent à confondre « délibérément la masculinité, la domination, notamment coloniale, et le progrès en les opposant à la féminité, à l'assujettissement et à la primitivité », d'autre part, elles s'inscrivent dans la « révolution culturelle de la science de l'homme ». « Ce qui se joue, en France, autour des sociétés africaines et dans l'expérience coloniale du terrain ethnographique, c'est en effet l'acceptation d'une diversité culturelle effrayante parce qu'elle menace d'explosion l'unité du genre humain ». Un livre passionnant et stimulant.

YANNICK RIPA

1 - Yvonne KNIBIEHLER et Régine GOUTALIER, *La femme au temps des colonies*, Paris, Stock, 1985.

2 - Christine LEVISSÉ-TOUZÉ et Romain H. RAINERO (dir.), *Décolonisation, décolonisations. Actes des journées internationales d'histoire, 19-21 octobre 2000*, Caen, Mémorial de Caen, 2002.

**Benjamin N. Lawrance,
Emily Lynn Osborn
et Richard L. Roberts (éd.)**

*Intermediaries, interpreters and clerks:
African employees in the making
of colonial Africa*

Madison, University of Wisconsin Press,
2006, 332 p.

Le constat de l'importance des intermédiaires africains dans le fonctionnement de l'État colonial est ancien, mais les travaux consacrés à la question sont rares. Le silence de l'historiographie reflète sans doute les logiques de

constitution des archives coloniales – une partie de l'écriture des rapports officiels consistant précisément à gommer les traces de l'intervention d'auxiliaires locaux dans la production de savoirs ou l'action politique. Pour évaluer spécifiquement le rôle des employés administratifs africains (interprètes, écrivains, clercs) dans l'histoire de l'Afrique coloniale, les auteurs de cet ouvrage collectif ont donc dû faire preuve d'inventivité méthodologique : d'une part en utilisant des sources peu connues, comme les autobiographies, les productions littéraires et ethnographiques de lettrés africains ou les archives judiciaires locales, et d'autre part en ayant recours à des approches que l'on peut qualifier de « micro-historiques ». Biographies individuelles, études de scandales, d'affaires et d'enquêtes policières permettent de décrire, selon le principe de « l'exception ordinaire », les contraintes et les marges de manœuvre de l'action des intermédiaires africains de l'administration coloniale. Ces choix donnent lieu à une plongée passionnante dans le quotidien de ces « passeurs » placés à l'interface des univers coloniaux et indigènes, dont les rôles de négociation, de courtage, de traduction et d'appropriation ont littéralement façonné la domination coloniale en Afrique.

L'un des mérites de l'ouvrage est d'engager une discussion collective autour de plusieurs questions d'actualité en histoire coloniale, à partir d'une douzaine d'études situées en Afrique coloniale française et britannique. Celle de l'État colonial d'abord, que l'examen des « petites mains » de la colonisation donne à voir au ras de ses routines administratives. Parfois décrit comme une machine omnisciente et omnipotente, il apparaît dans cet ouvrage comme un ensemble hétérogène et incohérent, fondamentalement dépendant de l'intermédiation d'acteurs indigènes tant pour son fonctionnement pratique que dans sa quête d'hégémonie au sein des sociétés locales. Les trajectoires et les initiatives des clercs, secrétaires ou interprètes démontrent aussi que les répertoires d'action des indigènes ne se laissaient pas enfermer dans l'alternative entre collaboration et résistance. De même, le nombre et l'importance de ces figures de « l'entre-deux » font clairement apparaître

la situation coloniale comme un monde d'interstices et d'intersections, plutôt que comme un face à face binaire entre colonisateurs et colonisés.

L'ouvrage propose une périodisation en deux temps de l'histoire des intermédiaires africains du gouvernement colonial. La première période, qui correspond à la conquête et aux premiers pas des administrations sur le continent (1800-1920), marque un moment de dépendance très forte des pouvoirs coloniaux vis-à-vis des interprètes, alors placés en position de force. La période qui succède (1920-1960) change la donne : la scolarisation et le développement des *lingua franca* limitent les recours aux interprètes alors que l'avènement d'une bureaucratie coloniale donne une autorité nouvelle aux employés qui maîtrisent la machinerie administrative. Étudiée par l'article d'Andreas Eckert, la période de la décolonisation s'accompagne de mobilisations collectives et de reconversions spectaculaires – les auxiliaires administratifs passant littéralement de « l'autre côté du bureau » ; elle voit se confirmer le rôle majeur des employés administratifs dans l'appropriation africaine de l'État.

Le principal point commun des différents articles est de montrer comment les intermédiaires africains ont pu instrumentaliser leur position au sein de l'administration coloniale pour leurs propres intérêts, selon des stratégies qui allaient de la ruse quotidienne, du contrôle de l'institution judiciaire, à l'appropriation pure et simple de la violence et de l'arbitraire colonial. La finesse et la diversité des analyses proposées permettent cependant de dépasser cette lecture instrumentale de l'utilisation « stratégique » des positions d'intermédiaires. Jean-Hervé Jézéquel souligne ainsi que les écrits ethnographiques des auxiliaires africains ne se limitaient pas à une « invention de la tradition » destinée à légitimer ou à solidifier les positions de pouvoir des auteurs eux-mêmes, mais s'inscrivaient aussi dans une quête de notabilité et de respectabilité, voire dans un projet réformiste et modernisateur sincère. Plusieurs études rappellent également que le « pari de la collaboration » (« *the bargain of collaboration* ») était risqué. Certaines trajectoires apparemment réussies de

« passeurs culturels » ont connu une fin tragique. L'incertitude et la fragilité des positions étaient la règle, dans un contexte politique mouvant. Le « plafond de verre » des carrières dans l'administration coloniale, déterminé par les hiérarchies raciales, pesait lui aussi sur l'expérience des employés africains ; il est assez peu évoqué dans l'ouvrage, bien qu'il fût un élément décisif pour leur ralliement aux mobilisations nationalistes des années 1950.

Le livre révèle que l'itinéraire de ces *middlemen* ne se résume pas à une « aventure ambiguë »¹, qu'elle soit vécue comme une stratégie intéressée ou comme un conflit inférieur entre modernité et tradition. Dans son article sur l'interprète camerounais Jacques Kuoh Moukouri, Ralph Austen ne manque pas de souligner qu'en choisissant la carrière et le style de vie « moderne » de l'interprète, celui-ci ne faisait précisément qu'être fidèle à sa « tradition », en l'occurrence celle des Dualas, dont le rôle d'intermédiaire entre les Européens et l'*hinterland* camerounais remonte au XVII^e siècle. Ce constat d'une historicité de longue durée, pas uniquement limitée à la parenthèse coloniale, de l'intermédiation africaine et des phénomènes de domestication culturelle qui y sont associés méritait peut-être d'être développé au-delà de ce cas précis. Si, comme le dit Frederick Cooper dans une phrase citée par plusieurs contributeurs, « on peut faire de l'entre-deux un chez soi, comme de n'importe quel autre lieu », il faut ajouter que la colonisation ne marque pas une rupture radicale sur ce point. Dans son article, David Pratten rappelle ainsi que de multiples catégories autochtones, qui qualifiaient en termes moraux différents modes d'intermédiation, préexistaient en fait aux transactions liées à la situation coloniale.

Pour terminer, notons que R. Austen n'a pas relevé, dans l'article qu'il lui consacre, que le titre de l'autobiographie de Kuoh Moukouri, « *Doigts noirs. Je fus écrivain-interprète au Cameroun* », orthographiait délibérément mal le mot « interprète » ; la bibliographie de fin d'ouvrage reproduit le lapsus en rectifiant, par erreur, ce qui était un pied de nez de l'écrivain camerounais. En corrigeant inconsciemment une faute d'orthographe pourtant pleine d'humour, et en « disciplinant » ainsi l'un de

leurs « objets d'étude », les contributeurs de ce bel ouvrage collectif souhaitaient peut-être rappeler que l'étude de la rencontre coloniale et de ses « malentendus opératoires » reste un chantier ouvert.

GUILLAUME LACHENAL

1 - Cheikh Hamidou KANE, *L'aventure ambiguë*, Paris, R. Julliard, 1961.

Grace Carswell

Cultivating success in Uganda:

Kigezi farmers & colonial policies

Oxford, James Currey, 2007, 258 p.

L'ouvrage de Grace Carswell couvre une région peu connue : le Kigezi, au sud-ouest de l'Ouganda, à la confluence du Congo et du Rwanda. Les thèmes abordés, l'histoire rurale et l'histoire du développement, ainsi que la période choisie sont peu étudiés en ce qui concerne ce pays. L'ouvrage traite du XX^e siècle et, en particulier, des années 1940-1960 (donc la période qualifiée de « colonial tardif » où domine déjà l'idéologie du développement). L'auteur inscrit néanmoins, quand cela est possible, les évolutions dans une perspective plus large, allant de la fin du XIX^e siècle à aujourd'hui. Cette recherche est le fruit d'un travail de Titan, G. Carswell a non seulement dépouillé les sources écrites faciles d'accès en Europe, mais elle a aussi obtenu la permission d'explorer de fond en comble les bâtiments de la préfecture du Kigezi ! Elle a ainsi redécouvert et sauvé les archives du district colonial oubliées et dispersées. On les pensait détruites durant les guerres civiles des années 1970 et 1980. Ces sources ont été complétées par des enquêtes fouillées et plus de 200 entretiens !

Ce travail comble une lacune dans la connaissance des politiques de développement agricole entrepris par la Grande-Bretagne coloniale et ses résultats en Afrique de l'Est. Le Kenya et la Tanzanie ont été particulièrement étudiés, contrairement à l'Ouganda. Le Kigezi était pourtant dans les années 1940 un modèle concernant la lutte contre l'érosion. Les experts de tout l'empire

s'y sont succédés pour comprendre ce succès et s'en inspirer (en vain le plus souvent). L'influence des crises écologiques que connaissent les États-Unis durant l'entre-deux-guerres (*dust bowl...*) sur la politique britannique est également bien illustrée.

Ce travail illustre à quel point les administrateurs de ces trois colonies partagent les mêmes idéologies et postures face au développement rural mais aussi comment le contexte local explique des résultats très différents et souvent même opposés. Un grand regret, la région étudiée constitue au XIX^e siècle culturellement, politiquement et géographiquement un prolongement du Rwanda or l'auteur n'a pas eu le courage d'affronter la littérature francophone¹. C'est d'autant plus regrettable que l'histoire et la géographie rurales du Rwanda et du Burundi sont une des principales contributions de la région des Grands Lacs à l'historiographie de l'Afrique. La rencontre de cette école avec celle, également exemplaire, qui s'est développée en parallèle au Kenya et en Tanzanie aurait présagé des avancées scientifiques considérables.

Une large partie de ce livre porte sur l'évaluation des projets de développement, sujet classique pour la période actuelle mais peu étudié concernant la période coloniale. G. Carswell montre bien que l'évaluation est généralement assez déconnectée de la réalité et de l'impact réel des projets sur le terrain.

L'exemple du tabac illustre judicieusement son propos. Durant la Seconde Guerre mondiale, les autorités coloniales désirent développer la culture d'une variété de tabac destinée à l'extraction de la nicotine. Après quelques années, ce projet, considéré comme un échec, est abandonné. En fait, la culture du tabac s'est développée à la suite d'incitations de la part des autorités coloniales et se poursuit jusqu'à nos jours, mais elle a échappé au contrôle de l'administration. Les paysans ont préféré contourner le mode de commercialisation para-étatique choisi par le gouvernement et vendre leur production dans des circuits parallèles, vers les districts avoisinant et les territoires belges. Dès lors, ce projet de développement permet l'insertion du tabac dans le calendrier et les pratiques agricoles du Kigezi, il procure des fonds importants aux paysans

mais ces succès sont effacés pour l'administration coloniale devant l'échec de la filière officielle du tabac.

Plus globalement, le pouvoir colonial pense avoir connu un échec dans le développement des cultures de rentes (*cash crops*). G. Carswell précise qu'en réalité des cultures extensives destinées au marché et à la vente précèdent l'arrivée des colonisateurs, mais il s'agit d'un commerce de produits alimentaires. La définition restrictive des cultures de rentes par les autorités britanniques (*i. e.* les cultures destinées au marché international) les aveugle. Un autre facteur qui brouille les perceptions des autorités est qu'une grande partie de l'économie du Kigezi repose sur sa situation frontalière ; le commerce ancien est destiné aux colonies belges et échappe aux statistiques britanniques.

Sur ce point, on peine à percevoir l'impact des troubles des années 1970 et 1980 dans l'histoire rurale de ce district. On peut se demander si justement cette position de périphérie frontalière n'a pas constitué une ressource économique lui permettant de survivre à l'effondrement de l'économie ougandaise. Le règne du marché noir et de l'économie parallèle a peut-être même profité à cette région grâce à la proximité des pays étrangers. L'isolement géographique de ce district, loin des centres stratégiques et politiques, a-t-il également protégé les paysans de l'horreur de la soldatesque d'Idi Amin Dada et de ses successeurs entre 1971 et 1986 ?

L'ouvrage aborde le patronage de façon originale. On connaît depuis longtemps la subversion des relations sociales que constitue la marchandisation des échanges. En général, cette érosion des relations sociales profite d'abord aux classes plus aisées, libérées de leur devoir de solidarité et de redistribution, obstacle considérable à l'accumulation. Dans le cas du Kigezi, cette monétarisation est d'abord perçue par les plus pauvres comme une libération des contraintes, des humiliations et des incertitudes des relations de dépendance personnelle. Clairement, une explication est, qu'au *xx^e* siècle, les rapports de force sont favorables au travail car la région manque de bras tout au long de la période.

Cela mène à un autre paradoxe : le Kigezi est la région la plus densément peuplée de

l'Ouganda. L'administration déplore la surpopulation de ce district depuis son implantation dans les années 1920 jusqu'à aujourd'hui. D'où une préoccupation pour son agriculture et l'encouragement des migrations. Donc une « région surpeuplée » à qui les administrateurs et les experts promettent une famine imminente depuis un siècle et qui n'en souffre pas, qui sert de grenier aux régions voisines et qui manque de bras. C'est en ça que les paysans du Kigezi « cultivent le succès ». Ils parviennent à s'adapter à une croissance démographique très forte sans détruire leur environnement et en maintenant des rendements agricoles remarquables (ce qui n'exclut bien sûr pas des changements sociaux importants). Cet ouvrage constitue donc une contribution importante à l'histoire du *xx^e* siècle en Afrique.

HENRI MÉDARD

1 - Heureusement, l'ouvrage de Jean-Pierre CHRÉTIEN, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Aubier, 2000, est traduit en anglais.

James McDougall

History and the culture of nationalism in Algeria

Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 266 p.

Dans son livre, James McDougall explore la question de l'écriture de l'histoire en Algérie. L'auteur évoque la figure de l'historien Ahmad Tawfiq al-Madani, né à Tunis en 1899, et se propose d'étudier la production historique de la première moitié du *xx^e* siècle. Il garde en fait une grande liberté dans le choix de ses thèmes et de sa périodisation puisque le lecteur est amené à suivre la fin de l'empire ottoman, les débuts de la conquête, et que sa réflexion se prolonge jusqu'en 2001. L'émigration de la famille d'al-Madani vers la Tunisie permet de rappeler que la migration fut une des réactions possibles à la catastrophe, au chaos provoqué par la conquête française. Il ne s'agit pas encore de l'émigration ouvrière vers la France, qui aura tant d'importance dans l'histoire du nationalisme algérien, mais d'une migration le long de routes anciennes, en direction d'autres régions de l'empire. Sans

concession pour le discours des *'ulamā* qui, au XX^e siècle, affirment que la décadence de la société algérienne l'aurait rendue colonisable, J. McDougall parvient à faire sentir à son lecteur le désarroi de la société algérienne face à la conquête militaire et à l'instauration d'un nouveau pouvoir dans un « monde en fragments » où les références connues volent en éclats. La figure d'al-Madani, dont les textes et la vie reviennent de loin en loin dans l'ouvrage, est prétexte à étudier l'élaboration du nationalisme à travers l'imagination d'une histoire, son écriture, et la transformation de la culture en Algérie.

On sait gré à J. McDougall de ne pas s'enfermer dans des catégories existantes. Le terme de *'ulamā*, qui fait référence à l'association du même nom, fondée en 1931, ou celui d'islahistes, pour désigner les tenants de la réforme de l'islam (*iṣlah*), ne sont pas utilisés *a priori*. En leur préférant l'expression *salafī*, dont les contours sont flous car elle est moins usuelle en Algérie, il peut analyser les textes d'historiens arabophones comme al-Madani ou Mubarak al-Mili, ceux de piliers de l'association des *'ulamā* comme 'Abd al-Ḥamīd Ibn Bādīs, mais aussi ceux d'intellectuels francophones réputés laïcs comme Lamine Lamoudi ou Ferhat Abbas, en révélant des continuités et des liens plus que des oppositions. Le spécialiste regrettera peut-être l'absence d'une biographie détaillée d'al-Madani ou un compte rendu fidèle de la « pensée politique des *'ulamā* », présents dans la thèse dont ce livre est tiré. Or, c'est en prenant la liberté de s'en détacher que l'auteur parvient à donner corps à son ambitieux titre pour évoquer les relations entre culture, histoire et nationalisme, conviant le lecteur, à travers les méandres d'une pensée dense et complexe, à une passionnante réflexion.

L'introduction, intitulée « The language of history », est une brillante et stimulante évocation de l'histoire dominante en Algérie, qui crée une généalogie linéaire exclusive du mouvement national autour de l'Étoile nord-africaine, puis du Parti du peuple algérien et enfin du Front de libération nationale. Diverses organisations en sont exclues, notamment l'Union démocratique du Manifeste algérien de Ferhat Abbas, le Parti commu-

niste algérien ou le Mouvement national algérien d'Ahmed Messali Hadj. J. McDougall montre que colonialisme et nationalisme ont concouru à l'élaboration de ce récit, contribuant à le figer dans des formes particulièrement rigides.

Face à ce roman national massif, l'auteur doit déstructurer le récit en lui ôtant sa cohérence et délaisse un récit chronologique qui eût été plus confortable pour son lecteur. Son premier chapitre témoigne d'ailleurs de cette nécessité de décentrer la narration : il y présente une série de personnalités issues de la petite communauté algérienne installée à Tunis, où al-Madani est né, qui, toutes, ont en commun d'avoir cherché à devenir les porte-parole de la population colonisée d'Algérie. Il n'est pas question ici de mesurer leur influence sur le mouvement national – et d'entrer ainsi dans la logique que critique le livre – mais de souligner l'existence d'autres centres et d'autres temporalités dans l'écriture de l'histoire pour échapper au récit dominant de la « nation retrouvée ». Certains d'entre eux sont, ou se veulent, les porteurs d'une « authenticité nationale », les défenseurs de la souveraineté de la nation, et travaillent à imaginer l'histoire de l'Algérie.

La conception d'une histoire produite dans le présent, et qui donc répond à des impératifs du présent, court dans l'ouvrage. L'idée n'est guère nouvelle mais son application au Maghreb en général et à l'Algérie en particulier est novatrice compte tenu du retard de l'historiographie dans ce domaine. Le livre ne se limite pas à une étude sur la façon d'écrire l'histoire : l'auteur analyse également la lutte à laquelle les personnages se sont livrés pour imposer une imagination historique. On dépasse la seule histoire de la pensée politique, ou « l'invention de la nation », au profit d'une histoire englobant la lutte pour développer un réseau d'enseignement ou contrôler la validité des pratiques religieuses. L'étude de l'évolution du culte des saints est révélatrice d'une modification de la signification d'une pratique ancienne. L'exemple est particulièrement bien choisi dans la mesure où cette pratique est l'un des enjeux du conflit entre l'islam soufi et l'islam réformé jusqu'à aujourd'hui et qu'elle tient une place considérable dans l'islam

des Algériens. Le rejet du culte des saints par l'islam salafî s'accompagne de la sanctification de nouvelles personnalités qui soulignent les liens de la nouvelle religion avec le nationalisme : à l'émir Abd el-Kader, dont le cas est développé, on peut également ajouter 'Abd al-Ḥamīd Ibn Bādīs, le fondateur de l'association des *'ulamā*, une autre personnalité célébrée officiellement par l'État algérien indépendant.

En restituant la lutte des *'ulamā* pour s'imposer comme les docteurs de la religion rénovée par l'*iṣlāh*, la réforme de l'islam, contre la religion vécue dans le cadre des confréries religieuses de l'islam soufi, l'auteur revient à un temps de l'histoire où le conflit des deux tendances de l'islam n'est pas encore résolu : la position des confréries vis-à-vis des autorités françaises n'est pas encore établie et elles sont décrites comme des acteurs légitimes de cette période de bouleversements. Dès lors, parce que la perspective est changée, l'islam soufi apparaît comme un horizon possible dans l'évolution religieuse du pays. Ce n'est pas la moindre des qualités de l'ouvrage que de contribuer ainsi à libérer l'histoire de l'Algérie contemporaine du caractère téléologique qui a marqué aussi son historiographie.

En montrant comment le réformisme religieux contribue à créer du pouvoir, J. McDougall insiste sur sa modernité : de ce point de vue, il n'y a guère d'opposition entre la domination occidentale et l'islam contemporain qui résiste à cette domination au nom de l'authenticité. Du point de vue de la fabrication d'une histoire, de l'invention d'une authenticité et de la construction d'une nation, l'un et l'autre peuvent ainsi se rejoindre. Là encore, c'est une des originalités de ce travail.

MALIKA RAHAL

Gregory Mann

Native sons: West African veterans and France in the twentieth century

Durham/Londres, Duke University Press, 2006, 333 p.

À qui souhaite aller au-delà des simples images de la « Force noire » de Charles Mangin ou des recueils de paroles d'« indigènes » sans recontextualisation, cet ouvrage propose la solidité

d'une enquête menée à travers archives, correspondances et journaux, dans la lignée des travaux d'un Myron Echenberg ou d'un Jacques Frémeaux, mais aussi la reconstitution très fine et complexe de la façon dont les soldats ont vécu cette histoire et ont été perçus, grâce à un important travail d'enquêtes orales menées au Mali, dans la région de San. Gregory Mann analyse ainsi les spécificités d'un groupe social, les tirailleurs, soldats et vétérans de l'armée française originaires de l'Afrique de l'Ouest, depuis la Première Guerre mondiale. Histoire de France autant que d'Afrique, l'ouvrage examine l'impact de l'intersection entre un mode d'organisation sociale, au Mali, où la prégnance de l'esclavage ne disparaît pas avec son interdiction légale, et les relations entre la nation française et les vétérans de ses armées. Il montre que cette conjonction historique produit un langage politique du sacrifice et de l'obligation, dont il étudie les reconfigurations aussi bien pendant la période coloniale que post-coloniale, qui a permis récemment l'énonciation d'un discours liant le scandale du sort des sans-papiers à la dette de sang due aux anciens tirailleurs. Cet ouvrage parvient en effet à articuler histoire coloniale, impériale et postcoloniale, avec le souci de définir dans quelle acception il emploie ces termes.

Dans les trois premiers chapitres, G. Mann brosse un tableau social et politique du groupe des vétérans et soldats, de la Première Guerre mondiale aux indépendances. S'appuyant sur les travaux de Martin Klein et de Suzanne Miers notamment, il souligne que l'esclavage est resté, au-delà de son interdiction en 1905, un fait social important jusque dans les années 1960. L'auteur retrace les parcours de familles (Coulibaly, Traoré) qui ont eu le statut d'esclave, et il montre dans quelle mesure leur engagement dans l'armée coloniale constitue une stratégie, renouvelée sur plusieurs générations, susceptible de modifier leur position sociale, ou comment des tirailleurs revenus à la vie civile sollicitent un pouvoir politique à l'échelle de la chefferie de canton ou encore, à défaut, s'investissent dans les associations de vétérans.

Changeant de focale, G. Mann met également en scène la manière dont ces combattants sont perçus, pas nécessairement en

héros, mais aussi comme des « esclaves des blancs » par les militants politiques radicaux de l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain (US-RDA) par exemple, qui font rejouer politiquement cette mémoire de l'esclavage. Les tirailleurs étant exemptés du régime de l'indigénat à partir de janvier 1918, les vétérans deviennent en effet de possibles auxiliaires coloniaux et l'un des symboles visibles de l'administration française pour bien des colonisés. L'auteur analyse ensuite les divisions politiques de ce groupe, après la Seconde Guerre mondiale, la lutte pour une nation indépendante étant peu propice à la satisfaction de leurs revendications en termes de privilèges économiques ou symboliques. Les plus anciens sont alors les plus conservateurs, tandis que les jeunes soldats sont davantage proches de l'US-RDA. Courtisées par tous avant les indépendances, leurs allégeances sont finalement toujours mises en doute. Quoi qu'il en soit, l'indépendance nationale ne permet à aucun d'arguer du prix du sang versé dans la redéfinition de leur relation avec la France alors que, depuis la Seconde Guerre mondiale, ce ne sont plus les colonisés qui sont présentés comme redevables vis-à-vis de la métropole, mais bien l'inverse. De fait, les vétérans se trouvent en rupture par rapport aux élites nationales, notamment l'US-RDA, mais aussi abandonnés par la France. Nonobstant le principe d'égalité de traitement entre vétérans africains et français, affirmé en 1950, le montant des pensions est gelé dès 1959.

G. Mann investit une dimension plus culturelle du champ d'analyse dans un quatrième chapitre, et souligne combien la spécificité du groupe des vétérans est encore complexifiée par leur expérience à l'étranger et leur capacité à jouer un rôle dans leur société alors même qu'ils en sont éloignés. Une culture militaire spécifique règle les relations personnelles et professionnelles entre soldats ouest-africains, officiers français et associations civiles. Celle-ci est une matrice pour de nouvelles formes de communautés, ainsi qu'une ressource politique. Car si les soldats sont socialement et politiquement coupés des élites civiles, ils sont vus par l'administration coloniale comme un ferment de modernité et soutenus à ce titre économiquement et socia-

lement lors de leur retour au village – un pari également sur la pérennité des liens avec la puissance coloniale.

Le cinquième chapitre éprouve comment une telle rhétorique du lien peut survivre dans un contexte postimpérial, en France, et post-colonial, au Mali. Déplaçant le terrain de l'enquête sur celui de l'immigration contemporaine en France, l'auteur examine si les arguments développés autour de la dette de sang coloniale permettent de penser des catégories d'appartenance politique. Il interroge le rôle de l'histoire dans les débats contemporains, la manière dont les communautés politiques postcoloniales sont redéfinies et insiste sur la continuité de la pertinence de l'échelle nationale, par-delà les indépendances, pour penser les revendications des vétérans. Si l'empire faisait bien partie de la nation, il ne s'ensuit pas que sa fin détruit cette catégorie et, renversant une proposition d'Antoinette Burton, G. Mann demande qui pourrait bien faire l'économie du cadre national.

L'argument de la dette de sang est un élément majeur de compréhension de la relation entre la France et l'Afrique, qui se développe dans une société civile transnationale et post-impériale. Au Mali, dans une société qu'il qualifie d'aussi postcoloniale que « post-esclavagiste », c'est un langage politique d'obligation mutuelle qui perdure. Par l'analyse de la rhétorique des revendications, G. Mann parvient à connecter l'histoire des migrations africaines en France à une histoire politique qui met en jeu le discours de la nation sur elle-même. Mais prenant du recul par rapport à son propre objet d'investigation historique, sa conclusion est aussi politique : il estime que le lien établi entre sans-papiers et dette de sang historique des tirailleurs est un mauvais argument, faisant le jeu de l'extrême droite pour qui la nationalité doit se mériter, alors qu'il pose le droit des sans-papiers comme universel.

La diversité des sources mobilisées – même si les entretiens n'ont pas toujours été enregistrés, ce dont l'auteur s'explique dans l'introduction – la rigueur, la finesse et la complexité de la réflexion articulant histoire sociale, politique et culturelle d'un groupe suivi sur plusieurs générations, croisant les

perspectives africaine et française, coloniale, postcoloniale et postesclavagiste de cette histoire – bien que l'intersection entre la place des relations serviles dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest et les liens entre la nation française et les vétérans de ses armées puisse être encore ponctuellement explicitée – font de cet ouvrage une œuvre majeure de l'histoire des relations complexes entre colonisateurs et colonisés, aux retentissements postcoloniaux, et dont on espère une traduction très prochaine.

MARIE-ALBANE DE SUREMAIN

Bonny Ibhawoh

Imperialism and human rights:

Colonial discourses of rights

and liberties in African history

Albany, State University of New York

Press, 2007, 226 p.

Cet ouvrage inaugure une nouvelle collection consacrée à la diffusion de travaux sur les implications sociales et politiques des droits de l'homme dans de multiples contextes. L'essai est réussi. Bonny Ibhawoh propose une enquête originale et rigoureuse sur les discours et les pratiques se réclamant des droits de l'homme au Nigeria sous domination britannique. Le titre, « Impérialisme et droits de l'homme », et le sous-titre, « Les discours coloniaux sur les droits et les libertés dans l'histoire de l'Afrique », définissent les deux entrées utilisées : d'une part la confrontation entre deux logiques qui ont joué un rôle déterminant aux XIX^e et XX^e siècles, d'autre part les stratégies construites par les acteurs africains pour vivre avec et à l'intérieur de cette confrontation. B. Ibhawoh maintient la tension entre ces deux entrées tout au long du livre en montrant où, quand et sur quels objets elles sont complémentaires. Il passe ainsi au large de deux écueils : dénoncer *a posteriori* une contradiction ou une ambivalence qui se passerait de commentaire, et réduire l'histoire des dominés à un ensemble de ruses, d'adaptations, au mieux de contre-initiatives. Et il donne une illustration convaincante de sa conception pragmatique et militante du métier d'histo-

rien : simplifier le passé pour le rendre lisible et compliquer les hypothèses interprétatives pour mieux saisir ce passé.

L'ouvrage se compose de sept chapitres. Les trois premiers sont consacrés au fonctionnement et à l'évolution de l'articulation entre les notions de droits de l'homme et de libertés fondamentales et la domination coloniale. Ils présentent également les acteurs – institutions, groupes, réseaux, individus – qui font jouer cette articulation. Les trois chapitres suivants analysent les débats par type de droits : droits fonciers, droits sociaux, enfin droits civiques et politiques. Le dernier chapitre conclut sur les paradoxes des usages de la rhétorique des droits, en reliant le contexte colonial et impérial étudié à des interrogations plus contemporaines sur l'universalité imparfaite et la nécessaire universalisation des droits de l'homme. B. Ibhawoh brosse ainsi un large panorama des usages et des enjeux de la notion de droits de l'homme au Nigeria depuis le milieu du XIX^e siècle. Il croise les archives de la domination conservées au Nigeria et en Grande-Bretagne, les papiers privés de trois personnages au cœur de réseaux et espaces imbriqués : le journaliste et philanthrope anglais Edmund Morel, l'intellectuel nationaliste nigérian Herbert Macaulay et l'anthropologue africaniste américain Melville Herskovits, enfin un échantillon de 18 journaux où on trouve les principaux titres de la presse nigériane, très active dès la fin du XIX^e siècle, mais aussi le *Times* et le *New York Times*.

L'auteur démontre que la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 n'est pas le point de départ d'une diffusion qui aurait jusque-là laissé de côté les sociétés africaines, parce que la notion leur serait étrangère et que les colonisateurs se seraient bien gardés de l'introduire. Au contraire, les Européens ont été très tôt convaincus que la loi et le droit étaient des instruments de domination plus puissants que la mitrailleuse, pour paraphraser le titre du troisième chapitre de l'ouvrage. B. Ibhawoh souligne cependant que la circulation des notions de justice, de droits et de libertés, individuels et collectifs, est antérieure à ce renversement : les réseaux abolitionnistes et missionnaires l'animent tout au long du XIX^e siècle suivant leurs propres logiques, pas

toujours convergentes avec celles de la domination. Dès la fin du XIX^e siècle, une nouvelle élite nigériane, urbaine, anglophone et en partie convertie au christianisme prend une part active aux débats autour de ces notions, qu'elle s'approprie en les mettant éventuellement en résonance avec des notions et des pratiques antérieures. D'où la complexité et l'instabilité de la gestion coloniale des droits. Le chapitre quatre, consacré aux droits fonciers, montre bien comment tous les acteurs – l'administration coloniale, les philanthropes britanniques, la nouvelle élite nigériane, les chefs reconnus par l'*indirect rule* et, dans une moindre mesure, les groupes et les individus – jouent du couple structurel propriété individuelle/propriété collective, au gré de leurs intérêts, des alliances qu'ils parviennent à nouer, mais aussi d'une perception très politique des situations. Ainsi, la mise sous tutelle des terres que cherchent à imposer les autorités coloniales en 1912, et de nouveau en 1937, suscite une mobilisation reposant sur des débats, des pétitions et des rassemblements qui transforment en profondeur la société nigériane. C'est l'aspect le plus réussi de ce travail : expliquer où et comment se construisent des dynamiques politiques à l'intérieur de la domination coloniale. L'étude des débats autour de la charte de l'Atlantique à partir de 1941 est exemplaire. Une exploitation rigoureuse de la presse fait apparaître les espaces auxquels ces débats donnent sens : l'espace national – les nationalistes s'emparant de cette réaffirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; l'espace impérial – la qualité de sujets britanniques fondant la revendication des droits politiques ; l'espace international enfin transformé par la guerre et orienté par les contacts anciens et étroits entre les élites nigérianes et les réseaux afro-américains. B. Ibhawoh suggère avec raison que cette relecture politique des situations de domination coloniale est aussi stratégique que certains partis pris en apparence plus subversifs, parce qu'elle rend leur qualité d'acteurs aux dominés.

L'ouvrage soulève cependant deux objections. La première concerne les sources judiciaires qui sont sous-exploitées, ce qui limite l'enquête aux élites qui s'expriment en parallèle dans la presse. B. Ibhawoh signale que le

coût des procédures devant les tribunaux, suivant la loi anglaise, écarte une majeure partie de la population. Ces archives partielles appellent néanmoins une lecture un peu plus systématique, qui permettrait d'insérer dans un ensemble consistant le cas passionnant des Idumuashaba, descendants d'esclaves souffrant d'une stigmatisation persistante dont ils demandent réparation aux autorités coloniales en les sommant, en vain de 1905 à 1945, de faire respecter l'abolition de l'esclavage. La seconde objection porte sur le glissement du cas nigérian au cas africain, à partir d'une évocation un peu rapide des réseaux de l'Atlantique noir et des mouvements politiques à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest. On peut se demander si le choix inverse, insister sur les spécificités de l'appropriation de la notion de droits de l'homme dans une société où la traite et l'esclavage ont laissé des traces profondes, ne démontre pas de façon plus efficace encore que la réflexion sur les droits de l'homme et leur universalisation n'est pas, et n'a jamais été au XX^e siècle, l'affaire des seuls Occidentaux. Il suggère aussi que B. Ibhawoh ouvre un chantier de recherches important qui appelle d'autres enquêtes inscrivant, comme il le fait, les pratiques et les discours en situations coloniales dans des perspectives plus amples.

EMMANUELLE SIBEUD

Eric T. Jennings

Curing the colonizers: Hydrotherapy, climatology and French colonial spas
Durham, Duke University Press, 2006,
272 p.

Après une étude devenue référence sur le vichysme aux colonies, Eric Jennings a choisi le thermalisme colonial pour thème de son deuxième livre. L'agrément et l'originalité du sujet ne doivent pas minimiser la portée de cet ouvrage pour la connaissance du fait colonial. En effet, les stations thermales répondent à une préoccupation fondamentale des colonisateurs : comment soigner et reposer le corps des expatriés nationaux des « affres » tropicales, tout en restant sur le sol de la colonie. L'auteur

démontre ainsi que ces stations ont joué un rôle fondamental dans la colonisation en rendant possible l'idée d'établir un empire colonial en des terres jugées inhospitalières.

Les deux premiers chapitres du livre replacent utilement le sujet dans le contexte culturel et scientifique de l'époque. Cette mise au point, en grande partie épistémologique, permet de comprendre comment le climatisme et l'hydrothérapie ont conduit à la création de stations climatiques thermales dans les colonies. Les débats autour de l'acclimatation – l'homme peut-il ou non vivre hors de son environnement premier –, qui ont occupé les milieux scientifiques et hygiénistes au XIX^e siècle, ont renforcé l'idée, fortement liée aux théories racistes, qu'il existait un déterminisme climatique. L'hydrothérapie, dont le développement correspond au début de la colonisation contemporaine, semble alors pouvoir résoudre tous les maux, pourvu – fait crucial – que le bon traitement soit associé à la bonne composition minérale. L'établissement de stations thermales offre ainsi, de manière curative ou prophylactique, une solution idéale pour soigner les colonisateurs.

Le livre s'organise ensuite autour de quatre études de cas pris dans différentes parties de l'empire. La cinquième est consacrée à Vichy, modèle des établissements thermaux coloniaux. On peut regretter le choix d'un découpage géographique plutôt que par thèmes transversaux, néanmoins, malgré quelques redites, le procédé méthodologique est particulièrement approprié car il permet d'éviter les généralisations hasardeuses, trop fréquentes lorsqu'on évoque le culturel en situation coloniale. En se concentrant sur l'étude de quelques stations judicieusement choisies, l'analyse gagne en profondeur et en complexité. L'auteur envisage ainsi les différents sites dans une perspective diachronique en évoquant le contexte précolonial et le devenir postcolonial de ces lieux. Cette méthode lui permet de mettre en lumière des phénomènes significatifs qui nécessitent d'être présentés dans leur contexte. En Guadeloupe, de manière très symbolique, c'est Matouba, haut lieu de la résistance des esclaves, qui devient station climatique thermale. La Réunion,

grâce à son climat, a la particularité d'avoir été considérée dans son entier comme « l'anti-chambre des colonies » ; cette spécificité a fait des deux principales stations de l'île, Cilaos et Hell-Bourg, des lieux courus qui attirent des curistes venus des autres colonies. L'exemple d'Antsirabe à Madagascar est éclairant sur la façon dont les rites liés aux sources naturelles, associés à la religion et à la royauté, ont été détournés et utilisés comme des instruments de pouvoir par les missionnaires norvégiens d'abord, puis par les colonisateurs français, notamment en introduisant cette pratique chez les élites malgaches. À Korbous, en Tunisie, malgré la continuité historique évidente de la pratique thermale depuis l'époque romaine, la nouvelle station revendique par ses méthodes « scientifiques » l'exclusivité des qualités médicales de ses bains au détriment du *hammam*. Enfin, le cas de Vichy montre à quel point thermalisme et colonies sont liés. Selon l'auteur, après avoir été le modèle des stations thermales coloniales, Vichy aurait pu être en retour qualifiée de « capitale des coloniaux » en raison de l'importance mais aussi de la diversité sociale et géographique des curistes venus des colonies.

De ces exemples ressort l'incroyable investissement engagé dans ces lieux : investissement financier, technique, logistique mais également affectif et symbolique. Bien au-delà de la fonction curative initiale, ces stations deviennent des lieux de tourisme, de sociabilité, mais aussi de pouvoir, jusqu'à être envisagées comme de possibles capitales administratives dans le cas d'Antsirabe. Pourtant, du point de vue médical, l'efficacité de ces stations est souvent toute relative.

E. Jennings réalise une synthèse réussie des sources essentielles (archives nationales d'outre-mer, archives diplomatiques de Nantes et archives locales des différents pays étudiés), mais il utilise également des sources moins évidentes comme celles des missions norvégiennes ou de la maison du missionnaire de Vichy. À travers de généreuses citations, l'auteur parvient parfaitement à restituer l'ambiance de ces « coins de France » reconstitués.

Loin d'avoir un caractère anecdotique, l'étude de ces microcosmes est révélatrice des

processus qui sont à l'œuvre dans la colonisation. Certes, penser que ces stations représentent un « abrégé » de l'empire est une erreur qu'il ne faut pas commettre : ces sites sont par essence des exceptions créées artificiellement et contrastent avec le reste de la colonie. Mais ce qui fait tout l'intérêt de cette étude est que ces cas expérimentaux sont révélateurs des projections des colonisateurs. Alors que de nombreuses études sont consacrées aux discours des colonisateurs sur les colonisés, l'originalité de ce livre est de s'intéresser au discours des colonisateurs sur eux-mêmes. Après son premier livre sur l'application de la Révolution nationale dans les colonies, E. Jennings montre qu'il sait choisir des phénomènes historiques particulièrement révélateurs dans l'étude des mentalités. Gageons déjà que le prochain ouvrage de l'auteur sur Dalat, station climatique en Indochine considérée comme une « petite France », sera dans cette lignée. Ainsi le parcours tracé par E. Jennings dans les études coloniales se révèle-t-il aussi singulier qu'utile.

CAROLINE HERBELIN

Claude Malon

Le Havre colonial de 1880 à 1960

Caen/Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Caen/Publications des universités de Rouen et du Havre, 2006, 679 p.

Depuis une dizaine d'années, surfant sur le renouveau de l'esprit de clocher et de l'exotisme ultramarin, des entrepreneurs de mémoire éditent des « beaux livres » sur le passé colonial de chaque grande ville française. À l'opposé de cette production superficielle et répétitive, la monographie de Claude Malon constitue un modèle de rigueur et d'exhaustivité. Cette thèse impressionne par la précision et la nuance de ses analyses. L'auteur a choisi de travailler en intensité sur une métropole économique méconnue, dont l'histoire impériale a été oubliée par ses actuels habitants. En effet, Le Havre n'a pas été seulement un port négrier puis une ville ouvrière : la ville fut l'un des principaux centres du commerce colonial

sous la Troisième et la Quatrième Républiques. Au fait du renouvellement récent de l'historiographie, l'auteur conçoit en outre cet objet régional comme un véritable observatoire de la France coloniale.

Son approche globale s'appuie sur le dépouillement d'archives très diverses (archives municipales du Havre, départementales de Seine-Maritime, d'outre-mer, de la Compagnie des messageries maritimes, de la Banque de France, de la chambre de commerce) et sur des entretiens avec une vingtaine d'acteurs du négoce colonial qui permettent d'appréhender au plus près les réseaux et les pratiques économiques. L'ouvrage dispose en outre, en annexe, d'un riche cahier d'illustrations (supports publicitaires, marques de fabrique, étiquettes de bouteille, collection Archinard) et d'un dossier de statistiques (commerce colonial, commerce extérieur, entrées coloniales dans le port, marchandises importées).

La première partie de l'ouvrage envisage les échanges maritimes, les produits coloniaux et le redéploiement de l'économie havraise vers l'empire à partir des années 1920, sous l'effet du désordre monétaire et grâce au privilège colonial. Le port se spécialise dans le commerce d'importation du coton et des produits tropicaux onéreux comme le café, le cacao, le rhum, mais aussi les bois exotiques, le riz, les fruits et le manioc, notamment avec l'Afrique subsaharienne (Côte-d'Ivoire, Cameroun, Gabon) et Madagascar. Ce commerce de captation s'effectue aux dépens des grandes compagnies traditionnelles (CFAO, SCOA, etc.). Les échanges coloniaux représentent 28 % de la valeur des importations totales du Havre en 1937 et stimulent fortement les activités industrielles de la place. Dans la deuxième partie, C. Malon analyse les acteurs économiques en constituant un corpus de 310 entreprises coloniales aux caractéristiques très variées : ces sociétés à capitaux autochtones, participation ou direction havraises, peuvent être actives dans le négoce de place, dans le transport ou « à la colonie ».

La troisième partie s'attache à étudier la construction d'un « appareil colonial » local qui structure une sociabilité à la fois professionnelle et savante et permet la circulation de l'« idée coloniale » sur le modèle des métropoles marseillaise, bordelaise, lyonnaise et

parisienne. La Société de géographie commerciale (1884) et la Société d'aide et de protection aux colons (1898) regroupent l'élite sociale de la ville, les hommes politiques, négociants, courtiers du Havre et les actionnaires des compagnies concessionnaires. La Ligue coloniale (1908) doit promouvoir la « mission civilisatrice » au sein de la population havraise. L'École pratique coloniale (1908) a préparé plusieurs centaines de techniciens aux carrières dans les sociétés coloniales (SCOA, CFAO, Compagnie française du Haut et Bas-Congo). L'Institut colonial (1929) coordonne les activités de propagande impériale et représente les intérêts économiques de la ville. En 1932, le Lycée du Havre ouvre une classe préparatoire à l'École coloniale de Paris. Le processus de concentration des associations s'achève avec la création en 1936 du Comité de propagande coloniale de la région du Havre. L'année suivante est fondé l'Institut havrais de sociologie économique et de psychologie des peuples qui, sous le patronage d'André Siegfried, réactive la sociabilité érudite en déclin depuis les années 1920. Une culture coloniale locale se développe tardivement à partir du culte des grands coloniaux issus de la Normandie (Louis Archinard et Pierre Belain d'Esnavuc) et il est même envisagé d'organiser une exposition coloniale internationale havraise en 1937 et 1949.

C. Malon ne se laisse toutefois pas abuser par l'emphase du discours colonial et la multiplication des institutions dédiées aux affaires ultramarines. En dépit de ses ambitions impériales, la ville fournit peu de fonctionnaires coloniaux et de colons. Les investissements dans l'empire demeurent très limités et Le Havre a finalement peu contribué au développement économique des colonies : l'auteur compte seulement 38 entreprises « à la colonie ». Ainsi Le Havre ne fut pas un port colonisateur comme Bordeaux et Marseille mais un port colonial. Cette thèse apporte une précieuse contribution à l'histoire économique de l'empire ; elle éclaire en outre d'un jour nouveau la géographie de la France coloniale qui, plus qu'un « parti » centralisé et parisien, fut une nébuleuse de réseaux régionaux très divers.

Marc Askew, William S. Logan et Colin Long

Vientiane: Transformations of a Lao landscape

New York, Routledge, 2007, 265 p.

Cette monographie sur Vientiane marque une étape importante dans l'historiographie du Laos. D'abord parce que les ouvrages sur la capitale laotienne sont rares, ensuite parce les auteurs réussissent à broser à travers elle une histoire générale du Laos. Mais surtout, c'est la démarche pluridisciplinaire des auteurs qui fait l'une des principales qualités du livre. Cette approche est le reflet du profil des trois contributeurs : Mark Askew est anthropologue et historien, William Logan est professeur de géographie, Colin Long est historien, spécialiste des mutations urbaines. Plus qu'une simple traversée événementielle de l'histoire de la ville, les auteurs proposent de considérer « la matérialité urbaine comme un reflet du politique, de l'économique et du social » (p. 4). Ainsi, l'un des principaux fils directeurs du livre, qui consiste à lire le lieu comme un palimpseste architectural, se révèle particulièrement pertinent.

Après une exposition collective de cette méthodologie originale dans le premier chapitre, les deux chapitres suivants replacent Vientiane dans le contexte culturel laotien. En s'appuyant sur des explications archéologiques, anthropologiques et linguistiques, M. Askew rappelle que la notion de centre urbain est essentielle dans l'espace lao ; d'une part, du point de vue symbolique, ces lieux, associés à de nombreuses légendes, sont des lieux de fondation d'édifices religieux et de pèlerinage, d'autre part, en termes d'organisation sociale, la ville est considérée comme un lieu de pouvoir d'où dirige l'élite. À partir de 1563, Vientiane devient par décision royale la capitale du Lan Xang (royaume du millier d'éléphants). La cité connaît de belles heures de gloire, avant d'être ébranlée par les attaques répétées venues du Siam, puis finalement presque entièrement détruite en 1828. Particulièrement intéressante est l'analyse de la renaissance de la ville dans le contexte colonial. Vientiane, devenue siège de l'administration française, offre un exemple saisissant des

ambiguïtés et des contradictions du pouvoir colonial. Si, dès le début de leur présence au Laos, les Français sont très préoccupés par l'idée de sauver une culture laotienne selon eux en péril, les entreprises de mise en valeur du patrimoine bâti de Vientiane restent en deçà des projets annoncés. La valorisation du Laos, considéré comme une sorte de paradis rural, n'était somme toute que littéraire et, dans les faits, cet espace toujours considéré comme transitoire est largement délaissé par rapport au reste de l'Indochine. D'une manière bien différente, l'aide américaine des années 1954 à 1960 a profondément laissé son empreinte dans la ville. Vientiane, destinée à devenir une plateforme de diffusion du capitalisme dans le reste du pays, est le lieu de nombreux investissements, mais ceux-ci se font de manière anarchique – sans parler des problèmes de corruption. Certes, la ville connaît un boom de la construction immobilière, mais ce développement se fait de façon déséquilibrée. *A contrario*, l'impact du style constructiviste soviétique sur la ville après la prise du pouvoir du Phatet Lao (Front patriotique lao) est relativement faible. Cela s'explique en partie par le fait que les communistes laos ont toujours considéré Vientiane, symbole du capitalisme, avec suspicion, mais surtout parce que les professionnels et les moyens manquaient pour mettre en œuvre une architecture monumentale soviétique. Dans le dernier chapitre, les auteurs présentent collectivement les changements opérés dans la ville depuis la fin de la guerre froide ainsi que les perspectives actuelles. Visible dans le reste de l'ouvrage, l'expérience du terrain des auteurs prend ici toute son importance. Elle leur permet d'approcher la situation contemporaine avec beaucoup de subtilité. Ainsi, particulièrement appréciable est la façon dont ils abordent la question du patrimoine. Conscients de l'urgence et de l'importance du sujet – rien de moins que la préservation de la mémoire d'un pays –, ils soulignent néanmoins qu'il existe des pratiques locales du patrimoine accordant plus d'importance à la fonction qu'à la matérialité, qui doivent être prises en compte. Analyser la complexité des enjeux patrimoniaux, mais aussi économiques et sociaux d'une ville qui fait face à des mutations aussi profondes

que rapides, les auteurs évitent un jugement trop hâtif et moralisateur.

L'étude de la ville développée sur une longue période de temps est particulièrement intéressante : si la construction de la ville est une succession de ruptures et de transformations, ce cycle a commencé bien avant la conquête coloniale. Ceci permet de dépasser la dichotomie colonial/postcolonial trop souvent utilisée et réductrice pour caractériser les villes du passé colonial. Cette perspective fait écho aux dernières pistes de recherche des études urbaines qui s'interrogent sur la capacité de « résilience » des villes asiatiques. Ainsi, les auteurs démontrent qu'il existe une certaine continuité sur le site, notamment une persistance des principaux axes qui sont ceux de l'ancienne capitale du Lan Xang. De même, on appréciera la capacité des auteurs à replacer la ville dans le contexte régional du moyen Mékong, sans perdre de vue le contexte international. Cette approche souligne le déséquilibre de la situation laotienne tout au long du xx^e siècle : Vientiane est à la fois l'objet d'un surinvestissement à l'échelle du pays, tout en étant sous-représentée si on compare sa situation aux pays voisins. Cette situation persiste encore de nos jours bien que plusieurs projets, notamment de développement autour de l'axe du Mékong, tendent aujourd'hui à corriger cette tendance.

Le livre, par son aspect didactique et synthétique, constitue une très bonne introduction à l'histoire du Laos, mais par la démarche originale des auteurs et par le remarquable travail bibliographique, notamment en ce qui concerne les sources récentes, il est également un ouvrage de référence pour le public universitaire.

CAROLINE HERBELIN

William Guéraiche

Manuel Quezon. Les Philippines de la décolonisation à la démocratisation
Paris, Maisonneuve & Larose, 2004,
314 p.

Cet ouvrage est l'un des trop rares travaux français consacrés à l'histoire des Philippines. Plus rares encore sont les études sur sa période

postibérique ; celles portant sur la domination américaine (1901-1946) étant essentiellement le fait d'universitaires américains, philippins ou japonais. L'ouvrage de William Guéraiche comble un certain nombre de lacunes dans l'histoire contemporaine d'un des principaux archipels de ce que Paul Mus appelait « l'Angle de l'Asie ». L'étude est d'autant plus importante que nous savons peu de chose sur les méthodes de « colonisation » américaine, pas plus que sur Manuel Quezon, l'une des grandes figures des indépendances dans le Sud-Est asiatique. Enfin, la biographie de ce personnage haut en couleur, dont la complexité du jeu politique reflète l'évolution historique tout autant que la situation culturelle des Philippines qu'il incarna durant près de trois décennies, se veut une synthèse des conclusions – souvent divergentes – des autres biographes de Quezon.

L'auteur a mis à profit un séjour professionnel de trois ans à Manille afin de se livrer à un important travail d'investigation des archives « Quezon » conservées à la Bibliothèque nationale des Philippines. L'intérêt de cette biographie se trouve non seulement dans une contextualisation de l'homme au regard de l'histoire complexe qu'entretiennent les Philippines avec le pouvoir américain mais aussi dans la nécessaire prise en compte de la culture austronésienne dans laquelle Quezon évolue. À la croisée de mondes multiples, Quezon est bien le fruit d'une culture métisse – espagnole, américaine, chinoise et malaise – dont seule la maîtrise parfaite lui permet de jouer avec tant de finesse sur l'échiquier politique. L'ouvrage aborde le personnage selon trois focales qui correspondent, en réalité, aux trois temps de sa carrière.

Le premier est celui de l'ascension politique fulgurante de cet avocat de Luzon, né en 1878 dans le système colonial espagnol, dont il est le pur produit. Après avoir rejoint Emilio Aguinaldo pour lutter contre les Espagnols puis les Américains, Quezon semble tourner le dos à l'idéal de sa jeunesse. Cependant, la reprise de ses études de droit lui permet de continuer le combat mais, cette fois, de l'intérieur du système colonial. Dès lors, il concentre l'essentiel de ses forces à sa réussite personnelle. Contrairement aux Espagnols, les Américains ne souhaitent pas une « colonisa-

tion classique » et, malgré la violence de l'insurrection de 1899, Washington se déclare dès 1902 pour une progressive marche vers l'autonomie politique (*self-government*). Devenu avocat, repéré par l'administration américaine, Quezon connaît une ascension fulgurante. Sa parfaite compréhension du système politique américain lui ouvre toutes les portes : en 1903, il est nommé procureur général, deux ans plus tard, il est déjà gouverneur de province. Alors que Washington se met en quête d'élites locales pour créer en 1907 l'Assemblée philippine, Quezon – à l'instar de son aîné Sergio Osmeña – est l'un des 58 députés à être élu sous la bannière du Partido Nacionalista qu'il préside. N'arrivant pas à lutter contre l'influent Osmeña, élu président de la nouvelle Assemblée, Quezon choisit l'exil politique. Il profite de la création du poste de commissaire-résident à Washington, et devient le principal lobbyiste de l'indépendance de l'archipel. Qualifié par son biographe de « prestidigitateur politique », l'homme s'emploie à se faire des alliés dans la classe politique américaine comme parmi les grands commis de l'État chargés du dossier philippin, tout en revendiquant sans cesse l'indépendance nationale. Modèle de rouerie politique ou d'intelligence du compromis, le commissaire-résident qui siège au Congrès profite de son séjour à la fois pour soigner une santé fragile et pour construire son image politique. Freinant les Américains lorsque ceux-ci s'emballent – afin d'être sûr de conserver la main politique – tout en s'affichant comme le plus indépendantiste des Philippines, Quezon revient dans l'arène politique nationale après avoir obtenu la création du Sénat dont il assure la présidence de 1916 à 1922. Fort de ce nouveau mandat, il est alors en mesure de combattre Osmeña. Malgré un passage à vide dû à une santé défaillante, Quezon parvient à prendre le dessus et l'emporte sur ses rivaux. Il est élu président du Commonwealth philippin, nouveau régime instauré par la Constitution du 8 février 1935 qui prévoit cette étape transitionnelle vers l'indépendance effective de l'archipel.

La deuxième partie de l'ouvrage traite précisément de cette période lorsque le président se retrouve aux commandes de l'appareil d'un État quasi indépendant. Fin stratège, il met

tout en place afin de conserver le pouvoir, alors même que Washington précise que l'indépendance effective ne serait octroyée qu'une fois toutes les garanties démocratiques réunies. Opportuniste ou funambule, Quezon est le patron d'un système politique où s'entremêle démocratie occidentale et gestion politique locale, où les maîtres mots sont consensus et clientélisme. Malgré une image sulfureuse, qui n'est pas sans faire penser à celle de Ferdinand Marcos, Quezon arrive à rester accroché au pouvoir et il se fait même réélire en 1941. Cependant, l'occupation japonaise le contraint à l'exil.

Pendant cette troisième période, qui se poursuit jusqu'à sa mort à New York en 1944, Quezon continue d'incarner la nation philippine en lutte contre l'occupant. En se plaçant diamétralement à l'opposé du « collaborationniste pro-japonais » José Laurel (1891-1959), pourtant l'un de ses plus anciens et plus proches collaborateurs, Quezon réussit l'ultime pari, celui de ne pas voir ternir son image par celle d'apprenti dictateur tout en continuant à incarner celle de « Père de la Nation » bien qu'il ne proclamât jamais l'indépendance mais qu'il en incarnât le consensus.

À travers la complexité d'un homme, la finesse de son biographe fait apparaître toutes les subtilités du système particulier que fut le protectorat américain. On notera l'avance prise par Washington dans le processus d'auto-détermination de l'archipel et la rapidité avec laquelle est mise en place la philippinisation des cadres. Les avancées démocratiques – loin d'être satisfaisantes – n'en sont pas moins spectaculaires au point d'inquiéter les administrations des colonies voisines d'Asie du Sud-Est. On comprend ainsi davantage encore (et pas seulement du fait de la seule politique internationale wilsonienne) que les États-Unis purent servir – en Asie – de contre-modèle colonial, au point de symboliser de 1909 à 1940 un modèle réussi d'association politique. Manuel Quezon en étant finalement l'incarnation. Cet homme à la frontière de plusieurs mondes a su gérer au mieux l'espace qui lui était accordé dans le cadre de la domination pour inventer un système spécifique en adéquation avec sa personnalité. Icône nationale, il incarne aussi paradoxalement une certaine

forme de résistance de la tradition face à la modernisation occidentale, devenant une des figures de ce que l'on appelle aujourd'hui « l'asiatisme ».

JEAN-FRANÇOIS KLEIN

Jim House et Neil MacMaster

Paris 1961: Algerians, state terror and memory

Oxford, Oxford University Press, 2006, 375 p.

Jim House et Neil MacMaster ont associé leurs compétences pour se livrer à une large investigation sur l'événement du 17 octobre 1961. Spécialiste de l'histoire des migrants algériens en France et plus particulièrement de leur encadrement policier, N. MacMaster a pris en charge la première partie du livre consacrée à l'événement lui-même sous le titre « Violence coloniale et terreur d'État ». J. House, quant à lui, auteur d'une thèse sur l'antiracisme et le discours antiraciste français de 1900 à nos jours, a rédigé la seconde partie relative à la mémoire de l'événement. Le volume contient ainsi deux livres en un, qui reposent sur des corpus distincts et traitent de problématiques spécifiques – les unes événementielles, les autres mémorielles – pouvant intéresser des lecteurs de divers points de vue.

L'unité de l'ouvrage, cependant, est réelle : il s'agit de la mise au point la plus complète possible sur l'événement, son écho, les usages politiques auxquels il s'est prêté, et ce d'autant plus que les auteurs n'ont négligé aucun des travaux existant sur le sujet. L'ouvrage se présente ainsi comme une synthèse de l'historiographie, revue et enrichie par l'apport de sources primaires, dont les archives de la préfecture de police de Paris, celles du principal syndicat de police de l'époque, le Syndicat général de la police (SGP), et des entretiens.

Au total, les auteurs réussissent à débloquent une historiographie figée en deux camps autour des livres de Jean-Luc Einaudi et de Jean-Paul Brunet¹. Ces derniers avaient construit deux interprétations divergeant sur la désignation des responsables de la violence

(police ou Front de libération nationale ?), sur le nombre des victimes (300 pour l'un, quelques dizaines pour l'autre) et sur le rôle des Algériens, considérés soit comme des hommes engagés, conscients de leurs actes, soit comme de pauvres hères manipulés et contraints. Pour en sortir, il fallait élargir la focale chronologiquement en considérant l'ensemble de l'automne, resituer les violences de la répression dans la logique englobante du dispositif policier construit contre le FLN, et remettre en scène ceux qui, n'ayant pas produit d'archives, au contraire du FLN et de la préfecture de police, étaient absents de cette histoire : les Algériens. Ce sont ces partis pris fructueux que J. House et N. MacMaster ont mis en œuvre pour forger une interprétation nouvelle.

Le titre de la première partie en donne la substance ; il s'agit de postuler, d'une part, que les violences d'octobre 1961 sont des violences coloniales, au sens de violences importées des territoires coloniaux, et, d'autre part, qu'elles résultent d'une « terreur d'État » que N. MacMaster entend ainsi : « un instrument utilisé par un gouvernement pour contrôler le système politique et la société civile dans les limites de l'État-nation » (p. 29). L'origine coloniale des violences est attestée par la carrière de Maurice Papon, avec une insistance particulière sur son appartenance à la clientèle du radical René Mayer et, par cet intermédiaire, sa fidélité aux milieux les plus conservateurs de l'Algérie française. Ses affectations successives en Algérie, au Maroc, puis de nouveau en Algérie de 1956 à 1958 en ont fait un spécialiste de la répression de mouvements terroristes et insurrectionnels, qui doivent leur existence et leur survie au soutien de la population. C'est donc cette dernière qu'il faut contrôler pour arriver à étouffer de tels mouvements. Ces principes ont présidé à l'élaboration du dispositif policier parisien, à partir de l'arrivée de Papon à la préfecture de police en 1958, dispositif qu'avait déjà détaillé Linda Amiri² et qui se traduit, dans les faits, par un quadrillage serré des secteurs concentrant des Algériens et par leur harcèlement quotidien. L'apport du livre est alors de montrer que les violences de la répression le soir du 17 octobre n'ont rien d'un accident conjoncturel mais qu'elles résultent de la logique même de ce

dispositif qui prend les Algériens pour cible ; un dispositif, qui plus est, renforcé à partir de l'été 1961, lorsque les attentats du FLN ont pris une tournure aveugle contre des policiers. Ainsi se trouve étayée la thèse de la terreur d'État. Dans cette perspective, en effet, la violence de la répression découle d'une « prédisposition » des policiers, liée aux modalités de leur activité dans le cadre du dispositif élaboré sous l'égide de Papon : « une longue accoutumance aux brutalités racistes » (p. 169). C'est ici que le choix de considérer l'ensemble de l'automne prend toute sa pertinence.

Il en est de même pour le bilan. Car si, comme les auteurs l'annoncent d'emblée, ils n'ont pas réussi à évaluer précisément le nombre de morts au soir du 17 octobre, ils passent en revue toutes les données pour en conclure que, finalement, le total dépend de la période considérée. Les policiers n'ont pas tué le seul soir de la manifestation, au contraire. Cette répression apparaît comme un pic dans une période de violence redoublée. À la recherche des « tueurs » et de la composition des troupes mobilisées pour la répression de la manifestation, le livre creuse la piste de la responsabilité d'escadrons policiers agissant clandestinement, dont l'existence avait été évoquée par J.-P. Brunet et L. Amiri, puis finit par mettre en cause divers services spéciaux alors en activité. Il semble qu'il y aurait ici une piste de recherche pour continuer à faire progresser les connaissances sur les événements de cet automne 1961, tant l'historiographie sur la police parisienne reste déficitaire.

La seconde partie du livre débute par les réactions à l'époque même des faits pour montrer que les autorités n'ont pas eu à affronter de « scandale civique » – selon l'expression d'Alain Dewerpe³ – d'une ampleur aussi vaste et profonde que celui déclenché par Charonne. Les réactions, même si elles ont été nombreuses, ont surtout été fragmentées, isolées, locales, circonscrites à certains milieux. Rien d'étonnant dans un contexte où ce sont surtout la dénonciation de la torture et celle d'une menace fasciste pesant sur le régime qui motivaient l'opposition à la guerre. Les divisions de la gauche, en outre, se répercutaient sur ses capacités de réaction et favorisaient des interprétations divergentes de l'événement. J. House insiste enfin sur le fait que ni la

Fédération de France du FLN ni le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) n'ont cherché à mobiliser l'opinion française. Plus généralement, cette seconde partie conduit parallèlement des analyses côté français et algérien, pour témoigner que le silence a également été la règle de l'autre côté de la Méditerranée, pour des raisons liées à la position de la Fédération de France vis-à-vis du GPRA à l'époque des faits puis à celle de ses dirigeants vis-à-vis du pouvoir par la suite. En outre, le succès que le Mouvement national algérien (MNA) a connu au sein de l'émigration la rendait suspecte aux yeux du pouvoir algérien.

La période de silence va de la fin de la guerre au début des années 1980. En France, le souvenir de Charonne vient recouvrir les échos du 17 octobre, dont les morts restent sans visage. Pas d'obsèques, pas de deuil, pas de « théâtre funèbre » (A. Dewerpe) pour les inscrire dans la mémoire de la gauche. Mais que l'événement soit tu ne signifie pas qu'il soit oublié et J. House qualifie cette période comme étant celle de la « mémoire souterraine », celle pendant laquelle ceux qui connaissent l'événement et s'en souviennent le taisent. Les immigrés algériens, premiers témoins, ne sont pas tous restés en France ou bien ils ont tourné la page pour aller de l'avant, tandis que la résorption des bidonvilles a détruit les communautés. Les Français engagés dans le soutien au FLN sont gênés par l'évolution et les choix du pouvoir algérien après l'indépendance. Finalement, la transmission s'est réalisée au sein des milieux militants, au moment de mai 68, entre une nouvelle génération qui ignorait le 17 octobre 1961 et ceux qui l'avaient vécu. Cette « mémoire empruntée » par des militants qui n'ont pas connu directement l'événement a ensuite été transmise à des militants issus de l'immigration, qui l'auraient conservé jusqu'à la faire resurgir au début des années 1980. Ainsi, ce souvenir du 17 octobre 1961 par des enfants d'immigrés engagés dans la lutte contre le racisme ne tient pas à une transmission familiale mais à une transmission politique, au sein de mouvements d'extrême gauche.

À partir des années 1980, le 17 octobre est entré dans une phase de résurgence active en trois temps. D'abord, il est devenu un événe-

ment à caractère pédagogique pour le mouvement antiraciste français qui, du coup, gommait son inscription dans un contexte de guerre pour mettre en avant le racisme dont il témoigne et les violences auxquelles ce dernier peut conduire. Puis, à partir de 1991, avec les initiatives du collectif « Au nom de la mémoire » et la sortie du livre de J.-L. Einaudi, les revendications de reconnaissance ont porté leurs fruits pour donner lieu à une politique de réparation symbolique. Côté algérien, les vannes s'ouvraient après octobre 1988, lorsque les émeutes contraignirent le pouvoir à admettre l'expression de voix divergentes, permettant alors à la Fédération de France du FLN de se doter d'une association d'anciens combattants. Enfin, en 1997, le procès Papon a, par ricochet, entraîné la qualification de la répression comme étant un « massacre », un mot que J. House et N. MacMaster ont écarté tant il va à l'encontre de leur interprétation : « Le mot 'massacre' évoque en effet un événement isolé, explosif, survenu en un lieu et un moment unique, alors que nous avons affaire en réalité, comme ce livre le montre, à un cycle de violences et d'assassinats qui s'est étendu sur plusieurs semaines, sinon plusieurs mois » (p. 13). Aujourd'hui, pourtant, c'est cette version de l'événement comme un « massacre » que les moins de vingt ans connaissent.

Sylvie THÉNAULT

1 - Jean-Luc EINAUDI, *La bataille de Paris, 17 octobre 1961*, Paris, Le Seuil, 1991 ; Jean-Paul BRUNET, *Police contre FLN, le drame d'octobre 1961*, Paris, Flammarion, 1999.

2 - Linda AMIRI, *La bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Paris, R. Laffont, 2004.

3 - Alain DEWERPE, *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, 2006.

Todd Shepard

The invention of decolonization: The Algerian War and the remaking of France

Ithaca, Cornell University Press, 2006, 288 p.

Le livre de Todd Shepard a pour objet la fin de la guerre d'Algérie, une période historique

relativement courte mais marquée par une série de possibles non advenus, de scénarios explorés puis abandonnés par les autorités françaises, qui ont disparu *a posteriori* des livres d'histoire mais sont pourtant riches de sens. En se penchant ainsi sur l'ultime séquence de la guerre d'Algérie, T. Shepard entend analyser pas à pas cette « invention de la décolonisation », cet immense travail de mobilisation et de construction qui aurait permis « aux Français d'oublier que l'Algérie a fait partie à part entière de la France à compter de 1830 et d'échapper à la plupart des implications importantes de ce passé partagé » (p. 2). Afin de vérifier cette hypothèse de travail ambitieuse, sont mobilisées à la fois une série d'archives militaires et diplomatiques et une série d'extraits de journaux ou d'essais censés donner le pouls des débats publics sur la période concernée.

La réflexion s'articule en trois temps qui correspondent, au final, aux trois parties du livre. La première partie propose un survol rapide de l'histoire de la colonisation française en Algérie de 1830 jusqu'en 1962, en insistant très largement sur les politiques d'inclusion successives menées par les autorités françaises. La deuxième partie, sans doute la plus étayée empiriquement, s'intéresse principalement aux neuf mois qui suivent le cessez-le-feu du 19 mars 1962. Elle s'attarde notamment sur les préparatifs des accords d'Évian du côté de la délégation parisienne et revient sur les débats menés à l'Assemblée nationale autour de la définition juridique d'un statut de rapatrié. La troisième et dernière partie porte sur l'après accord d'Évian, le référendum et les rapatriements de pieds-noirs.

Dans sa première partie, T. Shepard avance son argument majeur en menant une analyse diachronique de l'utilisation du terme de décolonisation : si le terme apparaît dès 1836 et est déjà manipulé dans les années 1920 par certains militants communistes, son sens se transforme dans les années 1960. L'auteur voit dans cette érection de « la décolonisation » en catégorie historique quasi hégélienne la preuve que seule une véritable « contre-révolution » a pu permettre le maintien simultané des principes républicains et l'acceptation d'une indépendance algérienne, sans que ne soit jamais

reconnu l'échec d'un projet frontal d'assimilation. Le terme de décolonisation permettrait désormais d'associer l'indépendance algérienne à un récit sur « le progrès » valorisant le succès « logique » de l'autodétermination des peuples (et donc indirectement le succès des valeurs républicaines).

Cette première partie propose un regard neuf sur des faits connus et compile une littérature abondante sur le contexte algérien. On peut néanmoins regretter qu'en s'appuyant sur des sources essentiellement journalistiques ou sur des sondages, elle privilégie une chronique des débats publics parfois éloignés de la colonisation elle-même.

Toute l'originalité du travail de T. Shepard se situe dans la deuxième partie du livre et dans ce regard porté sur cette séquence, peu étudiée jusqu'ici, qui précède la signature des accords d'Évian. À travers l'analyse des archives du Quai d'Orsay, l'auteur démontre comment la préparation de ces accords a été ponctuée de débats internes souvent confus qui ont obligé les autorités françaises à redéfinir les contours juridiques du statut des Européens d'Algérie et des colonisés. L'analyse des projets visant à accorder le statut de minorités aux anciens Européens d'Algérie au sein d'une Algérie indépendante, et des questionnements incessants sur les critères qui devraient être retenus (« race », « religion », « langue ») pour déterminer les contours d'un peuple algérien (« *making algerians* »), révèle alors parfaitement les contradictions internes au projet impérial français. L'obsession de ménager une place aux « Européens » dans la nouvelle Algérie empêche notamment les négociateurs du Quai d'Orsay d'anticiper un éventuel exode massif des Européens d'Algérie au moins jusqu'en mars 1962 ; tandis que les débats à l'Assemblée relatifs à l'adoption d'un statut pour les « rapatriés » se cristallisent autour de la manipulation d'un terme qui ouvrirait la voie, dès 1961, à l'idée que l'Algérie ne serait pas partie intégrante de la patrie.

On regrettera cependant qu'aucune archive ne soit mobilisée permettant d'appréhender même *a minima* les logiques de la position algérienne. Cette « invention de la décolonisation » reste dès lors, de bout en bout, une invention des autorités parisiennes.

L'exploitation des archives du Centre des archives d'outre-mer (CAOM) montre pourtant tout ce que l'abandon des projets de statuts de minorités doit aussi à l'énergie déployée par les responsables du Front de libération nationale (FLN) pour opposer aux projets français une autre définition de la nation algérienne. L'auteur insiste, par exemple, sur l'importance de la référence à Ernest Renan pour la délégation française, mais l'analyse des procès-verbaux d'Évian indique que les représentants algériens sont également capables de mobiliser cette même référence.

C'est là peut-être un des points les plus déroutants du livre. Afin de conforter l'hypothèse du déni républicain, les négociateurs parisiens se voient attribuer seuls la responsabilité d'un tournant. Pour T. Shepard, les accords d'Évian n'ont pu aboutir qu'à partir du moment où les « Français ont reconnu que les Algériens étaient tellement différents en tant que groupe des autres citoyens français qu'ils ne pouvaient être intégrés au sein de la République française » (p. 6). Dans cette perspective, « les Français » auraient accordé une indépendance en dissimulant le passé impérial au lieu de « réinventer ou de répudier l'universel en se définissant eux-mêmes » (p. 272). On a, dès lors, l'impression que le livre sur-mobilise une opposition *a priori* entre un modèle français qui serait « *color-blind* » et un modèle américain où la question de la race serait discutée. On perd parfois de vue pendant de longues pages le contexte algérien pour des détours qui se justifient uniquement par le contexte politique actuel et la projection sur la période algérienne de réflexions autour des discriminations ; sans que ne soit pointé le caractère anachronique de certains termes, le plan de Constantine devient ainsi « une politique étendue, agressive d'*affirmative action* au bénéfice des musulmans algériens » (p. 7) tandis que les prises de position sur le voile, peu médiatisées à l'époque, deviennent les prémisses des débats actuels...

De façon plus gênante encore, pour valider l'hypothèse d'une amnésie collective, T. Shepard doit soutenir l'idée que l'intégration de l'Algérie à la France était très poussée politiquement et administrativement. Il hypertrophie la portée des discours d'inclusion

des autorités françaises aux différents moments de la conquête en défendant l'idée qu'en Algérie « jamais les critères raciaux, ethniques ou religieux n'entrèrent dans les définitions officielles du statut civil local comme ils le firent dans les autres colonies » (p. 33). Prendre en compte des sources complémentaires rendrait possible la réinscription de ces débats autour de la citoyenneté dans le complexe enchevêtrement d'enjeux qui sont effectivement négociés en même temps lors des accords d'Évian : la question du pétrole, du Sahara, des bases militaires. De même, mobiliser ces sources divergentes permettrait d'éviter l'écueil d'acteurs collectifs un peu trop stéréotypés : « les Français », « les officiels ». Là encore, l'attention accordée aux discordances montre comment se réfractent au sein de l'État des intérêts sociaux parfois contradictoires qui ont notamment rendu possible un changement de régime politique¹.

Le livre de T. Shepard ouvre donc des pistes de recherche intéressantes mais, en sélectionnant dans les faits ceux qui abondent dans son sens, celui-ci laisse au passage sous silence un certain nombre de points pourtant essentiels (en occultant totalement, par exemple, le flux important de migrants constitué par les migrants nouvellement « algériens » dès novembre 1962) pour se concentrer sur tout ce qui permettrait de prouver l'existence d'une définition ethno-raciale implicite de la citoyenneté dans une République française « postalgérienne ».

SYLVAIN LAURENS

1 - Brigitte GAÏTI, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République, 1946-1962*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

Frédéric Angleviel (dir.)

Histoire de la Nouvelle-Calédonie.

Approches croisées

Paris, Les Indes savantes, 2007, 307 p.

Premier tome des actes du congrès des historiens spécialistes de l'Océanie, cet ouvrage présente une vingtaine de communications sur l'histoire de la Nouvelle-Calédonie. Sont

passés au crible l'ethnohistoire de la population autochtone, la genèse du mouvement indépendantiste, des micro-histoires de bourgades telles que Touho, et les thèmes relatifs au passé précolonial de l'archipel ou au regard des savants et des photographes sur les Mélanésiens. Différentes études sont également consacrées aux changements survenus avec la colonisation – de la construction d'un système sanitaire jusqu'aux nouvelles architectures, de la transformation des formes de pêche à l'établissement de sociétés minières. Plusieurs chapitres traitent des populations non autochtones qui ont marqué le territoire de leur présence : les soldats néo-zélandais en garnison sur *le Caillou* au cours de la guerre du Pacifique, et les travailleurs japonais recrutés pour l'exploitation des mines lors du boom du nickel pendant l'entre-deux-guerres, puis internés et déportés après Pearl Harbour. Parmi ces travaux divers, signalons en particulier la très intéressante étude d'Anne-Laure Jaumouillié sur les « intermédiaires » entre les mondes caldoche et kanak – pasteurs, facteurs, traducteurs et autres passeurs – entre des groupes qui trop souvent se côtoyaient sans réellement se fréquenter.

On ne peut que se réjouir des nombreuses participations de jeunes docteurs et doctorants calédoniens au congrès d'où sont issus ces actes, et de la volonté des chercheurs locaux de trouver de nouvelles approches de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, une histoire longtemps minée par des positions partisans liées à l'héritage colonial et aux « événements » des années 1980. Dans un passé très proche, tandis que, regroupés dans une Société d'études historiques, dans l'attente de la fondation d'une université en Nouvelle-Calédonie, les historiens calédoniens prônaient des recherches sur les pionniers (souvent « héroïques ») de la colonisation, d'autres chercheurs, historiens et anthropologues souvent métropolitains, se penchaient sur l'histoire des Mélanésiens avec un jugement plus critique à l'égard du fait colonial. Chaque constat était alors contesté : fallait-il écrire Canaque ou Kanak ? pouvait-on parler de la « préhistoire » de la société mélanésienne composée par les « premiers occupants » des îles ? le territoire demeurait-il une colonie au

sens classique du terme ? Comme le soulignent Frédéric Angleviel et Christiane Terrier dans leurs chapitres historiographiques, de rares auteurs tentaient d'appliquer une méthodologie innovante, et de prendre un certain recul politique face à ces questions.

Ce recueil est-il la preuve de l'émergence d'une véritable nouvelle histoire calédonienne ? Bien que les travaux réunis ici dépassent les clivages habituels des études sur la Nouvelle-Calédonie, cela n'est pas encore certain. En défrichant des terrains jusqu'alors peu travaillés – histoire de l'environnement, interactions entre les communautés mélanésiennes, européennes et asiatiques, bouleversements produits par les guerres mondiales sur une colonie quelque peu perdue dans la « plus grande France » chère aux promoteurs de l'empire ultramarin –, certains chapitres offrent pourtant des jalons pour un renouveau de l'histoire vue de l'intérieur du territoire. Il reste aux spécialistes locaux à replacer l'histoire de la Nouvelle-Calédonie dans un contexte plus large et à dégager les apports que ces recherches livrent à l'historiographie coloniale en général. L'étude des expériences coloniales des espaces insulaires pourrait en effet suggérer des perspectives originales à une historiographie coloniale traditionnellement dominée, pour des raisons tout à fait compréhensibles, par des recherches sur les grands ensembles continentaux. Le fait que ces territoires de l'océan Indien, du Pacifique sud et des Antilles continuent d'exister au sein d'une république qui se veut postcoloniale ne diminue en rien leur intérêt.

ROBERT ALDRICH

Laurent Jalabert

La colonisation sans nom.

La Martinique de 1960 à nos jours

Paris, Les Indes savantes, 2007, 295 p.

Ce que l'on appelle aujourd'hui l'« outre-mer » français occupe une place relativement marginale – exception faite de recherches dynamiques consacrées à la Nouvelle-Calédonie – au sein des études récentes sur l'histoire coloniale française. À cet égard, on peut affir-

mer que l'histoire de ces anciennes colonies figure un point aveugle de ces travaux. En ce sens on doit saluer la parution de l'ouvrage de Laurent Jalabert consacré à l'histoire post-coloniale de la Martinique, l'une de ces « vieilles colonies » devenues avec la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion un département français par la loi du 19 mars 1946. L'ambition de l'auteur est d'évaluer les effets de la départementalisation en étudiant « la politique menée par Paris pour l'outre-mer [...] à partir de l'exemple de la Martinique ». Au-delà, il entend questionner la portée de l'assimilation des Antilles françaises, et en l'occurrence de la Martinique, à la France. En effet, « Si les données statistiques révèlent brutalement que l'on vit mieux au début du XXI^e siècle dans les Antilles françaises que dans le reste de la Caraïbe, est-ce le signe d'une réussite de la politique menée par la France depuis la conquête (1635), appelée pudiquement depuis le début du XIX^e siècle 'la politique d'assimilation' ? »

Dans une première partie, l'ouvrage présente de façon chronologique l'histoire politique, économique et sociale de l'île, des années 1960 à nos jours. Puis, une « partie thématique », quant à elle, « s'apparente davantage à l'essai historique » selon l'auteur. De belle facture, documenté, le livre fait connaître de nombreuses statistiques relatives à l'organisation sociale et économique de la Martinique d'aujourd'hui. Il aborde les thèmes divers de l'évolution sanitaire et sociale de l'île, de la structure familiale et de la démographie, de la chute de l'économie sucrière, du tourisme, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, du clientélisme politique, en passant par les représentations des Antilles françaises dans la métropole (médias, guides touristiques...), l'organisation de la culture et l'intégration dans la zone caribéenne. Pour comprendre la perception du nationalisme par l'opinion martiniquaise durant les années 1960 et 1970, L. Jalabert fait appel aux sources d'archives, peu connues, des Renseignements généraux. Il investit là un espace jusqu'alors délaissé par les historiens des Antilles.

Si un titre accrocheur laissait espérer une réflexion sur la dimension postcoloniale de l'histoire contemporaine de la Martinique, et donc sur la notion d'héritage ou de legs colo-

nial dans l'une des « vieilles colonies » françaises d'esclavage, le livre, d'un style parfois cavalier, décevra le lecteur attentif et exigeant. Ces notions n'y sont qu'allusivement abordées. La notion d'assimilation, qui admet pourtant des champs lexicaux distincts, ne fait l'objet d'aucune conceptualisation. La seule occurrence de la notion de « culture coloniale », sans qu'elle soit explicitée, renvoie l'auteur à Pascal Blanchard et au *Credo de l'homme blanc* d'Alain Ruscio.

L. Jalabert cherche à démontrer que sous l'avalanche de produits exportés, derrière les indicateurs socio-économiques de bien-être matériel, la Martinique serait en vérité une colonie qui ne s'avouerait pas comme telle. Il rappelle ainsi l'étendue de la dimension économique dans la situation postcoloniale et donne à voir le spectacle du système socio-économique contradictoire et désordonné produit – en partie – par la départementalisation en Martinique.

Cependant, il ignore tout un ensemble de travaux consacrés aux questions coloniales et aux études postcoloniales, ainsi que les débats historiographiques s'y rapportant. Plus encore, il passe sous silence bien des travaux consacrés à l'histoire politique récente de la Martinique¹. On sera dès lors surpris des confusions et nombreuses erreurs, parfois impardonnables (le suffrage universel sous le Second Empire, des acteurs politiques de gauche situés à droite, etc.), qui jalonnent le texte.

L'auteur reprend la thèse convenue d'Édouard Glissant d'une « colonisation réussie » des Antilles françaises. « L'outre-mer, écrit-il, ni espace colonial, ni espace souverain, profondément marqué par l'héritage de l'habitation, subit une domination extérieure déterminante, unique au monde, qui s'apparente à un héritage colonial, mais qui ne correspond à aucun concept moderne, une autre forme de domination, une colonisation des esprits, une colonisation qui emplit l'univers des représentations. » Outre que la référence à Porto Rico, ancienne colonie espagnole d'esclavage, devenue territoire américain, aujourd'hui tiraillée par sa relation institutionnelle avec les États-Unis, vient aisément soutenir la comparaison avec les Antilles françaises et démentir le préjugé de l'auteur, le raisonnement se révèle peu convaincant.

Tout au long du livre, L. Jalabert s'efforce à gros traits de mettre en tension la puissance de l'État avec « la résignation », « la passivité » ou « le conformisme politique » de l'opinion martiniquaise. Toutefois, pour séduisante qu'elle soit, se donnant l'apparence d'être sulfureuse, contestataire et dénonciatrice, bref militante, cette thèse d'une « colonisation réussie » ne résiste pas à l'analyse.

Elle requiert une acception hypostasiée du pouvoir de l'État, puissance totale, absolue, hégémonique, dotée, malgré la distance impliquée par la relation coloniale, d'une maîtrise complète et exhaustive d'espaces, eux-mêmes tenus pour transparents, unifiés et homogènes, sans tensions internes ni contradictions propres. Surtout, cette thèse suppose des populations intrinsèquement passives. Faussement persuasive, elle produit une réification des acteurs sociaux, dénués de subjectivité, sans rationalité propre, sorte de purs êtres agis par une puissance tutélaire qu'elle voudrait assurée du contrôle et de l'intelligence de ses effets, exerçant contre eux sa force de manière verticale et unilatérale. Enfin, cette thèse

postule naïvement une relation linéaire et statique, en face à face, entre État et société coloniale. Elle omet les effets de retour d'un espace à l'autre, les interactions et la dimension réactive, d'interlocution, pourrait-on dire, où l'un et l'autre se répondent en fonction des positions occupées et relativement à des intentions, des attentes mutuelles, loin de toujours coïncider.

En définitive, on regrettera que le livre n'ait pas questionné davantage l'historicité propre du choix de l'assimilation politique par ces colonies. Quel rôle vint y jouer l'histoire tortueuse des droits politiques et de la citoyenneté, comparativement aux autres territoires de la Caraïbe ? Satisfaire l'ambition d'explication demandait d'aborder ces questions. Car peut-on comprendre la Martinique d'aujourd'hui sans avoir vraiment compris son histoire coloniale et postesclavagiste ?

SYLIANE LARCHER

1 - Thierry MICHALON (dir.), *Entre assimilation et émancipation. L'outre-mer français dans l'impasse ?*, Rennes, Les Perséides, 2006.



Historiographie et débats

- Patrick Weil et Stéphane Dufoix (dir.), *L'esclavage, la colonisation, et après... France, États-Unis, Grande-Bretagne* (Mouloud Haddad) p. 649-651
- Frederick Cooper, *Colonialism in question: Theory, knowledge, history* (Anne Hugon) p. 651-653
- Marie-Claude Smouts (dir.), *La situation postcoloniale. Les « post-colonial studies » dans le débat français* (Emmanuelle Saada) p. 653-654
- Benjamin Stora et Daniel Hémerly (dir.), *Histoires coloniales. Héritages et transmissions* (Frederick Cooper) p. 654-656
- Sébastien Jahan et Alain Ruscio (dir.), *Histoire de la colonisation. Réhabilitations, falsifications et instrumentalisations* (Gregory Mann) p. 656-658
- Raphaëlle Branche, *La guerre d'Algérie, une histoire apaisée?* (John Strachan) p. 658-660
- Sylvie Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne* (John Strachan) p. 658-660
- Tony Ballantyne et Antoinette Burton (éd.), *Bodies in contact: Rethinking colonial encounters in world history* (Marie Salatin) p. 660-661
- Ashis Nandy, *L'ennemi intime. Perte de soi et retour à soi sous le colonialisme* (Sylvie Thénault) p. 661-662
- Stefanie Michels et Albert-Pascal Temgoua (éd.), *La politique de la mémoire coloniale en Allemagne et au Cameroun* (Sophie Dulucq) p. 663-664

Empires

- John H. Elliott, *Empires of the Atlantic world: Britain and Spain in America, 1492-1830* (Cécile Vidal) p. 664-666
- Christopher A. Bayly, *La naissance du monde moderne (1780-1914)* (Armelle Enders) p. 666-668

- Charlotte de Castelneau-L'Estoile et François Regourd (dir.), *Connaissances et pouvoirs. Les espaces impériaux, XVI^e-XVIII^e siècles, France, Espagne, Portugal* (Hélène Blais) p. 668-670
- Maya Jasanoff, *Edge of empire: Conquest and collecting in the East, 1750-1850* (Anne-Julie Etter) p. 670-671
- Hélène Blais, *Voyage au grand océan. Géographies du Pacifique et colonisation, 1815-1845* (Sarah Mohamed-Gaillard) p. 671-673
- Pierre Singaravélou (dir.), *L'empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation (XIX^e-XX^e siècle)* (Florence Deprest) p. 673-674
- Benedict Anderson, *Under three flags: Anarchism and the anti-colonial imagination* (Sylvain Pattieu) p. 675-676
- Norman Etherington (éd.), *Missions and empire* (Chantal Verdeil) p. 676-678
- Patrick Harries, *Butterflies & barbarians: Swiss missionaries & systems of knowledge in South-East Africa* (Henri Médard) p. 678-679
- Bouda Etemad, *De l'utilité des empires. Colonisation et prospérité de l'Europe, XVI^e-XX^e siècles* (Jean-François Klein) p. 679-681

Politiques et pratiques de domination

- Elsa Dorlin, *La matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la nation française* (Delphine Gardey) p. 681-683
- Florence Gauthier, *L'aristocratie de l'épiderme. Le combat de la Société des citoyens de couleur, 1789-1791* (Laurent Dubois) p. 683-685
- Frédéric Régent, *La France et ses esclaves. De la colonisation aux abolitions, 1620-1848* (Laurent Dubois) p. 683-685
- Maria de Jesus dos Mártires Lopes, *Tradition and modernity in eighteenth-century Goa, 1750-1800* (Catarina Madeira Santos) p. 685-687
- Xavier Huetz de Lemps, *L'archipel des épices. La corruption de l'administration espagnole aux Philippines, fin XVIII^e-fin XIX^e siècle* (William Guéraiche) p. 687-688
- Patricia M. E. Lorcin (éd.), *Algeria & France, 1800-2000: Identity, memory, nostalgia* (Raphaëlle Branche) p. 689-690
- J. P. Daughton, *An empire divided: Religion, republicanism and the making of French colonialism, 1880-1914* (Emmanuelle Sibeud) p. 690-692
- Jean-Marc Regnault (dir.), « La loi de 1905 et les colonies », *Outre-mers. Revue d'histoire* (Oissila Saaïdia) p. 692-693

- Dino Costantini, *Mission civilisatrice : le rôle de l'histoire coloniale dans la construction de l'identité politique française* (Reine-Claude Grondin) p. 693-695
- Véronique Dimier, *Le gouvernement des colonies. Regards croisés franco-britanniques* (Alice Conklin) p. 695-697
- Gary Wilder, *The French imperial nation-state: Negritude and colonial humanism between the two world wars* (Anthony Mangeon) p. 697-698
- Eric Jennings, *Vichy sous les tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940-1944* (Emmanuelle Saada) p. 698-700
- Jacques Cantier et Eric Jennings (dir.), *L'empire colonial sous Vichy* (Emmanuelle Saada) p. 698-700
- Hubert Bonin, Catherine Hodeir et Jean-François Klein (dir.), *L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire* (Alain Chatriot) p. 700-701
- Emmanuelle Saada, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté* (Pierre Singaravélou) p. 701-703
- Marie Salauin, *L'école indigène. Nouvelle-Calédonie, 1885-1945* (Pascale Barthélémy) p. 703-705
- Anne Hugon (dir.), *Histoire des femmes en situation coloniale. Afrique et Asie, xx^e siècle* (Yannick Ripa) p. 705-707
- Benjamin N. Lawrance, Emily Lynn Osborn et Richard L. Roberts (éd.), *Intermediaries, interpreters and clerks: African employees in the making of colonial Africa* (Guillaume Lachenal) p. 707-709
- Grace Carswell, *Cultivating success in Uganda: Kigezi farmers & colonial policies* (Henri Médard) p. 709-710
- James McDougall, *History and the culture of nationalism in Algeria* (Malika Rahal) p. 710-712
- Gregory Mann, *Native sons: West African veterans and France in the twentieth century* (Marie-Albane de Suremain) p. 712-714
- Bonny Ibhawoh, *Imperialism and human rights: Colonial discourses of rights and liberties in African history* (Emmanuelle Sibeud) p. 714-715
- Eric T. Jennings, *Curing the colonizers: Hydrotherapy, climatology and French colonial spas* (Caroline Herbelin) p. 715-717
- Claude Malon, *Le Havre colonial de 1880 à 1960* (Pierre Singaravélou) p. 717-718

- Marc Askew, William S. Logan et Colin Long, *Vientiane: Transformations of a Lao landscape* (Caroline Herbelin) p. 718-719
- William Guéraiche, *Manuel Quezon. Les Philippines de la décolonisation à la démocratisation* (Jean-François Klein) p. 719-721
- Jim House et Neil MacMaster, *Paris 1961: Algerians, state terror and memory* (Sylvie Thénault) p. 721-723
- Todd Shepard, *The invention of decolonization: The Algerian War and the remaking of France* (Sylvain Laurens) p. 723-725
- Frédéric Angleviel (dir.), *Histoire de la Nouvelle-Calédonie. Approches croisées* (Robert Aldrich) p. 725-726
- Laurent Jalabert, *La colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours* (Sylviane Larcher) p. 726-728